

CA1
XC36
-L17



3 1761 11972136 3

Canada. Parliament. House of Commons.
Standing Committee on Labour, Manpower
and Immigration. Sub-Committee on
Unemployment Insurance Inequalities.
Minutes.

32nd parl., 2nd sess., 1984

no. 1-2

36
7

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 1

Tuesday, June 26, 1984

Chairman: Coline Campbell

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 1

Le mardi 26 juin 1984

Président: Coline Campbell

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Sub-Committee on*

Unemployment Insurance Inequalities

*of the Standing Committee on
Labour, Manpower and Immigration*

*Procès-verbaux et témoignages
du Sous-comité chargé d'étudier*

Les inégalités en matière d'assurance-chômage

*du Comité permanent du travail, de la
main-d'oeuvre et de l'immigration*

RESPECTING:

Organization and Order of Reference pertaining to
Unemployment Insurance Inequalities

CONCERNANT:

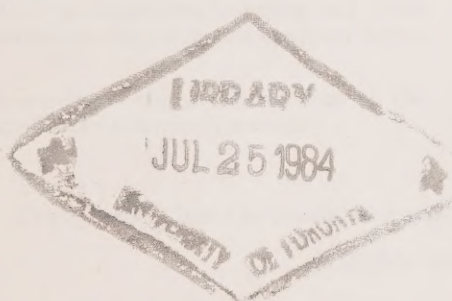
Organisation et Ordre de renvoi se rapportant aux
inégalités en matière d'assurance-chômage

WITNESS:

(See back cover)

TÉMOIN:

(Voir à l'endos)



Second Session of the
Thirty-second Parliament, 1984

Deuxième session de la
trente-deuxième législature, 1984

SUB-COMMITTEE ON UNEMPLOYMENT
INSURANCE INEQUALITIES OF THE
STANDING COMMITTEE ON LABOUR,
MANPOWER AND IMMIGRATION

Chairman: Coline Campbell

SOUS-COMITÉ CHARGÉ D'Étudier LES
INÉGALITÉS EN MATIÈRE
D'ASSURANCE-CHÔMAGE DU
COMITÉ PERMANENT DU TRAVAIL, DE LA
MAIN-D'OEUVRE ET DE L'IMMIGRATION

Président: Coline Campbell

MEMBERS/MEMBRES

Herb Breau

Gerry St. Germain

(Quorum 2)

Le greffier du Sous-comité

William C. Corbett

Clerk of the Sub-committee

ORDER OF REFERENCE FROM THE COMMITTEE

Tuesday, June 12, 1984

ORDERED,—1—That in relation to the Order of Reference on the Annual Report of the Canada Employment and Immigration Commission and Department of Employment and Immigration for the fiscal year 1982-1983, a Sub-committee be created to look into two aspects of the Unemployment Insurance Act.

1) The impact of averaging of insurable earnings in seasonal industries where incomes are drastically reduced for reasons outside of the control of employers and employees;

2) The definition of insurable employment as it applies in some industries where the difference between a contract for services or of services is applied inequitably.

2—That the Sub-committee be composed of three (3) members; two (2) from the Liberal Party, one (1) from the Opposition after the usual consultations with the Whips of the different parties.

3—That the name of the Sub-committee be the Sub-committee on Unemployment Insurance Inequalities.

4—That the Sub-committee be empowered to send for persons and records, to sit while the House is sitting, to sit during periods when the House stands adjourned, to print from day to day such papers and evidence as may be ordered by it and to authorize the Chairman to hold meetings to receive and authorize the printing of evidence when a quorum is not present.

5—That the Committee print 1,000 copies of its Minutes of Proceedings dealing with the said Order of Reference.

6—It was agreed,—That reasonable travelling and living expenses be paid to witnesses who are invited to appear before the Sub-committee.

7—That the Sub-committee engage the services of the Parliamentary Library Research Service if necessary.

ATTEST

Le greffier du Comité permanent du travail, de la main-d'oeuvre et de l'immigration

EUGENE MORAWSKI

Clerk of the Standing Committee on Labour, Manpower and Immigration

ORDRE DE RENVOI DU COMITÉ

Le mardi 12 juin 1984

IL EST ORDONNÉ,—1—En accord avec l'ordre de renvoi du rapport annuel de la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada et du ministère de l'Emploi et de l'Immigration pour l'exercice financier 1982-1983, que soit institué un Sous-comité chargé d'étudier deux aspects de la Loi sur l'assurance-chômage.

1) Les conséquences du calcul de la moyenne des gains assurables dans les industries saisonnières où les revenus enregistrent des baisses considérables pour des raisons indépendantes de la volonté des employeurs et des employés.

2) La définition d'emploi assurable en ce qui concerne certaines industries où la différence entre un contrat de louage de services et un contrat d'entreprise n'est pas appliquée de façon équitable.

2—Que le Sous-comité soit composé de trois (3) membres, deux (2) représentants du parti libéral et un (1) représentant de l'opposition, désignés après les consultations habituelles auprès des whips des différents partis.

3—Que le Sous-comité porte le nom de Sous-comité sur les inégalités en matière d'assurance-chômage.

4—Que le Sous-comité soit habilité à convoquer des personnes et à exiger la production de documents, à se réunir pendant que la Chambre siège et pendant les périodes où elle est ajournée, à faire imprimer au jour le jour les documents et témoignages qu'il juge à propos et à autoriser le président à tenir des réunions pour recevoir les témoignages et en autoriser l'impression lorsque le quorum n'est pas atteint.

5—Que le Sous-comité fasse imprimer 1 000 exemplaires de ses procès-verbaux et témoignages relatifs audit ordre de renvoi.

6—Il a été convenu de défrayer les témoins invités à comparaître devant le Sous-comité des frais de voyage et de subsistance raisonnables.

7—Que le Sous-comité fasse appel, au besoin, au Service de recherches de la Bibliothèque du Parlement.

ATTESTÉ

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, JUNE 26, 1984

(1)

[Text]

The Sub-committee on Unemployment Insurance Inequalities of the Standing Committee on Labour, Manpower and Immigration met at 8:10 o'clock p.m., this day, for the purpose of organization.

Members of the Sub-committee present: Mr. Breau, Miss Campbell (South West Nova), Mr. St. Germain.

Witnesses: From the Department of Employment and Immigration: Mr. J.C.Y. Charlebois, Executive Director, Insurance; Mr. B. Sutet, Director, Unemployment Insurance Analysis; Ms. M. Filiatrault, Director, Policy and Legislation Development.

The Clerk of the Sub-committee presided over the election of a Chairman.

It was moved by Mr. St. Germain,—That Miss Campbell do take the Chair of this Sub-committee as Chairman.

The question being put on the motion, it was agreed to.

The Chairman took the Chair.

The Sub-committee proceeded to consider its Order of Reference dated Tuesday, June 12, 1984, which is as follows:

ORDERED,—1—That in relation to the Order of Reference on the Annual Report of the Canada Employment and Immigration Commission and Department of Employment and Immigration for the fiscal year 1982-1983, a Sub-committee be created to look into two aspects of the Unemployment Insurance Act.

1) The impact of averaging of insurable earnings in seasonal industries where incomes are drastically reduced for reasons outside of the control of employers and employees;

2) The definition of insurable employment as it applies in some industries where the difference between a contract for services or of services is applied inequitably.

2—That the Sub-committee be composed of three (3) members; two (2) from the Liberal Party, one (1) from the Opposition after the usual consultations with the Whips of the different parties.

3—That the name of the Sub-committee be the Sub-committee of Unemployment Insurance Inequalities.

4—That the Sub-committee be empowered to send for persons and records, to sit while the House is sitting, to sit during periods when the House stands adjourned, to print from day to day such papers and evidence as may be ordered by it and to authorize the Chairman to hold meetings to receive and authorize the printing of evidence when a quorum is not present.

PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 26 JUIN 1984

(1)

[Traduction]

Le Sous-comité chargé d'étudier les inégalités en matière d'assurance-chômage du Comité permanent du travail, de la main-d'œuvre et de l'immigration tient, ce jour à 20 h 10, sa séance d'organisation.

Membres du Sous-comité présents: M. Breau, M^{lle} Campbell (South West Nova), M. St. Germain.

Témoins: Du ministère de l'Emploi et de l'Immigration: M. J.-C.-Y. Charlebois, directeur exécutif, Assurance; M. B. Sutet, directeur, Analyse de l'assurance-chômage; M^{me} M. Filiatrault, directeur, Elaboration de la politique et de la législation.

Le greffier du Sous-comité préside l'élection d'un président.

M. St. Germain propose,—Que M^{lle} Campbell assume la présidence du Sous-comité à titre de président.

La motion est mise aux voix et adoptée.

Le président assume la présidence du Comité.

Le Sous-comité procède à l'étude de son ordre de renvoi du mardi 12 juin 1984 que voici:

IL EST ORDONNÉ,—1—En accord avec l'ordre de renvoi du rapport annuel de la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada et du ministère de l'Emploi et de l'Immigration pour l'exercice financier 1982-1983, que soit institué un Sous-comité chargé d'étudier deux aspects de la Loi sur l'assurance-chômage.

1) Les conséquences du calcul de la moyenne des gains assurables dans les industries saisonnières où les revenus enregistrent des baisses considérables pour des raisons indépendantes de la volonté des employeurs et des employés.

2) La définition d'emploi assurable en ce qui concerne certaines industries où la différence entre un contrat de louage de services et un contrat d'entreprise n'est pas appliquée de façon équitable.

2—Que le Sous-comité soit composé de trois (3) membres, deux (2) représentants du parti libéral et un (1) représentant de l'opposition, désignés après les consultations habituelles auprès des whips des différents partis.

3—Que le Sous-comité porte le nom de Sous-comité sur les inégalités en matière d'assurance-chômage.

4—Que le Sous-comité soit habilité à convoquer des personnes et à exiger la production de documents, à se réunir pendant que la Chambre siège et pendant les périodes où elle est ajournée, à faire imprimer au jour le jour les documents et témoignages qu'il juge à propos et à autoriser le président à tenir des réunions pour recevoir les témoignages et en autoriser l'impression lorsque le quorum n'est pas atteint.

5—That the Committee print 1,000 copies of its Minutes of Proceedings dealing with the said Order of Reference.

6—It was agreed,—That reasonable travelling and living expenses be paid to witnesses who are invited to appear before the Sub-committee.

7—That the Sub-committee engage the services of the Parliamentary Library Research Service if necessary.

The witnesses answered questions.

By unanimous consent, Mr. St. Germain took the Chair of the Sub-committee as Acting Chairman.

At 9:31 o'clock p.m., the Sub-committee adjourned to the call of the Chair.

5—Que le Sous-comité fasse imprimer 1000 exemplaires de ses procès-verbaux et témoignages relatifs audit ordre de renvoi.

6—Il a été convenu de défrayer les témoins invités à comparaître devant le Sous-comité des frais de voyage et de subsistance raisonnables.

7—Que le Sous-comité fasse appel, au besoin, au Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement.

Les témoins répondent aux questions.

Par consentement unanime, M. St. Germain assume la présidence du Sous-comité à titre de président suppléant.

A 21 h 31, le Sous-comité suspend les travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Sous-comité

William C. Corbett

Clerk of the Sub-committee

EVIDENCE

*(Recorded by Electronic Apparatus)**[Texte]*

Tuesday, June 26, 1984

• 2009

The Clerk of the Committee: Hon. Members, I see a quorum. Your first item of business is to elect a chairman. I am ready to receive motions to that effect.

Mr. St. Germain: I move that the Hon. Member for South West Nova be nominated Chairman.

The Clerk: What is her name.

Mr. St. Germain: Coline Campbell.

The Clerk: Are there any other nominations?

It is moved by Mr. St. Germain that Miss Campbell do take the Chair of this subcommittee as chairman. Is it agreed?

Some hon. Members: Agreed.

The Clerk: I declare Miss Campbell duly elected chairman of this subcommittee and invite her to take the Chair.

• 2010

The Chairman: I have to say that it is nice to . . . Thank you very much, members of the committee. It seems that Bill Corbett is my Clerk again.

An hon. Member: The last time she resigned.

The Chairman: On my demise, yes. I do not think we will see the same thing arise here.

Do we need a vice-chairman?

Mr. Breau: I do not think so.

The Chairman: Okay. The order of reference. Today we will consider our order of reference from the Standing Committee on Labour, Manpower and Immigration, dated Tuesday, June 12, 1984. I think you have all had a copy of the Order of Reference beforehand.

We have with us tonight, officials from the Department of Employment and Immigration. I would invite the principal witness, Mr. Charlebois, who is the Executive Director of Insurance. Perhaps you would tell us whom you are accompanied by.

Mr. J.C.Y. Charlebois (Executive Director, Insurance, Department of Employment and Immigration): I would be happy to, Madam Chairman. Mr. Bernard Sutet is the Director of Unemployment Insurance Analysis Directorate; Mr. Joe Verbruggen is Director General of Insurance Policy; Madame Marcelle Filiatrault is Director of Policy and Legislation Development. From the Department of National Revenue Taxation, Monsieur Marcel Nouvet, Chief of CPP-UI, Determination and Appeals Division; Mr. Bill Massel, Director, Accounting and Collection Division. From the Department of Justice, assigned to the Commission, Mr. Warren Black, General Counsel, and Mr. Yves Côté, Counsel.

TÉMOIGNAGES

*(Enregistrement électronique)**[Traduction]*

Le mardi 26 juin 1984

Le greffier du Comité: Mesdames et messieurs, les membres du Comité, nous avons le quorum. La première question à l'ordre du jour est celle de l'élection d'un président. Je suis prêt à recevoir des motions à cet effet.

M. St. Germain: Je propose que le député de South West Nova soit nommée présidente.

Le greffier: Quel est son nom?

M. St. Germain: Coline Campbell.

Le greffier: Y a-t-il d'autres nominations?

Il a été proposé par M. St. Germain que M^{lle} Campbell soit élue présidente du Sous-comité. Tout le monde est-il d'accord?

Des voix: D'accord.

Le greffier: Je déclare M^{lle} Campbell dûment élue présidente du Sous-comité et je l'invite à venir prendre le fauteuil.

Le président: Je dois dire qu'il est agréable de . . . merci beaucoup, messieurs les membres du Comité. Apparemment, c'est Bill Corbett qui, encore une fois, est mon greffier.

Une voix: La dernière fois, elle a démissionné.

Le président: À l'occasion de mon départ, oui. Je ne pense pas que le même problème se pose cette fois-ci.

Nous faut-il un vice-président?

M. Breau: Je ne le pense pas.

Le président: D'accord. Le mandat. Aujourd'hui, nous sommes saisis d'un mandat qui nous est confié par le Comité permanent du travail, de la main-d'oeuvre et de l'immigration et qui est daté du 12 juin 1984. Vous devez avoir reçu un exemplaire de notre ordre de renvoi.

Ce soir, nous recevons les représentants du ministère de l'Emploi et de l'Immigration et j'invite le principal témoin, M. Charlebois, directeur exécutif des assurances, à nous présenter ses collègues.

M. J.C.Y. Charlebois (directeur exécutif, Assurance, ministère de l'Emploi et de l'Immigration): Avec plaisir, madame le président. M. Bernard Sutet est le directeur du directorat de l'analyse de l'assurance-chômage; M. Joe Verbruggen est le directeur général de la politique d'assurance; M^{me} Marcelle Filiatrault, directeur du Développement de la politique et de la législation. Du ministère du Revenu national, impôt, M. Marcel Nouvet, chef du RPC-AC, Division des appels; M. Bill Massel, directeur de la division de la comptabilité et des recettes. Du ministère de la Justice, détaché auprès de la Commission, M. Warren Black, conseiller général ainsi que M. Yves Côté, conseiller juridique.

[Texte]

The Chairman: Thank you. I suppose I would just ask if you have your Terms of Reference.

Mr. Charlebois: I just glanced at them very briefly, Madam Chairman, before the meeting started. I take it they are a result, as I understand it, of Mr. Breau's representations last year when we were debating Bill C-156, among other things.

The Chairman: I think there are two issues. I do not want to read the whole order before opening to questions but I will just read the two important aspects of the Unemployment Insurance Act that we are considering.

One is the impact of averaging. I will ask the Clerk perhaps to pass it around because some of you may not have it.

(1) The impact of averaging of insurable earnings in seasonal industries where incomes are drastically reduced for reasons outside of the control of employers and employees;

The second part is:

(2) The definition of insurable employment as it applies in some industries where the difference between a contract for services or of services is applied inequitably.

We have called you to discuss the problems that you might see with our concerns. So I would open up the questioning.

Mr. Breau: I would like to deal first with the first item:

(1) The impact of averaging of insurable earnings in seasonal industries where incomes are drastically reduced for reasons outside of the control of employers and employees . . .

I think that is pretty clear. The point we are talking about is the difficulty encountered in some industries where because of nature or the management scheme, the employment is not constant; for example workers in fish plants in the fisheries resource, for example, which has a quota. This does not refer to fishermen. That problem has not been totally solved, but is partly solved by the changes arising out of the Kirby report that were made last year.

• 2015

We are concerned mainly with people who are under the regular unemployment insurance program and who see their UIC benefits drastically reduced, through no fault of their own, because of the industry they are in. Their industries are not programmed to be constant, like for example the manufacturing industry, the automobile industry, or whatever, where you program an output of production and the workers in those industries have a pretty stable income. Some people work in seasonal industries like the fisheries, for example, and this applies also in some cases to tourism. It applies also in forestry, and it applies, to my knowledge, and there may be others, to the peat moss industry where you earn money depending on the weather.

[Traduction]

Le président: Merci. Est-ce que vous avez votre ordre de renvoi?

M. Charlebois: Je viens de le parcourir très rapidement, madame le président, avant le début de la séance. Si j'ai bien compris, c'est le résultat d'une initiative prise par M. Breau l'année dernière à l'occasion de l'étude du Bill C-156.

Le président: Il y a deux questions. Je ne veux pas vous relire tout le mandat avant de passer aux questions, mais je veux vous lire deux aspects importants de la Loi sur l'assurance-chômage que nous étudions.

D'une part, les conséquences du calcul de la moyenne des gains; je vais demander au greffier de le distribuer au cas où certains d'entre vous ne l'auraient pas.

1) Les conséquences du calcul de la moyenne des gains assurables dans les industries saisonnières où les revenus enregistrent des baisses considérables pour des raisons indépendantes de la volonté des employeurs et des employés.

Et la seconde partie:

2) La définition d'emploi assurable en ce qui concerne certaines industries où la différence entre un contrat de louage de services et un contrat d'entreprise n'est pas appliquée de façon équitable.

Nous vous avons convoqués pour discuter avec vous des problèmes qui pourraient se poser dans le cadre de notre étude. Nous allons donc passer aux questions.

M. Breau: J'aimerais commencer par la première question:

1) Les conséquences du calcul de la moyenne des gains assurables dans les industries saisonnières où les revenus enregistrent des baisses considérables pour des raisons indépendantes de la volonté des employeurs et des employés.

Cela, c'est assez clair. Il s'agit de problèmes éprouvés par certaines industries où l'emploi n'est pas constant à cause de la configuration administrative. Par exemple, les ouvriers des usines de traitement du poisson, une industrie assujettie à des quotas. Il n'est pas question des pêcheurs. C'est un problème qui n'a pas été totalement résolu, mais qu'il l'a été en partie grâce aux changements apportés l'année dernière à la suite du Rapport Kirby.

Ce qui nous intéresse principalement, ce sont les gens qui sont inscrits au programme régulier d'assurance-chômage et qui voient leurs prestations diminuer considérablement, simplement à cause du type d'industrie où ils sont employés. Ce sont des industries qui ne sont pas organisées pour fonctionner d'une façon constante, comme l'industrie manufacturière, par exemple, l'industrie de l'automobile, etc., où l'on peut programmer une production donnée et où le revenu des travailleurs est assez stable. Il y a des gens qui travaillent dans des industries saisonnières, par exemple les pêches, et cela s'applique également dans certains cas au tourisme. Cela s'applique aux industries forestières et, que je sache, à beaucoup d'autres industries, comme l'industrie d'exploitation de la tourbe où les gains des travailleurs dépendent du temps qu'il fait.

[Text]

What happens is like what happened in north-eastern New Brunswick and in the Gaspé, and *les Iles de la Madeleine*, all over the eastern part of New Brunswick, this year. The snow crab fishery for the first time was put on quota and there was very aggressive competition between two fishing fleets—the one from Quebec and the one from New Brunswick—in order to maintain their landings, the result of which was abundance of work in the plants for about three weeks where the employees were earning, because of overtime, anywhere between maybe \$700 and \$900 a week, but then after about three or four weeks of work, because the quota had pretty well been caught, they were earning in the last weeks maybe \$100, maybe \$150. The averaging is only based on the maximum insurable earnings, which this year is \$425 a week. So even if they earned substantial amounts in the first part of the season, only \$425 can be taken. The result is that the unemployment benefits of these people are drastically reduced.

What I would like to see in the system is not necessarily open it up to say that all the time under any circumstances averaging should permit taking more than \$425, the maximum, and take the total earnings, but that we have a system . . . and this is what we are searching for, I believe—where the Minister, or the Governor in Council, would have the flexibility, depending on what is happening in a particular sector, to designate; that we realize this year, after consultation with the sectoral department, that consultation may be with the provincial government, consultation arising out of requests from representatives of workers and fisherman, and that this year, because of particular circumstances, we will permit a different kind of averaging.

The problem is not only one of social and economic justice to these workers, it is not very practical in terms of an incentive to workers to want to work whenever work is available. Witnesses will come here tomorrow, and I believe they have examples of people who last year went back to work for, I believe, two short periods within two weeks, earned a total of about \$300 or \$400, the result of which was that each person lost about \$900 of UIC benefits during the year.

That is not a very intelligent system; that when a person goes to work for a short period and that has the effect of skewing his averaging and he or she loses substantial amounts of money the rest of the year when he or she is receiving UIC. It seems to me we should have a system where if a person goes back to work they should earn more money than they lose. It would be a more intelligent system.

I think I have explained the problem. I am wondering if Mr. Charlebois could tell us the extent to which this is seen by the commission as a problem in terms of people complaining about it.

[Translation]

Cette situation, qui, pour cette année seulement, s'est produite dans le nord-est du Nouveau-Brunswick et dans la région de Gaspé, dans les Iles-de-la-Madeleine et dans toute la partie orientale du Nouveau-Brunswick. Pour la première fois, la pêche au crabe des neiges a été contingentée et deux flottes de pêches se sont livrées une concurrence féroce, l'une d'entre elle du Québec, l'autre du Nouveau-Brunswick, pour conserver leur point d'amarre. En conséquence, pendant environ trois semaines, il y a eu énormément de travail dans les usines et les ouvriers ont gagné de 700 à 900 dollars par semaine à cause des heures supplémentaires. Toutefois, au bout de trois ou quatre semaines, les quotas étant pratiquement épuisés, leur salaire est retombé à peut-être 100 ou 150 dollars par semaine. Le calcul de la moyenne des gains est fondé uniquement sur les gains maximum assurables qui, cette année, s'élèvent à 425 dollars par semaine. Par conséquent, même s'ils gagnent beaucoup d'argent pendant la première partie de la saison, seuls 425 dollars peuvent être pris en considération. En fin de compte, les prestations d'assurance-chômage de ces personnes s'en trouvent très réduites.

Je ne veux pas forcément qu'on libéralise le système dans toutes les circonstances, en permanence, mais qu'on permette de prendre plus du maximum, 425 dollars, pour le calcul de la moyenne des gains. Mais ce qu'il faudrait, c'est ce que nous recherchons, c'est un système qui donnerait au ministre ou au gouverneur en conseil la possibilité de désigner certains secteurs selon les circonstances. Cette année, après consultation avec les intéressés, selon toute probabilité, c'est avec le gouvernement provincial qu'il faudrait traiter; je parle des consultations à la suite des demandes présentées par les représentants des travailleurs et des pêcheurs; j'espère donc que cette année nous autoriserons un calcul différent de la moyenne des gains.

Il ne s'agit pas uniquement de rendre justice, socialement et économiquement, aux travailleurs, mais pour les ouvriers qui veulent travailler chaque fois que cela est possible, le système n'est pas très pratique. Demain, nous allons recevoir des témoins qui nous donneront des exemples de personnes qui ont recommencé à travailler l'année dernière pendant deux courtes périodes en l'espace de deux semaines et ont gagné un total de 300 ou 400 dollars. En fin de compte, à la fin de l'année, ces gens-là ont perdu environ 900 dollars sous forme de prestations d'assurance-chômage.

Ce n'est pas un système très intelligent. Lorsqu'une personne est forcée de travailler pendant de courtes périodes et que cela affecte le calcul de la moyenne de ces gains, cela lui fait perdre beaucoup d'argent pendant le reste de l'année où elle touche des prestations d'assurance-chômage. À mon avis, nous devrions avoir un système qui permette à une personne qui retourne travailler de gagner plus d'argent qu'elle n'en perd. Ce serait nettement plus intelligent.

Je crois avoir expliqué le problème; est-ce que M. Charlebois peut nous dire dans quelle mesure la Commission considère que c'est un problème, dans quelle mesure elle reçoit des plaintes.

[Texte]

• 2020

Does he see this problem being widespread in many sectors, and does he believe it would be workable if we recommended to Parliament that the Act be changed—if it would be workable to have flexibility either for the Governor in Council or for the Minister?

The Chairman: Mr. Charlebois.

Mr. Charlebois: That is a pretty tall order, Madam Chairman. I guess first of all I should say that I believe the committee recognizes the current legislation, of course, is very limiting in that regard, in that the way in which insured earnings are averaged is spelt out in the legislation. So any change would of course have to come through legislation.

Having said that, I guess it is fair to say in a general way that that particular issue was in fact examined, in my recollection, at the time the averaging provisions were brought in, in 1971, and it was recognized that some industries, some sectors and some occupations, at particular times of the year might in fact suffer this variation in income. I guess it was felt that the cases that would occur of that kind were so few in nature that they did not really call for a general derogation from the averaging formula that was eventually settled upon.

At the time, I can remember, for example, one suggestion would have been that the insured earnings, or the wage which the benefit would be based on, would be the rate of wage that the person earned, regardless of the number of hours or the number of days or the number of weeks that person might have worked. But it was felt at the time—and again it is my recollection—that that would be a very cumbersome process indeed. In fact, it did not take account of the variety of ways that people are paid in this country: through overtime or piecework or other means.

About whether or not I am aware that this is a generally perceived problem by the commission, the answer would have to be no. Again, in context, if one looks at a system that insures something like 12 million to 13 million people and pays benefits to 3 million of these individuals in one year, the incidents of the kind that you mention would be, again, in statistical terms, very limited. So we are not talking about a very large portion of the population. We are talking about some exceptional cases on the margin.

Mr. Breau: Just in parenthesis, you do not mind if we interrupt or have a conversation . . .

Mr. Charlebois: Not at all. This is designed, as I understand it, to find a solution, if we can.

Mr. Breau: Yes. One of the reasons why this is less heard of is that most of these people, if they are unionized at all, are from unions that are not as national in scope and as strong in expressing a point of view nationally. They are mostly regionalized unions, and . . .

The Chairman: I would not have any unions in my area at all.

Mr. Breau: But in any event, in my constituency we have unions, and in Quebec they have unions in the fish plants, but

[Traduction]

Est-ce que c'est un problème très fréquent, qui affecte de nombreux secteurs, et serait-il possible de demander au Parlement de modifier la loi, d'accorder une certaine marge de manœuvre au gouverneur en conseil ou au ministre?

Le président: Monsieur Charlebois.

M. Charlebois: Madame le président, voilà une très grosse question. Pour commencer, je crois que le Comité comprend que la législation actuelle impose des limites très étroites puisque le mode de calcul de la moyenne des gains est précisé dans la législation. Autrement dit, toute modification devra forcément se faire par législation.

Cela dit, c'est une question à laquelle on avait réfléchi, si je me souviens bien, à l'époque où l'on avait adopté les dispositions relatives au calcul de la moyenne des gains, en 1971. À l'époque, on s'était dit que certaines industries, certains secteurs, certains types d'occupations risquaient de souffrir de ces variations saisonnières de revenus. Toutefois, on avait jugé que ce genre de chose serait peu fréquent pour justifier une dérogation générale à la formule de calcul de la moyenne des gains qui finit par être adoptée.

Je me souviens qu'à l'époque on avait proposé, entre autres choses, de considérer que les gains assurés, c'est-à-dire les gains qui servent au calcul des prestations, seraient fondés sur le salaire d'une personne indépendamment du nombre d'heures ou de jour ou de semaines de travail. Mais on avait fini par se dire, toujours d'après mes souvenirs, que cela risquait d'être très compliqué. En fait, cela ne tenait pas compte de la grande variété de modes de paiement des travailleurs dans ce pays, travail à la pièce, heures supplémentaires, etc.

Vous me demandez si pour la Commission c'est un problème très généralisé, et je dois répondre que non. Toujours en contexte, si l'on considère qu'il s'agit d'un système qui assure de 12 à 13 millions de personnes et verse des prestations à 3 millions de personnes par année, les circonstances dont vous parlez sont extrêmement rares, statistiquement parlant. Il ne s'agit donc pas d'une proportion importante de la population. Ce sont des cas exceptionnels, marginaux.

M. Breau: Soit dit entre parenthèses—cela ne vous ennuie pas que nous vous interrompions ou que nous parlions . . .

M. Charlebois: Pas du tout. Si j'ai bien compris, nous sommes là pour trouver une solution si c'est possible.

M. Breau: Oui. Si on n'en entend pas souvent parler, c'est que la plupart de ces gens, quand ils sont syndiqués, appartiennent à des syndicats locaux, qui n'ont pas une voix nationale et qui ne se manifestent pas nationalement. Dans la plupart des cas, ce sont des syndicats régionaux et . . .

Le président: Je n'aurais sûrement pas de syndicats dans ma région.

M. Breau: Quoi qu'il en soit, dans ma circonscription, nous avons des syndicats, et au Québec, les travailleurs des usines de

[Text]

they are not strong national unions. They are regional unions. Sometimes they call themselves "national". Maybe one of the reasons we do not hear about it very much is that a lot of people—you know, they go to the UIC office and they do not question; they say the Act is there and that is it.

Mr. Charlebois: We do hear of it, and often, and every fall or spring, or whenever the seasonality starts to kick in, you have cases where individuals in the latter days of their employment have had their earnings reduced for the kinds of reasons you mentioned. It is not unusual for those individuals to complain about that. Obviously the kind of answer we give them might be termed the "traditional" one: the law says you average your earnings over 20 weeks.

Mr. Breau: We want to change the law.

Mr. Charlebois: Right.

About the kind of approach that you were suggesting before . . . that is, that we would go above the insured earnings ceiling in a particular week to take account of that—I guess I would have to say that in a general way that kind of approach would have to apply to everyone. My understanding is that you could not restrict that particular treatment to one occupation or one industry. So if you were to apply that new rule, it would result, obviously, in increased earnings being insured for the program. It would result, on the one hand, in some increased revenue, because presumably you would collect premiums on the increased insured earnings. But you would also generate quite a significant level of benefit payments, it would seem to me, by definition, because in most instances the people who would take advantage of that provision would be those who are in those industries who are more likely to be unemployed.

• 2025

Mr. Breau: But you say it would have to apply to everyone. Why could we not have a system where you would not have this as a permanent feature but to provide a flexibility, either to the Governor in Council by regulation, or to the Minister on the advice of his department? In a particular sector, in a particular period at a given time, this is more of a problem and, therefore, we would have a system where the earnings could be averaged in a different way.

I can see the cost, the difficulties and the opening of it to abuse by making it just a permanent, wide open thing, because some industries may want to abuse it—not only the workers but the employers. Why could we not have a system—in which the threat of taking it away, if it has been abused, would be there—to be used in a case like the snowcrab industry this year in New Brunswick, and it is the same in the herring industry, because the quotas are very low, the biomass of the fish cannot take more fishing and this is a temporary problem. Why could we not have that flexibility in the system?

Mr. Charlebois: My understanding again, Madam Chairman, is that in terms of the legislation the only exceptional rules we can make at the moment are for self-employed

[Translation]

poisson sont syndiqués, mais ce ne sont pas de gros syndicats nationaux. Ce sont des syndicats régionaux. Ils s'appellent parfois «nationaux». Si nous n'en entendons pas tellement parler, c'est que beaucoup de gens . . . Vous savez, ils vont dans les bureaux de l'Assurance-chômage et ils ne posent pas de questions. C'est ce que dit la loi, un point c'est tout.

M. Charlebois: Nous en entendons parler, et très souvent, tous les ans à l'automne et au printemps, chaque fois qu'un secteur saisonnier se réveille. Il y a des gens qui voient leurs prestations réduites à cause des circonstances que vous mentionnez à la fin de leur période d'emploi. Très souvent, ces gens-là s'en plaignent. Evidemment, nous leur donnons une réponse qu'on peut qualifier de «traditionnelle»: la loi prévoit que vous devez faire la moyenne de vos gains sur 20 semaines.

M. Breau: Nous voulons changer la loi.

M. Charlebois: Exact.

Quant à la suggestion que vous avez faite, l'idée de dépasser le maximum assurable pour une semaine donnée pour tenir compte—j'imagine que ce genre de disposition devrait s'appliquer à tout le monde. Je ne pense pas que vous puissiez réserver ce genre de dérogation à un type d'occupation ou à une industrie. Si vous voulez appliquer cette nouvelle règle, de toute évidence, pour l'ensemble du programme, cela fera augmenter le total des gains assurables. Je suppose que cela entraînerait une augmentation des revenus parce que vous pourriez exiger des primes sur le salaire assurable accru. Mais vous arriveriez également à un total fort considérable d'indemnités, il me semble, car dans la plupart des cas, les personnes qui profiteraient de cette disposition sont celles qui sont les plus susceptibles de se retrouver au chômage dans ce secteur.

M. Breau: Mais vous dites qu'il faudrait que cette disposition s'applique à tout le monde. Je ne comprends pas pourquoi l'on ne peut pas mettre au point un système qui ne soit pas aussi rigide et qui prévoit une certaine souplesse en ayant recours au gouverneur en conseil, au Règlement, ou au ministre sur l'avis du ministre? Ce problème est beaucoup plus grave dans un secteur précis à une période précise et le système devrait permettre d'établir la moyenne des revenus de manière différente.

Nous adoptons une structure permanente, nous devons faire face à des coûts assez élevés, à des difficultés et à des possibilités d'abus parce que certains secteurs voudront en profiter et je ne parle pas uniquement des travailleurs, mais aussi des employeurs. Pourquoi ne pas avoir un système—qui pourrait être supprimé en cas d'abus—qui s'appliquerait à l'industrie du crabe des neiges cette année au Nouveau-Brunswick, par exemple, ainsi qu'à l'industrie du hareng parce que les contingents sont très faibles, il commence à y avoir des pénuries de poisson mais c'est un problème temporaire. Pourquoi ne pas avoir un système un peu plus souple?

M. Charlebois: Encore une fois, madame le président, il s'agit, que je sache, d'un texte législatif qui ne prévoit des exceptions que dans le cas des pêcheurs qui travaillent à leur

[Texte]

fishermen, so-called. There we have the capacity to vary the regulations as we have, and you mentioned, earlier, the Kirby report. We did, in fact, make some amendments last year.

Mr. Breau: I realize that. I am asking how we could change the Act to have this flexibility enter the system.

Mr. Charlebois: I am not sure I could give you a definitive answer tonight. My understanding would be that within the general scheme of unemployment insurance you could not discriminate amongst industries, occupations, groups or along geographical lines.

Mr. St. Germain: How do you get around the fishermen's thing?

Mr. Charlebois: Because that is a special provision, which says that, notwithstanding the fact that these people are self-employed, they can be covered by a special set of regulations.

Mr. Breau: They do not come under the same set of regulations.

Mr. Charlebois: They do not come under the general scheme of unemployment insurance as a general statement.

The Chairman: And it did not need an amendment to the Unemployment Insurance Act to do the Kirby recommendation.

Mr. Charlebois: Not at all, no.

Mr. Breau: Why are you worried about the discriminatory aspects of it?

Mr. Charlebois: I am not. I am just . . .

Mr. Breau: The program discriminates all the time. It discriminates between the low-income earner and the high-income earner.

Mr. Charlebois: Yes.

Mr. Breau: It discriminates between the one who works in a programmed industry where you have a constant output of production and the one who, unfortunately, has to work in an industry where you are up and down. If you are a civil servant you have constant work—at least you are constantly paid—you have constant work, you are programmed. If you work in the peat moss industry you can only vacuum the peat moss if you have a westerly wind, in New Brunswick; if you happen to have a series of easterly winds, such as we have now, you do not work.

Mr. Charlebois: All the examples you have given me so far happen to fall in the definition of self-employed fishermen, whether they are concerned with peat moss or . . .

Mr. Breau: No, no. I am talking about . . .

The Chairman: Fish plants.

Mr. Breau: I am talking about the workers in the fish plants. This is less of a problem with the fishermen, because they now can take the best 10 weeks out of 15, so it is less of a problem with them. The problem is, and it is more of a problem since

[Traduction]

compte. Mais ce projet de loi nous permettrait de modifier le Règlement comme l'avait recommandé, et vous l'avez mentionné plus tôt, le rapport Kirby. Nous avons apporté des amendements l'année dernière.

M. Breau: Je le sais. Ce que j'aimerais savoir c'est comment on peut modifier la loi pour assouplir le système.

M. Charlebois: Je ne crois pas être en mesure de vous donner une réponse définitive ce soir. À mon sens, la politique en matière d'assurance-chômage interdit toute forme de discrimination fondée sur un secteur, une occupation, un groupe ou une région géographique.

M. St. Germain: Alors comment pouvons-nous contourner le problème des pêcheurs?

M. Charlebois: Nous avons ici une disposition spéciale qui stipule que, sans égard au fait que ces personnes travaillent à leur compte, elles peuvent être assujetties à des règlements spéciaux.

M. Breau: Elles ne sont pas assujetties aux mêmes règlements.

M. Charlebois: Elles ne relèvent pas du programme général d'assurance-chômage.

Le président: Et nous n'avons pas eu besoin de modifier la Loi sur l'assurance-chômage pour mettre en vigueur la recommandation Kirby.

M. Charlebois: Non, pas du tout.

M. Breau: Alors pourquoi vous inquiétez-vous de ces aspects discriminatoires?

M. Charlebois: Je ne m'inquiète pas, je dis simplement . . .

M. Breau: C'est un programme qui exerce constamment la discrimination. Il établit une différence entre les gagne-petit et les personnes à revenu élevé.

M. Charlebois: C'est exact.

M. Breau: Il établit également une différence entre les personnes qui travaillent dans une industrie couverte à rendement constant et celle qui, malheureusement, travaille dans une industrie où les fluctuations sont importantes. Un fonctionnaire a un travail constant—c'est-à-dire qu'il est payé constamment—donc il est couvert par le programme. Mais si vous travaillez dans l'industrie de la tourbe, par exemple, vous ne pouvez travailler que par vent d'ouest, au Nouveau-Brunswick; si vous traversez une période de vent d'est, vous vous retrouvez sans travail.

M. Charlebois: Tous les exemples que vous m'avez donnés jusqu'à maintenant tombent dans la catégorie des pêcheurs qui travaillent à leur compte, qu'ils s'intéressent à la tourbe ou non . . .

M. Breau: Non, non, je parlais de . . .

Le président: Des usines de transformation de poisson.

M. Breau: Je parle des personnes qui travaillent dans les usines de transformation de poisson. Ce problème est moins grave dans le cas des pêcheurs parce qu'ils peuvent calculer leur moyenne à partir de leurs dix meilleures semaines sur 15,

[Text]

we changed it, to permit the fisherman to continue fishing even if he does not earn very much. Now he will fish only five or six hours in a week, or maybe 15 hours in a week, or whatever. So we have accentuated the problem by righting what we thought was a wrong in the fisherman's program. Do you understand what I mean?

Mr. Charlebois: Yes, I certainly do.

Mr. Breau: Now the plants have to open up for two days, or whatever, because the fishermen continue to fish.

Mr. Charlebois: There is no question that the difference between the fish plant worker and the self-employed fisherman was, in fact, made worse, as it were, in terms of the Kirby recommendations.

• 2030

Again, I am not certain, as I said, of the extent to which the general legislation could in fact make a distinction. We do have information right now and we are examining that information in the context of the Canadian Charter of Rights and Freedoms, and that is the very notion that you have put forward on the table tonight that indicates that the current legislation is in fact making some distinction between certain classes of people within the law.

The Chairman: Before recognizing Mr. St. Germain, just on that, did the Minister not say in the last week that he would try to speed up help for the miners' plight?

Mr. Charlebois: I am not aware that the Minister said that but if anything was said... We are talking about Falconbridge, I presume?

The Chairman: Yes, or wherever it was recently there was a...

Mr. Charlebois: Yes, there was...

The Chairman: If the only manoeuvreability, like in Newfoundland very recently we did an exception for the fishermen.

Mr. Charlebois: What we did in Newfoundland was to put in a special program financed by the Department of Fisheries and Oceans that paid them in effect a grant or contribution for those weeks they could not fish.

The Chairman: Recently?

Mr. Charlebois: Yes. It was not UI.

The Chairman: In the last month?

Mr. Charlebois: Right now.

The Chairman: Okay.

Mr. Charlebois: It was not unemployment insurance per se; although it is seen to be unemployment insurance it was not.

[Translation]

donc la situation est un peu moins grave dans leur cas. Le problème consiste à autoriser les pêcheurs à continuer de pêcher même s'ils ne gagnent pas beaucoup. Ce problème s'est aggravé depuis que nous avons modifié le Règlement. Ils se contenteront de pêcher cinq ou six heures par semaine ou même peut-être 15 heures par semaine. Donc nous avons aggravé le problème en essayant de corriger ce que nous pensions être une erreur dans le programme des pêcheurs. Comprenez-vous à quoi je veux en venir?

M. Charlebois: Oui, je comprends bien.

M. Breau: Donc les usines devront ouvrir leurs portes pendant deux jours parce que les pêcheurs continuent de pêcher.

M. Charlebois: Il ne me semble faire aucun doute que la différence entre les personnes qui travaillent dans les usines de poisson et les pêcheurs à leur compte a été aggravée par les recommandations du rapport Kirby.

Je ne suis pas certain de la mesure dans laquelle la loi établit une différence. Nous avons des données à notre disposition que nous étudions dans le contexte de la Charte canadienne des droits et libertés. Il s'agit du même argument que nous avons avancé ce soir selon lequel la loi actuelle établit une différence entre certaines catégories de personnes.

Le président: Avant de donner la parole à M. St. Germain, j'aimerais vous demander si le ministre n'a pas déclaré la semaine dernière qu'il essaierait d'accélérer le processus pour venir en aide aux mineurs.

M. Charlebois: Je ne sais pas ce que le ministre a dit, mais si une déclaration a été faite... Je suppose que nous parlons de Falconbridge?

Le président: Oui, et je ne sais pas où mais dernièrement...

M. Charlebois: Oui, il y a eu...

Le président: Il existe une marge de manoeuvre. Nous avons fait dernièrement une exception dans le cas des pêcheurs à Terre-Neuve.

M. Charlebois: Nous avons mis en place à Terre-Neuve un programme spécial qui a été financé par le ministère des Pêches et Océans dans le cadre duquel une subvention a été versée aux pêcheurs pour les semaines pendant lesquelles ils ne pouvaient pas pêcher.

Le président: Dernièrement?

M. Charlebois: Oui. Il ne s'agissait pas d'assurance-chômage.

Le président: Au cours du mois dernier?

M. Charlebois: Le programme est en place maintenant.

Le président: Très bien.

M. Charlebois: Ce n'était pas des prestations d'assurance-chômage même si elles sont considérées comme telles.

[Texte]

The Chairman: Are they going to the UIC office to get their cheque?

Mr. Charlebois: Yes, we are the delivery mechanism for the program, but the program itself is a contribution program by the Department of Fisheries and Oceans and it is based on their determination of whether or not there is ice in the fields, and on that basis we pay.

In terms of Falconbridge, what happened there . . .

The Chairman: Was there ice in the fields?

Mr. Charlebois: Yes.

The Chairman: You went down and saw it?

Mr. Charlebois: I did not. I was told by the Ice Control Centre, which I did not know existed, that there was ice. The Ice Control Centre is in Ottawa, by the way, not in Newfoundland. But no, I did not see the ice.

Mr. Breau: And what is the Falconbridge?

Mr. Charlebois: The Falconbridge is the Falconbridge mines in Sudbury, or near Sudbury, and because of the unfortunate incident of last week a lot of people are being laid off. All we did was institute special means to expedite payments, not to advance them or to waive anything. We sent in a special . . .

The Chairman: They will still wait their three weeks?

Mr. Charlebois: They will still wait their usual number of weeks to get it.

Now, in the Falconbridge case a lot of people are on what we call renewal claims. They were already into the system and gone back to work and now they can restart their claim without having to serve a two-week waiting period. But that is all that happened in the Falconbridge situation.

The Chairman: I hope they have a long time.

Mr. Charlebois: Pardon?

The Chairman: I hope they have a long time in their renewal period.

Mr. Charlebois: It varies

The Chairman: Mr. St. Germain.

Mr. St. Germain: Yes, good day, sir.

Mr. Charlebois: Good evening.

Mr. St. Germain: It is afternoon in Vancouver yet.

I guess the main points of concern, Mr. Charlebois, through the Chair . . . I can see the need for this in view of the fact, especially I was not aware of the Kirby report, but with the change in the coverage for the fishermen, what concerns me and what I would like the answers to concerns these particular groups of people we are referring to, people who are on a temporary basis. Could you give me some idea what percentage of the cost of UI, the UI costs they actually . . . They are

[Traduction]

Le président: Doivent-ils se rendre au bureau de l'assurance-chômage pour aller chercher leurs chèques?

M. Charlebois: Oui, c'est nous qui servons de mécanisme de livraison pour le programme, mais il s'agit d'un programme de subventions du ministère des Pêches et Océans qui détermine s'il y a ou non de la glace sur les lieux et c'est sur cette base que nous effectuons les paiements.

Pour ce qui concerne Falconbridge et ce qui s'est produit là-bas . . .

Le président: Y avait-il de la glace?

M. Charlebois: Oui.

Le président: Vous êtes allé voir?

M. Charlebois: Non. Le Centre de contrôle des glaces dont je ne connaissais pas l'existence m'a dit qu'il y avait de la glace. Ce centre est situé à Ottawa, soit dit en passant, et non pas à Terre-Neuve. Mais je n'ai pas vu les glaces.

M. Breau: Et qu'en est-il de Falconbridge?

M. Charlebois: Il s'agit des mines de Falconbridge à Sudbury ou près de Sudbury. À cause du malheureux incident de la semaine dernière, beaucoup de personnes ont été mises à pied. Nous avons pris des mesures spéciales pour accélérer les paiements, non pas pour consentir des avances ou supprimer quoi que ce soit. Nous avons envoyé . . .

Le président: Ils devront quand même attendre les trois semaines?

M. Charlebois: Ils devront attendre le nombre habituel de semaines avant de toucher leurs prestations.

Mais dans le cas de Falconbridge, il y a beaucoup de gens qui ont déjà rempli la demande de renouvellement. Ils étaient déjà intégrés au système mais ils sont retournés travailler. Ils peuvent maintenant reprendre leur demande sans devoir attendre le délai de carence de deux semaines. Mais c'est tout ce qui s'est passé dans le cas de Falconbridge.

Le président: J'espère qu'ils auront beaucoup de temps.

M. Charlebois: Pardon?

Le président: J'espère que leur période de renouvellement sera très longue.

M. Charlebois: Tout dépend,

Le président: Monsieur St. Germain.

M. St. Germain: Oui, bonjour, monsieur.

M. Charlebois: Bonsoir.

M. St. Germain: C'est encore l'après-midi à Vancouver.

Je pense que mes principales préoccupations, monsieur Charlebois, par l'intermédiaire du président . . . Je comprends les besoins même si je n'étais pas au courant de cet aspect du rapport Kirby, mais vu le changement du programme en ce qui concerne les pêcheurs, j'aimerais poser des questions au sujet des personnes qui travaillent sur une base temporaire. Pourriez-vous me donner une idée du pourcentage du coût de l'assurance-chômage, des coûts de l'assurance-chômage

[Text]

the main beneficiaries are they not, in percentage to what they contribute?

Mr. Charlebois: I do not have figures with me but I can confirm that seasonal industries in general get more benefit out of the UI system than regular industries such as business or government or services. Certainly the seasonal industries such as fishing, mining, forestry and so on get more than their fair proportion of benefits out of the UI system. They are in effect cross-subsidized by other industries.

Mr. St. Germain: Right, okay. Have there been any studies done in establishing . . . ? Some of these industries—and I am not referring to anything in particular or any particular industry right at the moment—but establishing a different program due to the costs that they put on the plan itself, the insurance scheme itself? The one thing that concerns me about this whole thing, and I know what Mr. Breau and Miss Campbell have to deal with in their respective areas, but what is scaring me is that we are trying to establish jobs and trying to . . .

• 2035

This is another problem that we have to deal with. The costs of UI are getting to the point where they are discouraging small businessmen. The small businessman is faced with horrendous contributions to UI, WCB in the provinces, and all these things. I am wondering whether a reassessment of this nature, or an adjustment to meet the needs of these people—how much it would cost over and above what the costs are now. Would it escalate the costs drastically?

Mr. Charlebois: My impression is that yes, it would be costly to take any steps at this point that would take care of the problems Mr. Breau has mentioned.

About having a special program or a special set or a separate series of programs, I guess it would not be very practical, in my view. What we have in this country is a universal social insurance scheme, and it is a pooling of the risks. You have poor risks and you have good risks, and the good risks pay for the poor risks. That is the way the system has always worked and it all evens out in the final analysis. But the cost of the program in 1983-84 is very substantial indeed.

I know there is concern about the size of that cost, and considerable work is being done now in examining what options are available. We are taking as a starting point, of course, the un-action, if you wish, on the report of the Task Force on Unemployment Insurance, which was tabled in 1981 but not acted upon by the government. But cost is one of the main concerns, if you wish, of government; no question about it.

Mr. St. Germain: Would you be able to arrive at these costs? Is there a possibility that the computers you have would be able to give us some idea?

Mr. Charlebois: The computers are always wonderful. They can do anything you want them to do, as long as you have the

[Translation]

qu'ils . . . Ils sont les principaux bénéficiaires par rapport à leurs contributions, en termes de pourcentage, n'est-ce pas?

M. Charlebois: Je n'ai pas ces chiffres sous la main, mais je puis vous assurer que les industries saisonnières profitent beaucoup plus du système de l'assurance-chômage que les industries régulières comme les entreprises, le gouvernement ou les services. Les industries saisonnières, comme les pêches, les mines et les forêts retirent plus que leur juste part des avantages de l'assurance-chômage. En fait, ce sont les autres secteurs qui les subventionnent.

M. St. Germain: Je vois, très bien. Est-ce que des études ont été faites sur la possibilité d'établir . . . ? Certaines de ces industries—et je ne parle pas d'un secteur précis—mais la création d'un programme différent en raison des coûts du plan, le programme d'assurance-emploi? Le fait qui me préoccupe le plus dans cette affaire, et je sais que M. Breau et M^{me} Campbell en ont traité dans leurs propres régions, mais ce qui me fait peur, c'est que nous essayons de créer des emplois et de . . .

C'est un autre problème que nous aurons à examiner. Le coût de l'assurance-chômage a atteint un niveau propre à décourager les petits entrepreneurs, qui doivent également verser des cotisations de bien-être, sans parler du reste. Il faudrait essayer d'améliorer le système, afin de le faire mieux correspondre aux besoins des gens, mais je me demande bien sûr dans quelle mesure une telle amélioration augmenterait les coûts.

M. Charlebois: J'ai l'impression que les solutions envisagées par M. Breau augmenteraient considérablement les coûts.

Il ne serait pas très pratique, à mon avis, de mettre sur pied un programme spécial ou d'adopter un train de mesures spéciales. En effet, nous nous sommes dotés, au Canada, d'un système d'assurance sociale universel, qui permet de regrouper les risques. Ainsi, les risques les plus grands sont compensés par les autres. C'est ainsi que le système a toujours fonctionné, car tout finit par s'équilibrer. Il faut cependant reconnaître que le coût du programme en 1983-1984 est considérable.

Cela inquiète, et l'on recherche activement d'autres options. Nous prenons bien sûr comme point de départ le rapport du groupe de travail sur l'assurance-chômage qui a été publié en 1981 mais qui n'a été suivi d'aucune mesure concrète par le gouvernement. Toutefois, il est bien évident que le coût d'un tel programme demeure l'une de nos préoccupations principales.

M. St. Germain: Vous est-il possible de calculer ces coûts, ou de nous en donner une idée générale, avec les ordinateurs?

M. Charlebois: Vous savez, on peut faire des choses fantastiques avec les ordinateurs. Ils vous donnent tous les renseignements que vous voulez, du moment que vous en avez

[Texte]

time and the priority. It depends on what kind of question you are asking.

Mr. St. Germain: The additional costs to make the adjustment required that would provide—I know it would be an approximation.

Mr. Charlebois: For Mr. Breau's suggestion?

Mr. St. Germain: That is right.

Mr. Charlebois: We could not tonight.

Mr. St. Germain: No, I realize that.

Mr. Charlebois: We would certainly have to find out what the specific formulation of that would be in terms of the averaging. The way it was explained, it meant that the formula would have to apply to all industries, for example. It may be that the cost would be staggering; I do not know. If it is possible—and I do not know that either—to restrict the application of the formula that Mr. Breau is talking about to particular situations that would be declared by the Governor in Council on the recommendation of the Minister, then obviously the result would be somewhat smaller. Nevertheless there would be a cost, because you are talking, I presume, of a population that would benefit somewhat from this because you would be including in insurable employment earnings that are not generally included for the general population. But there would definitely be a cost.

Mr. St. Germain: Madam Chairman, I guess the question that we should determine if we are going to deal with this particular facet is if there is a legal possibility of carrying out Mr. Breau's recommendation dealing, just to use an example, just with fish plants, or would it have to be a total change of the Act to encompass everybody—farm workers . . . ? I would like to know the cost. I would really like to know an approximation of the cost, and how much it would increase the UI contributions right across the board.

The committee just dealt with the fish plant workers on the east coast. But here again, you are treading in a very, very touchy area when you are looking at the Charter of Rights. Would you not be opening up a can of . . . ?

Mr. Charlebois: That is the question we have had to examine: whether you could restrict it to fish plant workers. I am not sure that was what Mr. Breau was suggesting. I believe he was suggesting all that kind of employment.

• 2040

Mr. Breau: What I am suggesting is that the designation would not be permanent. It could apply in a sector, in a particular area. For example, if you have a big forest fire in an area, the same problem arises. The good worker may have earned a lot of money for four or five weeks or six weeks, and then there is a big fire. His income is disrupted and then maybe he can only top up to finish his contributions at a very

[Traduction]

le temps et que cela figure parmi vos priorités. Tout dépend du type de questions que vous posez.

M. St. Germain: J'aimerais savoir combien il en coûterait, grosso modo, de procéder aux ajustements nécessaires.

M. Charlebois: Vous voulez parler de la suggestion de M. Breau?

M. St. Germain: Oui.

M. Charlebois: Nous ne pouvons pas vous donner ce chiffre ce soir.

M. St. Germain: Bien sûr, je comprends très bien.

M. Charlebois: Il faudrait établir la formule exacte qui s'appliquerait, surtout pour ce qui est du calcul des moyennes. D'après la suggestion qui a été faite, la formule devrait s'appliquer à tous les secteurs industriels, mais le coût risque alors d'être astronomique. Par contre, si l'on peut restreindre l'application de cette formule dont parle M. Breau à certaines situations bien particulières, qui seraient déterminées par le gouverneur en conseil sur la recommandation du ministre, l'augmentation du coût serait peut-être moindre. Quoi qu'il en soit, il y aura toujours un coût à assumer, puisqu'un groupe de la population bénéficiera de cette nouvelle formule sur le calcul des gains assurables.

M. St. Germain: Ce qui nous intéresse avant tout, madame le président, c'est de savoir si, sur le plan juridique, il est possible d'adopter la recommandation de M. Breau et de l'appliquer simplement aux usines de transformation du poisson, pour reprendre son exemple, ou bien s'il est nécessaire d'apporter un amendement global à la loi qui engloberait tout le monde, notamment les travailleurs agricoles . . . ? J'aimerais bien savoir quel serait le coût approximatif d'une telle modification, et de combien cela augmenterait les cotisations d'assurance-chômage en général.

Nous n'avons parlé jusqu'à présent que des travailleurs de ces usines de transformation du poisson sur la côte est. Toutefois, vous avancez sur un terrain très glissant, surtout dans le contexte de la Charte des droits. Ne craignez-vous pas d'ouvrir la porte à toutes sortes de . . . ?

M. Charlebois: Il faudrait voir s'il est possible de restreindre l'application de cette formule aux travailleurs des usines de transformation du poisson. Je ne pense pas que c'est ce qu'a suggéré M. Breau. Il songeait plutôt à toute cette catégorie d'emplois.

M. Breau: Je propose que cette désignation ne soit pas permanente. Elle pourrait s'appliquer à un secteur en particulier. Par exemple, si un incendie de forêt important se déclare dans une région, le même problème se pose. Il se peut qu'un travailleur ait gagné beaucoup d'argent pendant cinq ou six semaines, et tout d'un coup, un incendie se déclare. Son revenu est alors interrompu, et s'il veut finir de payer ses cotisations, il

[Text]

low wage. You know if you had a forest fire or not that you are able to make a judgment. So my answer would be that you would design it, and you would apply it only when it is needed. In the fishing industry it is not always needed.

Mr. Charlebois: No. I understand the principle you are advancing.

Mr. Breau: It is needed in the fishing industry when you are fishing in a sector—a species that is being regulated because of a quota, because the biomass is in difficulty. I would not, for example, permit the industry to do this only for market reasons. I would do it in herring right now, from the top of my head. With crab, there is a particular problem because of a quota situation and nothing else can be done. The reason I would not want to make it a permanent feature is because I would not want it to be abused.

Mr. Charlebois: Madam Chairman, one of the examples that is continuously used by Mr. Breau is, of course, the fishing industry, where, in fact, that problem is even more prevalent perhaps than in other occupations. But if one thinks, for example, of the vagaries of the construction industry, the same problem applies there. When the weather is bad, they do not work. That week is a low week or a no week, and that week gets counted, if there are any earnings at all, as part of the average.

Mr. Breau: Yes, but they are rarely regulated by a quota or something. They normally work 20, 25 or 30 weeks a year.

Mr. Charlebois: Which is, I presume, the difficulty we face collectively, in terms of the fishing industry. Most of the quotas you talked about are all in the fishing industry, and the fishing industry has been examined from stem to stern, as it were, by all kinds of commissions, and the result is always that . . . It is difficult to answer the question, because, clearly, if you have a set of recommendations, as we did under Kirby, that improved a lot of self-employed fishermen . . . By definition they affected their counterpart or their colleagues in the fish plants, and that was a problem we pointed out at the time, in the sense that it was clearly going to create some problems. And it has started to cause problems.

The Chairman: I have two questions I want to get on the record. With regard to the Kirby recommendations, they were to deal with the problem when there was no fishing activity, if I understood it correctly. Now it applies to any fisherman who decides there is no fishing activity. It is the first time . . .

Mr. Breau: You are not talking about the same thing.

The Chairman: No, no. I am talking about the Kirby recommendations.

Mr. Breau: No, he is talking about a situation where you can use the 10 best weeks within 15.

The Chairman: Yes, but he opened it up at the same time that the 10 weeks would be . . . if my fishermen just came off

[Translation]

sera peut-être obligé d'accepter un salaire très bas. Donc, à mon avis, il faudrait commencer par élaborer cette formule, pour ensuite l'appliquer uniquement lorsque cela est nécessaire. Par exemple, il ne sera pas toujours nécessaire de l'appliquer aux usines de transformation du poisson.

M. Charlebois: Je comprends le principe que vous préconisez.

M. Breau: L'industrie de la pêche a besoin de cette formule lorsqu'une espèce de poisson est réglementée par un quota, en cas d'insuffisance de la biomasse. Par contre, je ne permettrais pas à ce secteur industriel d'utiliser cette formule uniquement pour des raisons commerciales. Par exemple, d'emblée je peux vous dire que je l'appliquerais à la pêche au hareng. Pour ce qui est de la pêche au crabe, la situation est différente car un quota a été imposé, mais on ne peut rien faire d'autre. Je ne veux donc pas que cette formule soit permanente, car elle risquerait alors de se prêter à toutes sortes d'abus.

M. Charlebois: Madame le président, M. Breau donne constamment l'exemple de l'industrie de la pêche où ce problème se pose beaucoup plus souvent que dans d'autres secteurs industriels. Toutefois, il ne faut pas oublier que l'industrie de la construction est soumise aux mêmes aléas et que le même problème s'y pose. Lorsque le temps ne le permet pas, ils ne peuvent pas travailler. Lorsqu'ils ne peuvent pas travailler pendant une semaine, cette semaine-là entre quand même dans le calcul de la moyenne, si le travailleur a touché quelque revenu que ce soit.

M. Breau: Peut-être, mais les travailleurs de la construction sont rarement réglementés par un quota ou quelque chose du genre. Ils travaillent généralement 20, 25 ou 30 semaines par an.

M. Charlebois: C'est le problème auquel nous faisons face, collectivement, pour ce qui est de l'industrie de la pêche. La plupart des quotas dont vous avez parlé s'appliquent à l'industrie de la pêche, laquelle a fait l'objet de toutes sortes d'études par maintes commissions, qui en ont toujours conclu que . . . Il est difficile de répondre à la question car lorsqu'une série de recommandations, comme celles de Kirby, permettent d'améliorer le sort des pêcheurs indépendants . . . par définition, ces recommandations ont eu des effets sur leurs collègues des usines de transformation du poisson, et d'ailleurs, à l'époque, nous avions fait remarquer que cela poserait des problèmes, ce qui n'a pas manqué de se produire.

Le président: J'aimerais vous poser deux questions. En ce qui concerne les recommandations Kirby, elles devraient permettre de résoudre le problème lorsque la pêche est interdite. Or, maintenant cela s'applique à n'importe quel pêcheur qui décide de ne pas pêcher. C'est la première fois . . .

M. Breau: Nous ne parlons pas de la même chose.

Le président: Non, je parle des recommandations Kirby.

M. Breau: Lui, il parle du cas où vous pouvez choisir les 10 meilleures semaines d'une période de 15.

Le président: Peut-être, mais il a dit également que ces 10 semaines pourraient . . . si mes pêcheurs terminent la saison du

[Texte]

the lobster season, and there is no other activity of fishing . . . This is why it was brought in, because there are areas in Newfoundland where there is no summer season of fishing apparently. So you needed it. But the spin-off effect is that I have people who, for the first time, are comparing what they get on benefits with what they get when they work, and you cannot force a fisherman to take other work than fishing.

Mr. Charlebois: We do not, as a matter of policy. Again, at the risk of treading on an area I am not that familiar with, the fishing industry, there is no question that one of the thrusts coming out of the Kirby report was that there ought to be a separate scheme for the fishing industry . . . not just fishermen but the whole industry.

The Chairman: Guaranteed income.

Mr. Charlebois: And that is still, I suppose, being examined by our colleagues in the Department of Fisheries and Oceans. I am not sure, but that was the same line of approach that was followed by the government in 1971 in the white paper and ever since but no action has ever been taken to follow up on that.

• 2045

The Chairman: I just have one more question and then I will let the others go back to it.

There must be somewhere in your department a study. We are talking about seasonal employment. We are talking about problems that are beyond the control or outside of the control of the employer or employee. I would think the employee who has had 12 good weeks in a 10-week minimum for insurable earnings, which does not apply in my area because you folks have really outdone yourselves there because there is such a variability in my area . . . I have to get that lick in because what you have done to one area of Nova Scotia is so awful. We are talking about inequalities here, and I am wondering if I could not get a third reference put in here that you give me a new economic zone.

But you must have studies somewhere where you have at least analysed that the person who does not quit but does not go back to work because all of a sudden they have their 10 or their 12 or their 14 best weeks and therefore they do not want to start decreasing on the average . . . They all know it.

I have suggested before to Unemployment that they at least allow two weeks to give him one stamp when they are into that type of a situation, but, no, you cannot do that either.

So I would imagine that your studies must show they are smart enough to stop working for some reason or other and go on unemployment insurance, and you are still going to pay the 10 best weeks even though you might—I would not like to say that you are that subtle and that aware—want to penalize them with the 10 last weeks in averaging and they have 15 therefore it only takes them one year to realize that had they stopped at 10 they would have gotten a better stance than when they worked for 15. So there is a negativeness . . .

[Traduction]

homard et qu'il n'y a rien d'autre à pêcher . . . je vous parle de cela parce qu'apparemment, dans certaines régions de Terre-Neuve, il n'y a pas de saison de pêche en été. Donc, vous en avez besoin. En conséquence, je vais avoir des gens qui, pour la première fois, vont comparer ce qu'ils touchent en prestations et ce qu'ils touchent lorsqu'ils vont travailler, et vous ne pouvez certainement pas obliger un pêcheur à faire autre chose que de pêcher.

M. Charlebois: Nous ne le faisons pas. Je ne connais pas particulièrement bien l'industrie de la pêche, mais il est évident que l'un des thèmes principaux du Rapport Kirby était la mise en place d'un système distinct pour l'industrie de la pêche, pas seulement pour les pêcheurs, mais pour tout ce secteur industriel.

Le président: Un revenu garanti.

M. Charlebois: Et ces recommandations sont toujours à l'étude au ministère des Pêches et Océans. Je ne suis pas certain, mais c'est l'approche qu'avait suivi le gouvernement depuis 1971, lors de la publication du Livre blanc, et depuis, quoique on n'ait assuré aucun suivi.

Le président: J'ai une dernière question, et ensuite je céderai la parole aux autres.

Dans votre ministère, et on a dû faire une étude au sujet du travail saisonnier. Il s'agit des problèmes qui peuvent être contrôlés par l'employeur ou l'employé. Je voudrais que l'employé qui a eu 12 bonnes semaines de travail dans une région où on a prévu une période de gains assurables minimale de 10 semaines, ce qui n'est pas le cas dans ma région, car vous aviez très bien joué votre jeu, à cause de la grande variété dans ma région . . . il fallait que je le dise à cause des terribles choses que vous avez faites à cette région de Nouvelle-Écosse. Il s'agit ici d'éclaircir les inégalités, et je me demande s'il n'y aurait pas lieu de demander un troisième ordre de renvoi, pour m'accorder une nouvelle zone économique.

Toutefois, il y a sûrement des études analysant ce phénomène par lequel une personne ne quitte pas son emploi, mais n'y retourne pas aussitôt parce qu'elle a atteint les 10 ou 12 ou les 14 meilleures semaines, afin d'éviter justement de diminuer sa moyenne des gains assurables. Ils savent tous comment procéder.

J'ai déjà proposé à la Commission de l'assurance-chômage, d'accorder deux semaines de travail à un employé dans ce genre de situation, afin de lui accorder un timbre de plus, mais apparemment cela ne se fait pas non plus.

Ainsi, ces études démontraient que les employés sont assez intelligents pour cesser de travailler pour quelque raison, et réclamer l'assurance-chômage et vous devez leur payer des prestations équivalant aux 10 meilleures semaines, même si vous pouvez les pénaliser—je ne veux pas dire que vous le faites, que vous êtes assez subtil ou assez au courant pour le faire—en utilisant que les 10 dernières semaines pour le calcul de la moyenne des gains assurables si ces employés ont déjà travaillé 15 semaines. Ainsi, ils apprennent très rapidement,

[Text]

Mr. Breau: I did not want, Madam Chairman, to raise the question because I did not want to . . .

The Chairman: To confuse the issue.

Mr. Breau: But I am glad you did. When I said there was no incentive for people to go back to work I was trying in a veiled way to explain what is happening. We are encouraging people to trick the system. We are encouraging people to work under the table in the black market economy. We are encouraging the owner of the plant to assure himself that his employees will have the 10 best weeks, so why the hell do we not do it overboard?

The Chairman: Fix his books for two weeks instead of . . .

Mr. Breau: Why do we have a system where we encourage people to trick the system?

The Chairman: I mean, you all know it.

Mr. Charlebois: I am not sure that is the direction in which we ought to go, quite frankly. People have questioned already whether or not the program is too front-end-loaded. In other words, maybe people ought to have a longer attachment to the labour force before they even get into the program.

The Chairman: But then you fall into the problem of the media and the advertising. I really think you have to accept the fact that you have an unemployment insurance program that is looked at very differently than it was when it came in. For reasons outside of your jurisdiction that is what you are administering, and I am saying for some of us—we are just saying: Look at the realities of the system. I am sure Mr. McGrath would back me up on this. It seems to me it makes it a lot more flexible to take the 10 best weeks and keep them working rather than to encourage them or give them an incentive to find any way, shape or form . . .

Now, I do not have the 10-week thing so I do not really like to get into that, but I do have people who work their 18 weeks or 20 weeks and do not get a stamp because they only worked a day; they did not work long enough in that time. So I would not like to say that in my area that is done, but I think in other areas it may be done. They will look at it and say: Well, this guy worked four days last week and we will just combine them and give him a stamp for the two weeks. Nobody is going to look at the books unless you really go down and start looking at what he puts in, and the poor guy who makes a mistake and says: I worked that week; I did not work that one; the company has done it wrong . . .

I do not want to get into all the problems I have seen, but I just think reality says that this thing we are asking for . . .

[Translation]

que s'ils s'étaient arrêtés après 10 semaines de travail, ils auraient été en une meilleure position, que s'ils avaient travaillé 15 semaines. Ainsi l'approche est négative . . .

M. Breau: Madame le président, je ne voulais pas soulever cette question, car . . .

Le président: Vous ne vouliez pas embrouiller la question.

M. Breau: Toutefois, je suis très heureux que vous l'ayez fait. Lorsque j'ai dit que les gens n'étaient pas encouragés à retourner au travail, j'essayais d'expliquer d'une façon plus subtile, ce qui se produit. Nous encourageons les gens à tricher. Nous les encourageons à travailler au marché noir. Nous encourageons le propriétaire d'une usine à s'assurer que ses employés auront leurs 10 meilleures semaines. Si c'est le cas, pourquoi ne pas procéder ouvertement?

Le président: On peut étendre cette période de travail d'une semaine à deux . . .

M. Breau: Pourquoi avons-nous un système qui encourage les gens à tricher?

Le président: Nous savons tous qu'ils font cela.

M. Charlebois: Je ne crois pas que ce soit la direction que nous devrions suivre. Déjà les gens se demandent si les exigences ne sont pas déjà trop rigoureuses. En d'autres termes, peut-être devrions-nous exiger une plus longue période de travail, avant de permettre au gens de réclamer des prestations d'assurance-chômage.

Le président: Mais alors, vous ferez face aux problèmes de la presse et de la publicité. Il faut accepter le fait que le programme d'assurance-chômage est perçu comme très différent de ce qu'il était. Pour des raisons qui ne sont pas de votre compétence, vous devez administrer ce système maintenant, et je vous dis, avec les autres: tenez compte des réalités du système d'assurance-chômage. Sûrement M. McGrath m'appuiera à cet égard. Il me semble qu'il serait beaucoup plus avantageux, et rendrait le système plus souple, si on acceptait les 10 meilleures semaines, afin de garder ces gens au travail, plutôt que de les encourager à tricher, c'est-à-dire les inciter à travailler . . .

Bien sûr, dans ma circonscription, la période de travail de 10 semaines ne s'applique pas, mais j'ai des gens qui travaillent 18 ou 20 semaines, et à qui on n'accordera rien, parce qu'ils n'ont travaillé qu'une seule journée durant la deuxième semaine; ils n'ont pas travaillé assez longtemps durant la période. Je ne dis pas qu'on agit ainsi dans ma circonscription, mais c'est ce qu'on fait je pense dans d'autres circonscriptions. Par exemple, si une personne a travaillé quatre jours dans une première semaine, ils combineront le travail de la deuxième semaine, pour accorder un timbre pour couvrir les deux semaines. Personne n'ira examiner les registres, à moins de soupçonner quelque chose. Toutefois le pauvre employé qui a fait une erreur, se dira: mais j'ai travaillé cette semaine-là, je n'ai pas travaillé dans la deuxième semaine, la compagnie s'est trompée . . .

Je ne veux pas discuter de tous les cas que j'ai commus, toutefois, la réalité exige que ce que nous demandons . . .

[Texte]

You say "outside the control of". You have a storm and the apples fall tomorrow so the apple pickers pick for the whole week so they do not rot on the ground or they can salvage something. You have a hurricane. It is unusual. Usually you pick it over three weeks, but all of a sudden you have a hurricane and they work hours and hours to pick it up. Why can you not give them an averaging?

• 2050

Mr. St. Germain: With all due respect, Madam Chairman, I think we have to presume everybody is honest and I think the department has to presume this. Good Lord. I am sure there are irregularities throughout the system. My position is that I would sooner create jobs than qualify people for unemployment insurance. But I realize that possibly 100% employment is not necessarily something that is going to happen tomorrow, so we do have a problem to deal with.

Do you see, Mr. Charlebois, Madam Chairperson, ministerial discretion as really a possibility?

Mr. Charlebois: I did not come quite prepared to answer that question.

Mr. St. Germain: If you want to take time to answer that—I do not want to put you on the spot.

Mr. Charlebois: I suspect it would create a lot of problems, because it would be most difficult for Ministers not to respond to particular situations. There are always "disasters" or unusual situations happening here, there, and everywhere; and every time one of these situations occurs, there would be a request for special treatment, and it would be most difficult, it seems to me, for any Minister to turn it down. In the process I think we would wind up with a program that is not only more costly but much more difficult to understand than it is now; and everyone knows how difficult the UI system is at present.

I share your concern about the chairperson's remarks about—I would like to think most of our claimants are not out there looking for those famous 10 weeks and drawing benefits, but...

The Chairman: It is 16, 17, 18. It varies every week. It is the most cruel and unusual punishment there is.

Mr. Breau: I realize it would create problems, but really, that is not my problem. My problem is to design a system that is equitable and fair. If it creates problems, that is your problem.

Mr. Charlebois: Absolutely.

Mr. Breau: I heard these answers before, when we talked about the variable entrance. I heard all of these answers before. But if you want a system that is going to try to be fair, you are going to create problems.

We are going to have some witnesses come here and try to explain the situation a little better. I wonder if it is fair for me

[Traduction]

Vous avez utilisé le terme «pour des raisons indépendantes de la volonté». Supposons qu'il y a une tempête, et que toutes les pommes tombent des arbres, obligeant les préposés à la cueillette, de travailler une pleine semaine, pour assurer que les pommes ne pourriront pas au sol afin de pouvoir récupérer quelque chose. c'est le cas d'un ouragan par exemple c'est une circonstance très extraordinaire. Normalement, la cueillette se fait sur une période de trois semaines, mais soudainement, suite à un ouragan, on travaille sans arrêt, pour faire toute la récolte. Pourquoi alors ne pourrait-on pas faire un calcul de la moyenne des gains assurables?

M. St. Germain: Sauf votre respect, madame le président, il faut d'abord supposer que tous sont honnêtes, et c'est sans doute la façon de penser du ministère. Mon Dieu, je suis convaincu qu'il y a toutes sortes d'irrégularités partout. Toutefois, je préfère créer des emplois que d'essayer de trouver des raisons d'admissibilité à l'assurance-chômage. Je sais très bien qu'on ne pourrait pas obtenir le plein emploi demain, mais il faut au moins essayer d'y arriver.

Monsieur Charlebois, madame le président, serait-ce possible d'accorder au ministre un pouvoir discrétionnaire?

M. Charlebois: Je ne me suis pas préparé à répondre à cette question.

M. St. Germain: Prenez votre temps... je ne veux pas, bien sûr, vous mettre dans l'embarras.

M. Charlebois: Cela pourrait créer beaucoup de difficultés, car il serait très difficile, pour le ministre, de ne pas réagir face à certaines situations précises. Il y aura toujours des «désastres», ou des situations extraordinaires, ici, là, partout; et chaque fois, on demandera un traitement spécial, que le ministre pourrait difficilement refuser. Dans de telles circonstances, le programme deviendrait non seulement plus coûteux, mais aussi beaucoup plus difficile à comprendre que maintenant; et nous savons tous à quel point est compliqué le système d'assurance-chômage à l'heure actuelle.

Je partage vos inquiétudes au sujet des remarques de la présidente sur... J'espère que la plupart des requérants ne travaillent pas strictement ces fameuses 10 semaines afin d'obtenir des prestations d'assurance-chômage...

Le président: Il s'agit de 16, 17 ou 18 semaines. Cela varie d'une semaine à l'autre. C'est la forme de peine la plus cruelle et la plus exceptionnelle qui soit.

M. Breau: Je sais que cela peut créer des problèmes, mais ce n'est pas de mes affaires. Moi, mon affaire, c'est de concevoir un système qui est juste et équitable. Si cela crée des problèmes, à vous de les régler.

M. Charlebois: Vous avez tout à fait raison.

M. Breau: J'ai déjà entendu ce genre de réponses, lorsqu'on a parlé d'une période de qualification variable. J'ai entendu toutes ces réponses déjà. Toutefois, si le système doit être équitable, il y aura des problèmes.

Nous convoquerons certains témoins afin de leur faire expliquer la situation plus clairement. Madame le président,

[Text]

to ask, Madam Chairman, that the commission have somebody present for all these witnesses and maybe even act as resource person if questions are asked.

The Chairman: We have Mr. Lawrence from . . .

Mr. Breau: From the Library of Parliament. But it may help also to have somebody experienced in the commission around, so we can ask questions in case something comes up. I find that is very helpful. We can have the legal adviser from the library also, because what I would like to ask Mr. Charlebois is to give us what the problems are and give us what the difficulties are, but also to ask people to think a bit about how they could advise us as to how we could report to Parliament on how the Act could be changed with the least possible cost, the least possible opportunity for abuse. I personally do not think it needs to be made a permanent feature . . . but to think about a system.

I know a lot of people do think in the UIC. You have people probably involved in policy analysis to think of a way that this problem could be, not totally corrected, but at least improved, because I do not think, as a Member of Parliament, it is fair that people, just because they happen to work in an industry that cannot be programmed to have a constant output of production, should be penalized financially, when the other who works in industry where you can program the output is not penalized.

I would like to have a fairer system. I will still find other injustices in 10 years; but I try to correct them as I see them.

• 2055

The Chairman: Mr. Charlebois.

Mr. Charlebois: The suggestion was, Madam Chairman, that we have somebody here to assist tomorrow. That will be fine. I will not be here myself, but certainly I can have some of my staff available to committee members.

Mr. Breau: For all of our meetings?

The Chairman: And also I asked about that study, if you have ever done one. You know, there must be somewhere in your computer . . .

Mr. Charlebois: I am not sure we ever looked at that specific problem. We looked at the general problem of seasonality.

The Chairman: But the disincentive.

Mr. Charlebois: And the question of disincentive has been documented extensively; a comprehensive review, which was tabled in 1966, and a task report in 1981 documents that. So there are studies available. Whether they focus specifically on the question you raise, we can have a look at what is available.

Mr. Breau: The problem of disincentive, dealt with in the task force report . . .

[Translation]

serait-il juste de ma part de demander que lors de la comparution de ces témoins, la commission ait ici un représentant qui pourrait agir comme personne-ressource lorsqu'on n'a pas les réponses à certaines questions?

Le président: Nous aurons M. Lawrence, de . . .

M. Breau: De la Bibliothèque du Parlement. Mais peut-être serait-il bon aussi d'avoir l'aide d'une personne d'expérience venant de la commission, capable de répondre à toutes nos questions. Je crois que ce serait très utile. Bien sûr, nous pouvons avoir aussi le conseiller juridique de la bibliothèque, car je voudrais que M. Charlebois nous explique quels sont les problèmes, et les difficultés, mais je voudrais aussi qu'on nous conseille sur la façon de rédiger un rapport au Parlement concernant la manière la moins coûteuse de modifier la loi, tout en supprimant le plus possible les risques d'abus. Je ne crois pas que ce soit nécessaire que nous ayons toujours quelqu'un ici . . . mais pour la conception d'un système.

Je sais qu'il y a des analystes à la Commission d'assurance-chômage. Sans doute avez-vous des gens qui s'occupent de l'analyse des politiques, c'est-à-dire de trouver des façons, pas nécessairement d'éliminer les problèmes, mais au moins d'améliorer le système. À mon sens, comme député, me semble injuste que des personnes travaillant dans une industrie dont la production n'est pas constante soient pénalisées financièrement, alors que les employés d'une industrie à production constante ne le sont pas.

Je veux que le système soit plus équitable. Bien sûr, il existera encore des injustices dans 10 ans; mais je peux essayer au moins de corriger celles qui me sont signalées.

Le président: Monsieur Charlebois.

M. Charlebois: Madame le président, on a proposé que quelqu'un soit là pour vous aider demain. Je suis d'accord. Je ne serai pas ici moi-même, mais j'assurerai qu'un membre de mon personnel soit présent pour aider les députés.

M. Breau: Pour toutes nos réunions?

Le président: J'ai aussi demandé à voir cette étude, s'il y a déjà eu une étude. Sûrement que dans votre ordinateur . . .

M. Charlebois: Je ne sais pas si nous avons déjà étudié ce problème précis. Bien sûr, nous avons étudié en général le problème du travail saisonnier.

Le président: Mais pas le problème que pose le fait de décourager les gens de travailler.

M. Charlebois: Cette question est très bien documentée; il y a eu une révision générale en 1966, et le rapport d'un groupe de travail en 1981. Il y a donc des études à cet égard. Maintenant, je ne sais pas si elles étudient la question précise que vous avez soulevée. Toutefois, nous ferons les recherches nécessaires.

M. Breau: Cette question du découragement au travail qu'a étudiée le groupe de travail . . .

[Texte]

Mr. B.P. Sutet (Director, Unemployment Insurance Analysis Directorate, Department of Employment and Immigration): Madam Chairperson, if you look at the UI task force, you will see that the analysts have found that people when we changed from eight to the . . . requirement, people in Newfoundland, who needed only 10 weeks because unemployment is very high, manage relatively well to get the 10 weeks. Okay, you had a consultation.

Mr. Breau: Yes, I realize . . .

Mr. Sutet: I do not know if that answers your question, but it is partly in answer to your question. It is very difficult . . .

Mr. Breau: I know that disincentive problem was raised. The one we are talking about is where people are not encouraged to go back to work just for two days because it can disrupt their averaging. It is that particular . . .

. . . on pense que c'est cette incitation-là qui manque, savoir lorsqu'un employeur demande à une personne de travailler pour deux jours, cette dernière ne peut vraiment pas accepter, parce qu'elle peut aller travailler pour deux jours, gagner 100 dollars, et peut-être perdre 700 à 800 dollars durant l'année en prestations d'assurance-chômage. Et je ne pense pas que ce problème-là ait déjà été étudié en particulier.

The Chairman: It is okay right now because they can pick up if they are on a claim; they can go for two days and pick up the rest of their . . . But if they are off the claim, as in, let us say, the true season, where is the incentive to go beyond what they know in the month of December, if it has to be 17 weeks—that is what happens—that they are going to get 17 weeks? They are going to stop.

Mr. St. Germain.

Mr. St. Germain: Mr. Charlebois, just to bring me up to date, I have really not had that much experience with the UI on the east coast, but I understand that the area we are speaking of there are special provisions now that these people do not require the amount of time that other areas do as far as qualification.

Mr. Charlebois: It applies all over. In fact, what is called "a variable entrance requirement" means that you need anywhere between 10 and 14 weeks of insured employment before you get into the program, and those 10 to 14 weeks, that is a function of the unemployment rate as determined by economic regions. So in British Columbia right now—and I do not have it in front of me—I suspect that most areas in British Columbia only need the 10 weeks. You might need more than 10 weeks in Vancouver, for example. And in Nova Scotia of course, in Halifax, you need 14; whereas in other regions of Nova Scotia, you only need 10. But it is a national system . . .

[Traduction]

M. B.P. Sutet (directeur, Direction de l'analyse de l'assurance-chômage, ministère de l'Emploi et de l'Immigration): Madame le président, selon le rapport du groupe de travail sur l'assurance-chômage, les analystes ont découvert qu'au moment du changement de huit à, disons, 10 semaines pour Terre-Neuve, à cause du taux très élevé de chômage, les gens ont réussi assez facilement à obtenir 10 semaines. Bon, vous avez déjà eu une consultation à cet effet.

M. Breau: Oui, je comprends . . .

M. Sutet: Je ne sais pas si ça répond à votre question, au moins en partie. C'est très difficile . . .

M. Breau: Je sais que cette question a été discutée. La difficulté précise que nous envisageons, c'est la situation des personnes qui sont découragées de travailler pour seulement deux jours, disons, parce que cela pourrait affecter la moyenne des gains assurables. Ce problème particulier entre . . .

. . . or this particular disincentive arises. Suppose an employer should ask a person to work for two days, the latter may really not be able to accept, since those two days might allow that person to earn \$100, but on the other hand, lose \$700 or \$800 over the year in unemployment insurance benefits. I do not believe that this particular problem has ever been studied.

Le président: En ce moment, il n'y a aucune difficulté, car ils peuvent quand même toucher une partie de leurs prestations s'ils jouissent déjà de l'assurance-chômage; ils peuvent travailler deux jours, et recevoir le reste de la prestation . . . Toutefois, s'ils ne reçoivent pas de prestations, durant la saison de travail par exemple, pourquoi ces employés seraient-ils encouragés à travailler plus longtemps s'ils ont calculé que, disons, en décembre, ce sera la fin de la période de 17 semaines? Bien sûr, ils arrêteront de travailler.

Monsieur St. Germain.

M. St. Germain: Monsieur Charlebois, je voudrais avoir des précisions. Je n'ai pas beaucoup d'expérience en matière d'assurance-chômage sur la côte est; toutefois, si j'ai bien compris, il s'agit d'une région où on a prévu des dispositions spéciales permettant aux travailleurs de se qualifier pour l'assurance-chômage après une période de travail moins longue que ce n'est le cas dans d'autres régions.

M. Charlebois: Ces dispositions s'appliquent partout. En fait, cette disposition, qu'on appelle la «norme variable d'admissibilité», prévoit qu'il faut une période d'emploi assurable de 10 à 14 semaines avant de pouvoir être admissible au programme d'assurance-chômage, et cette période de 10 à 14 semaines est fonction du taux de chômage des différentes régions économiques. En Colombie-Britannique, par exemple, en ce moment—je n'ai pas les chiffres sous les yeux—je crois que dans la plupart des régions, la norme d'admissibilité est de 10 semaines. À Vancouver, cette période est peut-être plus longue. En Nouvelle-Écosse, bien sûr, à Halifax, la norme d'admissibilité est de 14 semaines, alors que dans d'autres régions de la Nouvelle-Écosse, cette période n'est que de 10 semaines. Toutefois, le système est applicable à l'échelle nationale . . .

[Text]

Mr. St. Germain: But the maximum is 14.

Mr. Charlebois: That is correct.

Mr. St. Germain: And the minimum is 10.

Mr. Charlebois: That is correct.

Mr. St. Germain: Were we not talking about 16 weeks . . .

The Chairman: Because, Gerry, it sounds very good and it sells very well. Okay? They add one week for every time that you—there is a clause in there.

Mr. Charlebois: It is called the “repeater clause”.

Mr. St. Germain: Every time you go on the program . . .

Mr. Charlebois: There is a repeater clause. It means that if we examine your history and if you have had benefits before in the last period, then it can have the effect of adding a week to your 10 to 14.

Mr. St. Germain: And you could work up to 20 weeks?

Mr. Charlebois: Up to 20, that is right. It makes the 10, 16; and it makes the 14, 20.

The Chairman: I have assumed that maybe they may say that some areas in B.C. may have been 10, but I would also assume that, unfortunately, the people coming onto UI in B.C. who would be coming on for the first time have never collected and need 20 weeks, unless the Minister made a special exemption. So then most of the people would be coming on . . .

Mr. Charlebois: There are no exemptions possible.

The Chairman: But it would be 20 weeks because they have not collected in the last 2 years.

• 2100

Mr. Charlebois: If they are new entrants, that is correct, yes.

The Chairman: If they have not collected in the last two years, Gerry, they need 20 weeks.

Mr. St. Germain: Pardon me?

The Chairman: If they have not collected in the last two years, then they need a full 20 weeks, forget minimum, variable or repeated, because they are looked at as new claimants. That is why I say that in B.C., you would have that additional difference there because a lot of people in B.C. would not have been on UI up until very recently.

[Translation]

M. St. Germain: Toutefois, le maximum est une période de 14 semaines.

M. Charlebois: C'est juste.

M. St. Germain: Et la période minimale est de 10 semaines.

M. Charlebois: C'est juste.

M. St. Germain: Il me semblait que plus tôt, on avait mentionné une période de travail de 16 semaines . . .

Le président: Oui, Gerry, car c'est plus attrayant d'en parler ainsi. Par exemple, on ajoute une semaine à la norme d'admissibilité, pour chaque nouvelle réclamation . . . c'est stipulé dans la loi.

M. Charlebois: C'est l'article concernant les réitérants.

M. St. Germain: Chaque fois qu'un travailleur fait une nouvelle réclamation . . .

M. Charlebois: Il s'agit d'un article spécial concernant les réitérants. Ainsi, lors de l'étude d'un dossier d'emploi, si des prestations ont été payées au cours de la période précédente, on ajoute une semaine à la période de référence de 10 à 14 semaines.

M. St. Germain: Ainsi, on peut atteindre le maximum de 20 semaines?

M. Charlebois: Oui, effectivement. La période de 10 semaines est augmentée jusqu'à 16; la période de 14 semaines, jusqu'à 20.

Le président: Je supposais que dans certaines régions de la Colombie-Britannique, la période de référence était de 10 semaines, mais, malheureusement, ceux qui, en Colombie-Britannique, réclament de l'assurance-chômage pour la première fois devront avoir travaillé 20 semaines, à moins que le ministre ne fasse une exception. Ainsi, la plupart des gens . . .

M. Charlebois: Il n'y a pas d'exception.

Le président: Toutefois, ils devront avoir travaillé 20 semaines s'ils n'ont pas perçu de prestations d'assurance-chômage les deux années précédentes.

M. Charlebois: S'il s'agit de nouveaux prestataires, c'est juste.

Le président: Gerry, si le travailleur n'a pas reçu de prestations d'assurance-chômage les deux années précédentes, la période de référence est de 20 semaines.

M. St. Germain: Pardon?

Le président: Si le travailleur n'a pas perçu de prestations les deux années précédentes, la période de référence est de 20 semaines, car ils sont considérés comme de nouveaux prestataires, et alors, les périodes de référence minimales, variables, ou réitérantes, ne s'appliquent pas. C'est pourquoi je dis qu'en Colombie-Britannique, il y aurait une différence, car un grand nombre de personnes n'auraient réclamé de l'assurance-chômage que très récemment.

[Texte]

Mr. St. Germain: So they would need 20 weeks.

The Chairman: Yes, because they did not collect last year, and we know . . .

Mr. Breau: I never understood it to work that way. For the new entrants, 20 weeks yes.

The Chairman: If they have not collected in the last two years, they are looked at as new entrants.

Mr. Breau: *Oui, c'est ça.* It does not have to be two years. It can be even less than two years.

The Chairman: Well, it is technically one, but it looks at over two years.

Mrs. Filiatrault: What I am saying is [*inaudible—ed.*] they have not collected [*inaudible—ed.*] because they were not on the labour market during those two years; that is why.

Mr. Breau: But if they collected UI one week, then they are considered to be in the labour market.

Mrs. Filiatrault: And there will be an entrance requirement.

Mr. Charlebois: I think we do see how complicated it is to take account of the various economic circumstances of the country.

The Chairman: It takes a long time.

Mr. Charlebois: Yes.

The Chairman: Mr. Breau would like to talk on the second one.

Mr. St. Germain: Madam Chairperson, I think Mr. Charlebois is going to have to get back with some of these answers.

I would really like to know, mainly, the cost of ministerial discretion. Those are the two things that I would like to know at this time, if we could.

Mr. Charlebois: Under the formulation that was advanced by Mr. Breau.

The Chairman: Yes.

Mr. St. Germain: Yes.

Mr. Breau: Well, I would like you to think of how this problem could be solved by an amendment to the legislation with the least possible cost and the least possible opening to abuse.

The Chairman: Can you come back again this week?

Mr. Charlebois: I understand your committee is sitting today and tomorrow. I cannot come tomorrow.

The Chairman: What about Thursday?

Mr. Charlebois: I will be flying back to Ottawa on Thursday. I will be arriving about 3 p.m.

Mr. St. Germain: I will be leaving.

[Traduction]

M. St. Germain: Ainsi, la période de référence applicable serait de 20 semaines.

Le président: Oui, car ils n'avaient pas perçu de prestations l'année dernière, et nous savons . . .

M. Breau: Je ne l'ai jamais compris ainsi. Pour les nouveaux prestataires, oui, il faut une période de 20 semaines.

Le président: Si un prestataire n'a pas perçu de prestations les deux dernières années, il est considéré comme un nouveau prestataire.

M. Breau: *Yes, that's it.* Cela peut être moins de deux ans.

Le président: Oui; techniquement, c'est un an, mais sur une période de deux ans.

Mme Filiatrault: Je disais que [*inaudible—éditeur*] ils n'ont pas perçu [*inaudible—éditeur*] parce qu'ils n'ont pas été sur le marché du travail durant ces deux années; voilà la raison.

M. Breau: Toutefois, s'ils ont perçu de l'assurance-chômage une semaine au moins, ils sont considérés comme des travailleurs sur le marché du travail.

Mme Filiatrault: Oui, mais il y aura une période de référence.

M. Charlebois: Ceci démontre très bien comme c'est compliqué de tenir compte de toutes les différentes conditions économiques du pays.

Le président: Cela demande beaucoup de temps.

M. Charlebois: Oui.

Le président: M. Breau veut poser une question au sujet du deuxième point.

M. St. Germain: Madame le président, M. Charlebois devra nous faire parvenir certaines réponses à ces questions.

Moi, je voudrais savoir combien coûtera l'octroi d'un pouvoir discrétionnaire au ministre. Voilà les deux choses que je veux savoir pour le moment.

M. Charlebois: Selon la formulation proposée par M. Breau.

Le président: Oui.

M. St. Germain: Oui.

M. Breau: Je voudrais que vous nous trouviez une façon de résoudre ce problème par une modification de la loi au moindre coût possible, et de façon à éviter les abus.

Le président: Pouvez-vous revenir cette semaine?

M. Charlebois: J'avais compris que le Comité siégeait seulement aujourd'hui et demain. Je ne peux pas venir demain.

Le président: Et jeudi?

M. Charlebois: Je serai de retour à Ottawa jeudi; j'arriverai vers 15 heures.

M. St. Germain: Je partirai à cette heure-là.

[Text]

The Chairman: About 3 p.m.

Mr. St. Germain: About that.

Mr. Charlebois: I understand as well that you have to report . . .

Mr. Breau: Well, maybe you can meet at the airport.

Mr. Charlebois: Yes.

The Chairman: Mr. Breau, you just want some comments on number two.

Mr. Breau: Yes. I do not know if Mr. Charlebois understands what the problem is.

Mr. Charlebois: Perhaps you would not mind, Mr. Breau, explaining it again.

The Chairman: Oh, I think a lawyer would know exactly what we are talking about: "contract for" and "contract of".

Mr. Breau: Again, a situation, in this case, of people who innocently work for an employer. I say, "innocently" in the sense that they do not realize that the employment they are in may not be insurable. You know how the system works. Sometimes the termination of one's insurability comes two, sometimes three years after the fact. If that employment is judged, after all the appeals have gone through the different stages of appeals, the people have to reimburse everything they received from the UIC.

I find that to be a very inequitable system. Really, I have dozens of federal court or chief umpire you call them, and Pension Appeal Commission, judgments here of many cases. Sometimes on a borderline case, particularly in the construction industry, the problem has been corrected by a mere signature of a contract between a contractor and his employees. That just solves the problem.

It seems to me ridiculous to have a system in which one may happen to have had the good fortune of having good advice and the contract is signed whereas the next person, the neighbour may not know that and the employer may not know that, and his employment is not insurable. I know it is a very complex problem; it is one that I raised with the former Minister of Employment and Immigration which led to meetings with, I believe, you and some of your policy analysts. We would like to see how the legislation could be changed again to try to lessen the opportunities for inequities, *occasions pour les inégalités*.

Really, I am wondering why we cannot have a system where the onus would be more on the employer, because now he is home free unless you reasonably think that fraud was involved, then Revenue Canada, I suppose, can take him to court through a Crown prosecutor. But unless you can reasonably prove that there was fraud, the employer is home free; it is the employee who sometimes did not even know that he was in an uninsurable employment who is penalized, penalized because

[Translation]

Le président: Vers 15 heures.

M. St. Germain: Oui, à peu près vers 15 heures.

M. Charlebois: Si j'ai bien compris, vous devez aussi soumettre un rapport . . .

M. Breau: Peut-être pourriez-vous vous rencontrer à l'aéroport.

M. Charlebois: Oui.

Le président: Monsieur Breau, vous ne voulez avoir des commentaires qu'au sujet du deuxième point de notre ordre de renvoi.

M. Breau: Oui, je ne sais pas si M. Charlebois a très bien compris quelle est la difficulté, là.

M. Charlebois: Peut-être pourriez-vous me l'expliquer de nouveau, monsieur Breau.

Le président: Oh, un avocat saurait exactement de quoi il s'agit: la différence entre un contrat de louage de services et un contrat d'entreprise.

M. Breau: Il s'agit d'une situation où les gens travaillent innocemment pour un employeur, sans s'en rendre compte. J'utilise le terme «innocemment», car ils ne se rendent pas compte que l'emploi pourrait ne pas être assurable. Vous connaissez le système. Souvent, la période d'assurance se termine deux ou trois ans après le fait. Si cette période d'emploi est jugée non assurable, après tous les appels possibles, ces personnes doivent rembourser toutes les prestations reçues de la Commission d'assurance-chômage.

C'est un système très injuste. J'ai devant moi des douzaines de décisions rendues par la Cour fédérale, l'arbitre en chef, ou la Commission d'appel des pensions. Dans des cas marginaux, surtout dans l'industrie de la construction, souvent, le problème peut être rectifié par la simple signature d'un contrat entre un entrepreneur et ses employés. Souvent, ça règle le problème.

Il me semble ridicule que le système accepte qu'une personne puisse avoir la bonne fortune d'être très bien conseillée, et de signer un contrat, tandis que l'emploi d'un autre ne sera pas assuré parce qu'il n'est pas au courant, ou parce que son employeur n'est pas au courant. Je sais que c'est un problème très complexe; d'ailleurs, je l'ai soulevé avec l'ancien ministre de l'Emploi et de l'Immigration, ce qui a abouti à des réunions avec un certain nombre de vos analystes de politique, je crois. Nous aimerions qu'on étudie la loi en vue d'éliminer les possibilités d'application inégale.

En fait, je me demande pourquoi nous ne pourrions pas instaurer un système où la responsabilité incomberait plutôt à l'employeur, puisque maintenant, il est sain et sauf, à moins qu'on ait de bons motifs de croire qu'il y a eu fraude. À ce moment-là, je présume que Revenu Canada pourrait lui intenter des poursuites en passant par le procureur de la Couronne. Mais à moins d'avoir des preuves bien fondées de fraude, l'employeur est sauvé; c'est l'employé qui ignore

[Texte]

he or she has to reimburse all of the UIC benefits they received during the period. I am wondering why we cannot have a system where the onus would be on the employer to make sure that the employment is insurable. Secondly, if we find that an employment is not insurable that we say: Okay, this has to stop. But everybody that has been insured up to there, you know . . . It is as if your house is insured against fire and you are not following certain aspects of the policy and the insurer comes to you and says: This has to be changed. He says: Okay, if you do not change it you will not be insured as of tomorrow. But you were insured two weeks ago through House of Birk because you did not know that you were not maybe following some of his directives.

I am wondering why we cannot have a system where the employee, unless there is reasonable ground to believe there was fraud involved—and in that case we can take him to court, both the employer and the employee if both are in collusion—I wonder why we cannot have a system outside that doubt of fraud where the employment would be judged to be insurable until the determination has been made and then you tell the employer and the employee: Look, if you do not change this relationship you have, we are not going to insure you any more in the future. Again, we are dealing with cases mostly in areas of the country where the people involved are not unionized and are defenceless because they do not know about these things; it is mainly in the construction industry. If some of the judgments that have now come down from the Federal Court of Canada are applied technically, I am afraid, because really they have said in some cases that because it was piece work and there was no supervisor around it is not really a contract for services, that it is a contract of services. If we let the system go on making those determinations, I believe that one of these days they will get to the wood cutters who are working for small operations and say: If you do not have a supervisor around, for two men or three men, they are contractors and therefore they are subcontractors and we are going to judge that these people are not insurable. We will have a mess on our hands. Those who are from the areas of the country where that kind of industry sometimes operates on a small scale know it is a very difficult problem.

I know that any solution may be costly, but I wonder if Mr. Charlebois could give us some comments; he knows about the problem because I have raised it before, as I have said, with the former Minister and with a lot of the officials who are here. I am wondering if some thought has been given to ways that this system could be changed. I repeat to Mr. Charlebois, as I said earlier, if he could give us an answer in the sense of trying to help us find ways to change the Act.

Mr. Charlebois: I guess I would have to say first of all that I am a bit perplexed as to how I can assist. I recognize the problem. I just do not know what to do about it in terms of putting the onus on the employer, quite frankly. Since the problem became an irritant, if you wish, a few years ago, we have made a number of administrative improvements. They

[Traduction]

parfois que son emploi n'était pas assurable qu'on pénalise en l'obligeant à rembourser toutes les prestations d'assurance-chômage qu'il a reçues pendant cette période. Il me semble qu'un système où la responsabilité de s'assurer que l'emploi est assurable retomberait sur l'employeur est parfaitement concevable. Deuxièmement, si jamais l'on constate qu'un emploi n'est pas assurable, on signale aux intéressés que la situation doit être corrigée. Mais pour ceux qui ont été assurés jusque-là . . . C'est comme si vous aviez une assurance contre l'incendie, et puisque vous ne respectiez pas certaines conditions de votre police, votre assureur vous disait que vous deviez le faire, et que si jamais vous ne le faisiez pas, votre police d'assurance ne serait pas valable à partir de demain, mettons. Or, vous étiez assuré il y a 15 jours par la compagnie *House of Birk*, puisque vous ne saviez même pas que vous ne respectiez pas toutes les conditions.

Donc, je m'interroge sur la possibilité de créer un système—à moins d'avoir de bons motifs de croire qu'il y a eu fraude; et, à ce moment-là, on pourrait poursuivre l'employé ou l'employeur, ou les deux, s'ils ont agi en complicité—donc, dis-je, où l'emploi—à moins de présomption de fraude—serait considéré comme assurable en attendant d'avoir les résultats d'un examen de la situation. Ensuite, on pourrait signaler à l'employeur, ainsi qu'à l'employé, qu'à moins de changer la nature de leurs relations, ils ne pourraient plus bénéficier d'une assurance. Encore une fois, c'est le genre de situation qui se présente le plus souvent dans certaines régions du pays où les intéressés ne sont pas syndiqués et sont sans défense, puisqu'ils ne connaissent pas les règles; c'est surtout dans l'industrie de la construction. Si certaines décisions récemment rendues par la Cour fédérale du Canada devaient être appliquées à la lettre, je crains que . . . car il a été décidé, dans certains cas, qu'il s'agissait de travail à la pièce et que, puisqu'il n'y avait pas de superviseur, il ne s'agissait pas vraiment d'un contrat de services, mais plutôt d'un contrat entre un entrepreneur et un sous-traitant. Si nous continuons de permettre au système de rendre des décisions pareilles, j'ai l'impression qu'un de ces jours, on dira aux bûcherons qui ont une petite exploitation que s'ils n'ont pas de superviseur pour deux ou trois hommes, ils sont, à ce moment-là, des entrepreneurs et leurs employés sont des sous-traitants dont l'emploi n'est pas assurable. Ce sera catastrophique. Ceux qui viennent des régions du pays où ce genre d'industrie fonctionne parfois à une petite échelle savent à quel point c'est un problème épineux.

Je sais que toute solution coûtera cher, mais j'aimerais savoir ce qu'en pense M. Charlebois; il est au courant du problème, puisque j'en ai déjà parlé, je le répète, avec l'ancien ministre, ainsi qu'avec beaucoup de fonctionnaires qui sont présents ce soir. J'aimerais savoir s'il a des idées quant à la façon d'améliorer le système. Comme je l'ai dit tout à l'heure, j'aimerais que M. Charlebois essaie de nous aider à trouver des façons de changer la loi.

M. Charlebois: Je dois dire, tout d'abord, que je vois mal comment je pourrais vous être utile. Je comprends le problème, mais en toute sincérité, je ne sais pas quoi faire pour que la responsabilité retombe sur l'employeur. Depuis que le problème est devenu particulièrement agaçant, il y a quelques années, nous avons apporté un certain nombre d'améliorations

[Text]

are not perfect by any means, but certainly they have, I think, improved the situation somewhat. For example, we are aware of the kinds of employment where these problems are prevalent and, as a matter of practice, we ask local offices to check into the insurability aspect of it before we establish a claim. So if there is any problem with the contract of or for services then we attempt to avoid the setting up of a claim which might lead later on to an overpayment. So that is somewhat of a minor improvement, if you wish. We try to catch these things before they occur, so that we do not find ourselves in the position of . . .

• 2110

Mr. Breau: But that would be once the employee has worked.

Mr. Charlebois: That is correct. But at least it would avoid . . .

Mr. Breau: The person still loses UI benefits innocently, because he or she . . .

Mr. Charlebois: Yes, I recognize that it only fixes one side of the problem. But maybe it is an important side. In the old days what happened is that . . . The benefit period may have been established, the person may have collected for x number of weeks and then, later on, we would find that not insurable. That created an overpayment. At least now we . . .

Mr. Breau: Why could we not have a system that would say, until we determine, after inquiry or whatever, that this employment is not insurable, the employee is insured, unless you can prove that the employee and/or the employer was being fraudulent.

Mr. Charlebois: That is what we try to do now, as I say.

Mr. Breau: You try to do it, but if the non-insurability is now caught, the employee, the claimant, still loses his benefit—before the fact instead of after.

Mr. Charlebois: He loses the benefits that he perhaps felt he might be entitled to if he became unemployed. The difficulty is determining whether or not there is, in fact, an employer-employee relationship. That is the crux of the issue.

Mr. Breau: Yes, but can we not have a system where the onus would be on the employer to deal with that? The penalty to the employee can be in the thousands of dollars.

Mr. Charlebois: My impression is that even if one were to concoct—and I use the word advisedly, in a non-pejorative sense—an arrangement between an enterprise and an individual, and one tried to make that a contract of service, the facts of the matter may still be that it is a contract for services, no matter what is said on paper.

[Translation]

administratives. Le système est loin d'être parfait, mais il n'y a pas de doute que ces changements ont permis d'améliorer la situation. Par exemple, nous savons maintenant dans quel domaine ce problème peut se présenter et, par conséquent, nous demandons automatiquement aux bureaux locaux de vérifier le caractère assurable de l'emploi avant de présenter une demande en bonne et due forme. Donc, si nous constatons qu'il pourrait y avoir un problème vis-à-vis des contrats, nous évitons d'établir une demande qui pourrait éventuellement aboutir à un versement en trop. Donc, c'est une amélioration mineure. Nous essayons d'anticiper ce genre de problème, pour que nous ne nous voyions pas . . .

M. Breau: Mais ce serait après que l'employé a déjà commencé à travailler.

M. Charlebois: C'est exact. Mais au moins, cela permettrait d'éviter . . .

M. Breau: À ce moment-là, l'intéressé qui a travaillé en toute innocence perd ses prestations d'assurance-chômage, du fait d'avoir . . .

M. Charlebois: Oui, je comprends que cela ne règle qu'une partie du problème. Mais c'est une partie importante. Par le passé, voilà comment on procédait: une personne pour qui on avait établi une période de prestations, et qui avait reçu des prestations pendant un certain nombre de semaines, aurait pu se faire dire plus tard que son emploi n'était pas assurable et qu'il y avait donc eu des versements en trop. Au moins, maintenant . . .

M. Breau: Mais pourquoi ne pas instaurer un système selon lequel l'emploi serait considéré comme assurable en attendant d'avoir les résultats d'une enquête ou d'avoir prouvé que l'employé ou l'employeur, ou les deux, étaient coupables de fraude.

M. Charlebois: Mais c'est ce que nous essayons de faire à l'heure actuelle, comme je viens de vous le dire.

M. Breau: C'est bien beau de dire que vous essayez de le faire, mais il n'en reste pas moins que si l'on constate que l'emploi n'est peut-être pas assurable, l'employé ou le requérant perd ses prestations—avant qu'on ait prouvé quoi que ce soit.

M. Charlebois: Il perd les prestations auxquelles il estime qu'il aurait pu avoir droit s'il devenait chômeur. Le problème, c'est de déterminer la nature de la relation entre l'employeur et l'employé. Voilà le point capital dans l'affaire.

M. Breau: Oui, mais ne serait-il pas possible d'avoir un système où la responsabilité d'une telle situation retomberait sur l'employeur? La pénalité imposée à l'employé peut être de plusieurs milliers de dollars.

M. Charlebois: J'ai l'impression que même si l'on devait inventer—et j'emploie ce terme à bon escient, pas dans un sens péjoratif—une relation entre une entreprise et un particulier sous forme de contrat, il est possible qu'on puisse prouver qu'il s'agit d'un contrat de services, en dépit de ce qui est écrit dans le contrat.

[Texte]

Mr. Breau: In a lot of cases, once it is on paper, you cannot catch them, and I have had long experience in this. I have a case of 17 workers in the aluminum siding business who are now before the Federal Court of Appeal, and the system has been solved to everybody's satisfaction by a mere signature on a piece of paper.

Mr. Charlebois: I am not aware of that case personally.

Mr. Breau: I do not want to give it to you because you may still find that insurable.

Mr. Charlebois: No, I . . .

Mr. Breau: I do not think you will because your officials, at a very high level, in the region and Revenue Canada—everyone has said yes, if it is that way it is insurable. But they will not say that they made the mistake before. They say now it is before the inquirers . . . I find that to be absurd, ridiculous, to have a situation where, by the mere signature on a piece of paper, one is insurable, when the same thing he was doing two weeks before was non-insurable. I see the lawyer saying no; if you want to see the cases I will give them to you, in confidence.

Mr. Charlebois: I promise I will find more information, at least for my own personal benefit, in that regard. I am sure it is available somewhere. But generally speaking, I would not have thought that the mere signing of that piece of paper by an employer, which would purport the facts to be what they are not, would change the situation.

Mr. Breau: Oh no, the facts do not change. It is the fact that Revenue Canada and the UIC agent, who does the inquiry, interpret the facts one way, and once the relationship is written on paper they cannot do that. The facts have not changed; it is just that if you catch the situation without a piece of paper, Revenue Canada and the whole system . . . Now the Federal Court of Canada—right up to the Federal Court of Canada—because the chief umpire is now a judge of the Federal Court of Canada, interprets the fact the same way that the UIC and Revenue Canada do. Once it is written down on paper, he cannot do that. The paper says that it is a contract, that it is, in fact, an employer-employee relationship—I get mixed up all the time between contract for services or of services.

• 2115

Mr. Charlebois: You notice that I was very careful.

Mr. Breau: The paper says that it is a contract of services. That is insurable, right? So the paper, in effect, says that the employer is responsible for the work that is being done; that if the work is not well done it is the employer who is responsible, not the employee; that there is not a client-employee relationship but an employer-employee and an employer-client relationship. If the piece of paper says that, that is clear. If the piece of paper does not say that, Revenue Canada says: No,

[Traduction]

M. Breau: Bien souvent, une fois que cela a été consigné par écrit, on ne peut rien faire—j'ai justement beaucoup d'expérience de ce genre de situation. A titre d'exemple, je me suis intéressé à la situation de 17 employés qui travaillent dans le domaine du revêtement en aluminium et dont la cause est actuellement devant la Cour fédérale d'appel; on a pu régler le problème à la satisfaction de tous en leur faisant signer un document, tout simplement.

M. Charlebois: J'ignore la cause dont vous parlez.

M. Breau: Je ne veux pas vous en donner les détails, parce que vous allez peut-être trouver que c'est un emploi assurable.

M. Charlebois: Non . . .

M. Breau: Mais je ne crois pas, puisque vos hauts fonctionnaires dans la région et ceux de Revenu Canada—en fait, tout le monde a reconnu que si c'est vraiment cela la situation, c'est un emploi assurable. Mais ils ne veulent pas avouer qu'ils ont déjà fait cette erreur. Ils prétendent que cela fait l'objet d'une étude actuellement . . . A mon avis, c'est tout à fait absurde qu'on puisse devenir assurable en signant un papier, tout simplement, alors que le travail qu'on effectuait il y a 15 jours n'était pas assurable. Je vois que votre avocat dit non. Si vous voulez connaître les détails des causes en question, je vous en parlerai à titre confidentiel.

M. Charlebois: Je m'engage à m'informer davantage là-dessus, ne serait-ce que pour ma propre gouverne. Je suis sûr de pouvoir trouver les renseignements quelque part. Mais en général, je n'aurais jamais cru que le simple fait de faire signer un papier par un employeur, qui présenterait la situation d'une manière fausse, changerait quoi que ce soit à la situation.

M. Breau: Non, les faits ne changent pas. C'est que Revenu Canada et l'agent de la Commission d'assurance-chômage, qui mènent l'enquête, interprètent les faits d'une façon particulière, alors qu'une fois qu'on a précisé la nature de la relation par écrit, ils ne peuvent plus le faire. Ce n'est pas que les faits changent; c'est simplement que si l'on constate l'existence d'une situation où rien n'a été consigné par écrit, Revenu Canada et tout le système . . . A l'heure actuelle, la Cour fédérale du Canada—même cette cour-là—puisque le principal arbitre est maintenant un juge de la Cour fédérale du Canada, interprète les faits de la même façon que la Commission d'assurance-chômage et Revenu Canada. Une fois que c'est écrit noir sur blanc, il ne peut le faire. Le document stipule qu'il s'agit d'un contrat passé, en fait, entre un employeur et un employé . . . Je mélange tout le temps contrat de louage de services et contrat de services, ou d'entreprise.

M. Charlebois: Vous remarquerez que j'ai fait très attention.

M. Breau: Ce document stipule qu'il s'agit d'un contrat de services. C'est assurable, n'est-ce pas? Ainsi, le document en question stipule que l'employeur est responsable des travaux effectués, que si les travaux ne sont pas faits selon les règles de l'art, l'employeur est responsable et non l'employé, qu'il n'existe pas de rapport client-employé, mais plutôt un rapport employeur-employé et employeur-client. Si le contrat le stipule, rien ne serait plus clair. S'il ne le stipule pas, par

[Text]

no, I do not care what you say, this is the situation. The courts, unfortunately, have gone the way of Revenue Canada and the UIC.

The Acting Chairman (Mr. St. Germain): Mr. Charlebois, I am not a chairman, apparently, so . . .

Mr. Charlebois: Shall I call you Madam Chairman? That is because there has been no official motion.

I was going to say I will look at that case, because it is very intriguing.

Mr. Breau: As long as you assure me that you will not find them uninsurable now.

Mr. Charlebois: I can assure you of that, because I do not make the rulings, Revenue Canada does, but that is a bit unfair to my colleagues.

No, I guess in the kind of case you appear to describe it is more black and white than the other situations you were alluding to, such as that of the wood worker, the woodcutter who has a very tenuous employer-employee relationship with the pulp company, where the individual can very much control what he does, when he does it, how he does it, and so on. That is where the relationship between the contractor and the company becomes very difficult to determine. To the extent that, on examination, it becomes a contract for services, it is not insurable employment.

As to the case you have cited, of course, I will look into that and find out what the . . .

Mr. Breau: One of the things that motivates me to try to change this is that I am afraid, if we let the rulings go in the way they are going now, because the Federal Court of Canada has not overruled Revenue Canada and the UIC, if we let this situation happen we are going to have a disaster on our hands when this gets to be applied in the woodcutting industry. A lot of small operations now have two or three men with sophisticated machines, only two or three men. You cannot have a foreman there; you cannot afford to have a foreman, a camp and be running an operation. I am afraid that we will get into a situation—I am trying to prevent more problems—where a determination will be made without . . . Unless there is a supervisor on the job and unless this looks to be an employer-employee relationship on the job, we are judging these people to be engaged in uninsurable employment.

Mr. Charlebois: That may be the situation, generally speaking, now. Is it not?

Mr. Breau: No.

Mr. Charlebois: It seems to me that most of those people are not in insured employment.

Mr. Breau: Oh yes, they are. There are very few cases where . . .

Mr. Charlebois: Then you are saying that if they are in insured employment now and if this court ruling would affect that, they might be in jeopardy.

[Translation]

contre, le ministère du Revenu déclare que telle est la situation, indépendamment de ce que vous pouvez dire. Or, malheureusement, les tribunaux ont donné raison au ministère du Revenu et à la Commission d'assurance-chômage.

Le président suppléant (M. St. Germain): Monsieur Charlebois, je ne suis pas président, par conséquent . . .

M. Charlebois: Dois-je vous appeler madame le président? Il n'y a pas de motion officielle.

J'allais dire que j'allais me pencher sur ce cas, car tout cela est très mystérieux.

M. Breau: Je veux simplement que vous m'assuriez qu'ils continueront d'être assurables.

M. Charlebois: Je puis vous le garantir, car ce n'est pas moi qui prends les décisions, mais le ministère du Revenu, bien que cela soit un peu injuste envers mes collègues.

Mais je pense que, pour reprendre l'exemple que vous citez, la situation est beaucoup plus claire que les autres exemples que vous nous avez donnés, comme celui du bûcheron qui n'a qu'un rapport employeur-employé très ténu avec l'usine de pâtes et papiers, surtout lorsque l'employé en question peut répartir sa tâche comme il l'entend. Il est alors très difficile de déterminer quels sont les rapports exacts entre un entrepreneur et une société. Dans la mesure où, après examen, il s'agit d'un contrat de louage de services, cet emploi n'est pas assurable.

Pour ce qui est du cas que vous avez cité, j'étudierai le dossier pour savoir ce que . . .

M. Breau: Une des raisons pour lesquelles je voudrais modifier cette situation, c'est que je crains que nous ne soyons dans de très mauvais draps lorsque cette situation s'appliquera à l'industrie de l'abattage des arbres si les décisions prises demeurent les mêmes, car la Cour fédérale du Canada n'a pas infirmé les décisions prises par le ministère du Revenu ou par la Commission d'assurance-chômage. Un grand nombre de petites exploitations n'ont à leur service que deux ou trois hommes dotés de machines hautement modernes. Ces exploitations ne retiennent pas les services de contremaîtres, car elles ne peuvent pas se permettre d'en rémunérer un, d'installer un camp et de gérer une exploitation. Je crains que nous ne nous embarquions dans une situation, et par là, je voudrais prévenir d'autres problèmes, où une décision sera rendue sans . . . À moins qu'un contremaître ne soit présent et à moins que cet emploi ne s'apparente à un rapport employeur-employé, nous décidons que ces gens ne peuvent être assurés.

M. Charlebois: Cette situation est peut-être précisément celle-là, n'est-ce pas?

M. Breau: Non.

M. Charlebois: Il me semble que la plupart de ces gens ne peuvent être assurés.

M. Breau: Oh si, ils peuvent l'être. Il n'existe que très peu de cas où . . .

M. Charlebois: Alors, vous dites que si leur emploi est assurable et que si cette décision rendue par le tribunal risque

[Texte]

Mr. Breau: I know that your system has a self-feeding pressure to find more areas that would be uninsurable. The way I see the crack-down happening in the construction industry, which started . . . I do not like to call it a crack-down because it is pejorative. They were doing their job as they thought they should do it, because that is what the law said, but all of a sudden in the construction industry, we had a rash . . . In my constituency there were a dozen cases a month in the construction industry. I got to study this and appealed all of them. I myself attended sessions with the umpire in chief, I went to meet the Federal Court judges personally, and they explained to me how they were bound by precedent in the definition of this employer-employee relationship. There is a reason and a whole precedence of cases right up to the Pension Appeal Commission. There is a series of precedents that do not leave any flexibility at all to judges to vary this. I say to myself that if the same judgment happens to be applied in other industries, we are going to have a hell of a problem on our hands.

Mr. Charlebois: I think you have put your finger on the problem, our law does not specify it either. What we have done, or have tended to do, has been to let the courts decide for us what is insurable employment and what is not and they have defined it for us.

Mr. Breau: Okay, I want to change that.

Mr. Charlebois: But having been unable to define it in the first place in more precise terms, and I know that is what you are seeking, how can . . . ?

• 2120

Mr. Breau: Oh, no. I am sorry. Let us get this clear. I do not want to get in this committee, or anytime, into the very difficult legal doctrine of what an employee-employer relationship is, to get at a solution of this problem. We will never get out of that one. The way I would like the system to operate is that once we—to use the word—catch a situation that we think is doubtful, that maybe is not insurable employment; that once that determination is made you say, okay, from here on in your employment will not be insurable, but we are not going to penalize the person who was innocently—innocently, without any case of fraud or collusion or whatever—working for someone and the person did not know; the person had never been advised that this was not insurable employment. If you can find that the person had been advised or that the employer had been advised and he did not stop the practice or did not write up a contract to clear up the situation, then I say okay, pay back the UIC; but I do not think if a person was innocently working and two years after the fact it is found that the employment was not insurable, that we should say, okay, pay that money back.

Mr. Charlebois: I think you put your case very well. I do not think it is at all unclear.

[Traduction]

d'avoir des répercussions sur cet état de choses, ces gens pourraient être menacés.

M. Breau: Je sais que votre système est conçu de manière à trouver davantage d'emplois qui ne seraient pas assurables. La façon dont je perçois cette descente dans l'industrie de la construction, qui a débuté . . . Je ne devrais pas parler de descente, car c'est péjoratif. Ils faisaient leur travail comme ils pensaient devoir le faire, car c'est ce que stipulait la loi, mais tout d'un coup, dans l'industrie de la construction, nous avons assisté à un véritable raz-de-marée . . . Dans ma circonscription, chaque mois, il y avait une douzaine de cas dans l'industrie de la construction. Je me suis mis à étudier la situation, et j'ai fait appel. J'ai même assisté à des séances avec l'arbitre en chef, j'ai rencontré personnellement les juges de la Cour fédérale, et ils m'ont expliqué qu'ils ne pouvaient faire autrement, en raison de la jurisprudence existante en matière de rapport employeur-employé. Cette jurisprudence remonte à la Commission d'appel des pensions. Elle ne laisse aucune marge de manoeuvre aux juges. Je me dis que si ces mêmes décisions sont rendues pour d'autres industries, nous allons être dans de très mauvais draps.

M. Charlebois: Je crois que vous avez mis le doigt sur le problème, car nos lois ne le précisent pas non plus. En fait, nous avons eu tendance à en remettre la décision entre les mains des tribunaux qui étaient chargés de décider ce que constituait un emploi assurable, ce qui n'en constituait pas un, et c'est ce qu'ils ont fait.

M. Breau: Bien, mais maintenant, je voudrais que cette situation soit modifiée.

M. Charlebois: Mais, étant donné qu'il a été impossible de le définir en termes plus précis, et je sais ce que vous voulez dire, comment pouvons-nous . . . ?

M. Breau: Oh, non. Désolé. Que ce soit très clair. Je ne veux pas, que ce soit en comité ou ailleurs, m'embarquer dans cette doctrine juridique très complexe des relations employeur-employé pour régler ce problème. Nous n'en sortirons jamais. De la façon dont je vois les choses, quand nous verrons une situation qui nous semble douteuse, c'est-à-dire quelque chose qui n'est peut-être pas un emploi assurable, lorsque cette décision est prise, vous vous dites: bon, cet emploi n'est pas assurable, mais nous n'allons pas pénaliser la personne qui, tout innocemment, sans qu'il y ait fraude ou collusion, ou quelque chose du genre, a travaillé pour quelqu'un sans savoir ce qui se passait; on n'a jamais averti cette personne que l'emploi n'était pas assurable. Si vous découvrez que la personne avait été avertie du fait, ou que l'employeur avait été averti et qu'il n'avait pas cessé la pratique, ou qu'il n'avait pas rédigé le contrat afin d'éclaircir la situation, alors, bon, je dis: remboursez l'assurance-chômage; mais je ne crois pas que si une personne travaillait en toute bonne foi et que, deux ans plus tard, on trouve que l'emploi n'était pas assurable, on devrait exiger le remboursement des fonds.

M. Charlebois: Je crois que vous avez très bien plaidé votre cause. Je ne crois pas que ce soit tellement incompréhensible.

[Text]

Mr. Breau: Okay. Now if you can suggest to me other ways to lessen the inequities, I will listen to them. Again, could it be that a flexibility in the law somehow could be given, a discretion somehow under the authority of the Governor in Council that we do not open it up to abuse again? Could we not have in the system some flexibility? What I do not like again in the UIC, and there are probably other cases, is when the law is too rigid. When the law is too rigid in trying to define a situation then you have to answer, as you must, and I have to answer: Sorry, that is what the law says. Well, the law is made by men and women.

Mr. Charlebois: Yes, sir. That question we can examine. Obviously, anything is possible. That question, it seems to me, is less difficult in a legislative sense than the other one. But we will take that under consideration.

The Acting Chairman (Mr. St. Germain): Well, Mr. Breau, it is getting on . . .

Mr. Breau: It is only 6.20 p.m. in Vancouver.

The Acting Chairman (Mr. St. Germain): I know.

Mr. Charlebois: That is nearly supper time for Mr. St. Germain . . .

The Acting Chairman (Mr. St. Germain): Would you take this under advisement and report back to our committee on this?

Mr. Charlebois: Yes, we will. I do not know what your timing is. I know mine does not make it possible, of course, for us to respond this week, but we would certainly be able to get back to you on the two questions.

Mr. Breau: The purpose of this meeting was to establish the problems and try to solicit your advice as to how it could be solved. Maybe the way I suggested is not . . . maybe there are other ways that the problem could be solved. In some cases I sympathize with employers and I would not want to put too much responsibility on them but in some cases employers have been negligent and they should have been more *soucieux*, conscious of

. . . on peut parler français maintenant, on est tous francophones.

Eux, ils auraient dû être *soucieux*, dans bien des cas, de trouver ce qui est assurable ou non, et peut-être de demander l'avis d'un avocat. Mais ils s'en foutent parce que l'employé n'est pas syndiqué, et ils disent, je pense que ce sont là les conditions et, une fois le fait accompli, si tu te fais prendre, eh bien, ce n'est pas mon problème.

Mr. Charlebois: Oui je comprends le problème. En fait ce sont là des cas d'exception, il faut l'avouer. Quand on examine les statistiques, on s'aperçoit qu'au cours d'une année il y a peut-être, je ne sais pas moi, des dizaines de milliers de déterminations par le ministère du Revenu, et c'est peut-être plus élevé que cela, je ne sais pas, et que seulement, je dis seulement «entre guillemets», quelques centaines se trouvent dans une situation où la personne est déclarée non assurable.

[Translation]

M. Breau: Parfait. Maintenant, si vous pouvez me proposer d'autres façons de régler les injustices, je vous écoute. Encore une fois, on devrait pouvoir introduire une certaine souplesse dans la loi, accorder un pouvoir discrétionnaire quelconque au gouverneur en conseil, de façon à ce que la voie ne soit pas de nouveau ouverte aux abus. Ne pourrions-nous pas introduire une certaine souplesse au sein du système? Ce que je n'aime pas de l'assurance-chômage, et il y a peut-être d'autres cas, c'est quand la loi est par trop rigide. Quand la loi est trop rigide dans sa définition d'une situation, il vous faut alors répondre, comme vous le devez, et je dois répondre aussi: désolé, la loi, c'est la loi. Il faut quand même se dire que la loi est faite par des hommes et des femmes.

M. Charlebois: Oui, monsieur. C'est une question que nous pouvons étudier. Évidemment, tout est possible. Du côté législatif, la question posée me semble moins difficile que l'autre. Cependant, nous étudierons la question.

Le président suppléant (M. St. Germain): Bon, monsieur Breau, l'heure passe . . .

M. Breau: Il n'est que 18h20 à Vancouver.

Le président suppléant (M. St. Germain): Je le sais.

M. Charlebois: C'est presque l'heure du souper pour M. St. Germain . . .

Le président suppléant (M. St. Germain): Pourriez-vous prendre cela en délibéré et faire rapport à notre Comité ensuite?

M. Charlebois: Oui, nous le ferons. Je ne sais pas quel est votre horaire. Je sais que le mien ne me permet pas de répondre cette semaine, mais nous pourrions certainement revenir à la charge pour ces deux questions.

M. Breau: Le but de cette réunion était de définir les problèmes et de savoir quelle solution vous nous conseillez. Peut-être que la façon que j'ai proposée n'est pas . . . peut-être y a-t-il d'autres façons de résoudre le problème. Dans certains cas, je suis de tout coeur avec les employeurs, et je ne voudrais pas mettre trop de responsabilité sur leurs épaules, mais dans certains cas, les employeurs ont fait preuve de négligence, et ils auraient dû être plus *soucieux*, conscients de . . .

. . . we can speak French now, we are all French speaking.

They should have been more concerned, in many cases, with finding out what is insurable or not and perhaps request the advice of a lawyer. But they do not give a sweet because the employee is not unionized and they say, I guess those are the conditions, and once you are dealing with a *fait accompli* and you get caught, well, that is not my problem.

Mr. Charlebois: Yes, I understand the problem. In fact, those are real exceptions and that does have to be admitted. When you look at the statistics, you see that during the course of a year, there are perhaps, I do not know, tens of thousands of determinations made by the Department of Revenue, and it is perhaps even higher than that, I do not know, but only, and I say "only" in quotation marks, only a few hundred cases lead to a situation where a person is stated to be uninsurable. That

[Texte]

Ce n'est pas beaucoup. Cependant, pour ces personnes-là, c'est un fardeau qui . . .

M. Breau: Le problème, excusez-moi, c'est que ça arrive toujours à des gens qui ne sont pas syndiqués, qui ne sont pas très bien équipés pour se défendre, parce qu'il est bien évident que s'ils étaient syndiqués quelqu'un aurait trouvé un moyen légal de faire cela.

M. Charlebois: D'accord.

M. Breau: Tu comprends le problème Gerry?

Le président suppléant (M. St. Germain): Certainement!

M. Breau: Y a-t-il des gens dans ta circonscription qui ont eu à faire face à des cas semblables?

Le président suppléant (M. St. Germain): Ah oui, certainement.

To be explicit I have had the problems in my own company with plumbing contractors working piece work, so I am cognizant of the problems.

• 2125

The only thing is that I hate to add more bureaucracy to the employer; because generally you are dealing with small employers. I can see, Herb, where you are saying that we should be a little more flexible. But flexibility generally leads to abuse, in a lot of cases, so you will be caught between a rock and a hard spot. But Mr. Charlebois will get back to the committee on this with a possible study and a recommendation, if he can.

Mr. Breau: I have no quarrels with a very tough definition of what insurable employment is, and if we want to evolve in that regard and become tougher. All I want is for people not to be innocently caught in a situation and have to pay after the fact. I think it must be the only case of any kind of public law where this happens. Normally if you do something innocently, you are not penalized after the fact.

The Acting Chairman (Mr. St. Germain): There is no law of intent when you are seeking redress in getting a claimant to repay UI. In other words, if you collected innocently—you do not have to prove that he intended to . . .

Mr. Breau: No, no; or fraud or anything.

Mr. Charlebois: As Mr. Breau has said, if the overpayment is an overpayment and that is established, there is no doubt about it, then it becomes a matter of collection.

Mr. Breau: I must say if it can help—sometimes I am not sure we should take advice from the courts to deal with past laws; but as you know, one of the Federal Court judges acting as an empire in chief in one of the judgments did point out that our law did not make sense, because the person before him had to prove he was uninsurable, but the judge recognized in the

[Traduction]

is not very much. However, for those people, it is a burden which . . .

Mr. Breau: The problem, I am sorry, is that it always happens to people who do not belong to unions, who are not very well equipped to defend themselves, because it is quite clear that if they were unionized, someone would have found a legal way to help them.

Mr. Charlebois: Agreed.

Mr. Breau: You understand the problem, Gerry?

The Acting Chairman (Mr. St. Germain): Of course!

Mr. Breau: Are there any people in your riding who have found themselves with problems like that?

The Acting Chairman (Mr. St. Germain): Oh, yes, of course.

Plus précisément, j'ai eu certains problèmes dans ma propre compagnie avec des entrepreneurs plombiers faisant du travail à la pièce, et je connais très bien les problèmes.

La seule chose, c'est que je n'aime pas l'idée de rajouter une couche de bureaucratie pour l'employeur; parce que vous traitez surtout avec des petits employeurs. Je vois bien, Herb, que tu dis qu'il nous faudrait un peu plus de souplesse. Mais la souplesse, en général, mène aux abus, dans bien des cas, et c'est un peu comme se promener entre Charybde et Scylla. Mais M. Charlebois reviendra au Comité avec des réponses, une étude, et peut-être même des recommandations, s'il le peut.

M. Breau: Cela ne me fait rien de voir une définition très restrictive de ce qui constitue un emploi assurable, si nous voulons nous orienter dans cette direction et serrer la vis. Tout ce que je veux, c'est que les gens de bonne foi ne se trouvent pas pincés dans une situation dont ils devront faire les frais après coup. Je crois que ce doit être le seul domaine de droit public où ce genre de truc se produit. Habituellement, si vous faites quelque chose en toute bonne foi, on ne vous punit pas après coup.

Le président suppléant (M. St. Germain): Il n'y a rien, dans la loi, qui parle d'intention lorsqu'il s'agit d'obtenir un redressement en obligeant un prestataire à rembourser l'assurance-chômage. En d'autres termes, si vous avez reçu vos prestations en toute bonne foi—vous n'avez pas besoin de prouver que cette personne entendait . . .

M. Breau: Non, non; fraude ou autrement.

M. Charlebois: Comme M. Breau l'a dit, si le paiement excédentaire en est un et qu'on l'établit, cela ne fait aucun doute, et on cherche tout simplement alors à reprendre les fonds.

M. Breau: Je puis dire, si cela peut aider . . . Parfois, je ne sais pas si nous devrions prendre conseil des tribunaux lorsqu'il s'agit de lois antérieures; mais comme vous le savez, un des juges de la Cour fédérale, agissant à titre d'arbitre en chef, dans un de ses jugements, a bien précisé que notre loi n'avait aucun sens, car la personne devant lui devait prouver qu'elle

[Text]

judgment—you know the one I am referring to; you must have seen it—that this was very inequitable, and he said the unemployment insurance commission should—as they do, I must admit; they are very lenient when people are caught, in terms of collection. Some people in my constituency whom I have appealed to the UI commission for have settled for \$10 a week, and only when they are drawing UI—that sort of thing. But still the debt remains, and people do not like that. So I do not criticize the UI commission at all, because whenever a case has been brought before them of hardship, they have been very lenient. But the debt remains there—and the judge pointed that out. So when you have the moral authority of a judge to say, I have to find a person not insurable but I recognize that this does not make any sense, the judgment is here.

Judge Babinski on February 6, 1980 in Halifax . . .

Mr. Charlebois: We are very familiar with Mr. Babinski.

Mr. Breau: I will show it to you. So it seems to me there is some moral authority for what we are saying.

Mr. Charlebois: Mr. Chairman, I would have to underline again your concern for imposing a burden on employers. I think that is what I was alluding to earlier. We try to make every effort to make sure that those situations do not occur; but it needs the collaboration of employers, and they are sometimes busy with other things. We have facilities. They can ask for our advice. We can ask National Revenue at any time for a determination before the fact. As I understand it, when an employer starts a business, he is encouraged to find out about these matters. But it may not be the first priority to find out about insurability. As I said, some will slip through the net; and they do.

Mr. Breau: We will think about it.

Mr. Charlebois: Yes, absolutely.

The Acting Chairman (Mr. St. Germain): Thank you, Mr. Charlebois and your staff.

We will adjourn now until Wednesday, June 27, 1984 at 3:30 p.m., at Room 208, West Block.

The meeting is adjourned.

[Translation]

n'était pas assurable, mais le juge a reconnu dans son jugement—vous savez de quoi je parle; vous avez dû le voir—que c'était très injuste, et il a dit que la Commission d'assurance-chômage devrait . . . comme ils le font, je dois l'avouer; ils sont très souples, quand les gens se font prendre, pour ce qui est d'exiger la restitution des fonds. Certaines personnes de ma circonscription pour lesquelles je suis intervenu auprès de la Commission d'assurance-chômage ont réglé pour 10\$ par semaine, et ce, seulement quand elles reçoivent d'autres prestations d'assurance-chômage . . . ce genre de choses. Mais la dette demeure et les gens n'aiment pas cela. Je ne critique donc pas du tout la Commission d'assurance-chômage, car toutes les fois qu'on saisit les fonctionnaires d'un cas de véritable détresse, ils ont toujours fait preuve de compréhension. Mais la dette demeure . . . C'est ce que le juge a souligné. Donc, quand vous avez l'autorité morale d'un juge pour dire: je dois juger que cette personne n'est pas assurable, mais je reconnais que cela n'a aucun sens, le jugement reste.

Le juge Babinski, le 6 février 1980, à Halifax . . .

M. Charlebois: Nous connaissons très bien M. Babinski.

M. Breau: Je vais vous montrer la décision. Il me semble donc qu'il y a une certaine autorité morale pour sous-tendre ce que nous avançons.

M. Charlebois: Monsieur le président, je me dois de relever votre remarque à propos du fardeau additionnel imposé aux employeurs. Je crois que je parlais justement de cela un peu plus tôt. Nous essayons de faire tous les efforts possibles afin de nous assurer que ces situations ne se produisent pas; mais il faut la collaboration des employeurs et ils sont parfois occupés à faire autre chose. Nous avons ce qu'il faut. Ils peuvent nous demander conseil. Nous pouvons demander au ministère du Revenu national de nous donner une décision avant les faits, n'importe quand. Et si j'ai bien compris, lorsqu'un employeur se lance en affaires, on l'encourage à se renseigner à ce sujet. Cependant, sa première priorité n'est peut-être pas de se renseigner sur l'assurabilité. Comme je l'ai dit, il y en a quelques-uns qui se glissent toujours à travers les mailles du filet; cela se produit.

M. Breau: Nous y penserons.

M. Charlebois: Oui, absolument.

Le président suppléant (M. St. Germain): Merci, monsieur Charlebois, et je remercie également votre personnel.

Nous levons donc la séance jusqu'à mercredi, 27 juin 1984, 15h30, salle 208, Édifice de l'ouest.

La séance est levée.



*If undelivered, return COVER ONLY to
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

WITNESSES—TÉMOINS

From the Department of Employment and Immigration:

Mr. J.C.Y. Charlebois, Executive Director, Insurance;
Mr. B. Sutet, Director, Unemployment Insurance Analysis;
Ms. M. Filiatrault, Director, Policy and Legislation
Development.

Du ministère d'Emploi et Immigration:

M. J.C.Y. Charlebois, Directeur exécutif, Assurance;
M. B. Sutet, Directeur, Analyse de l'assurance-chômage;
M^{me} M. Filiatrault, Directeur, Elaboration de la politique et
de la législation.

1
36

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 2

Wednesday, June 27, 1984
Friday, June 29, 1984

Chairman: Coline Campbell

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 2

Le mercredi 27 juin 1984
Le vendredi 29 juin 1984

Président: Coline Campbell

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Sub-Committee on*

Unemployment Insurance Inequalities

*of the Standing Committee on
Labour, Manpower and Immigration*

*Procès-verbaux et témoignages
du Sous-comité chargé d'étudier*

Les inégalités en matière d'assurance-chômage

*du Comité permanent du travail, de la
main-d'oeuvre et de l'immigration*

RESPECTING:

Order of Reference pertaining to Unemployment
Insurance Inequalities

CONCERNANT:

Ordre de renvoi se rapportant aux inégalités en matière
d'assurance-chômage

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

Second Session of the
Thirty-second Parliament, 1984

Deuxième session de la
trente-deuxième législature, 1984

SUB-COMMITTEE ON UNEMPLOYMENT
INSURANCE INEQUALITIES OF THE
STANDING COMMITTEE ON LABOUR,
MANPOWER AND IMMIGRATION

Chairman: Coline Campbell

SOUS-COMITÉ CHARGÉ D'Étudier LES
INÉGALITÉS EN MATIÈRE
D'ASSURANCE-CHÔMAGE DU
COMITÉ PERMANENT DU TRAVAIL, DE LA
MAIN-D'OEUVRE ET DE L'IMMIGRATION

Président: Coline Campbell

MEMBERS/MEMBRES

Herb Breau

Gerry St. Germain

(Quorum 2)

Le greffier du Sous-comité

William C. Corbett

Clerk of the Sub-committee

MINUTES OF PROCEEDINGS

WEDNESDAY, JUNE 27, 1984

(2)

[Text]

The Sub-committee on Unemployment Insurance Inequalities of the Standing Committee on Labour, Manpower and Immigration met at 3:45 o'clock p.m., this day, the Chairman, Miss Campbell (*South West Nova*), presiding

Members of the Sub-committee present: Mr. Breau, Miss Campbell (*South West Nova*), Mr. St. Germain.

Witnesses: From the Canadian Seafood and Allied Workers Union: Mr. Jean-Marie Gionet, Business Agent; Mr. Florent Larocque, Regional Vice-President; Ms. Stella Cormier, Regional Vice-President. *From the Department of Employment and Immigration:* Mr. J.J. Verbruggen, Director General, Insurance Policy; Ms. M. Filiatrault, Director, Policy and Legislation Development; Mr. Marcel Nouvet, Chief, Unemployment Insurance, Canada Pension Plan, Determination and Appeals Division.

The Sub-committee resumed consideration of its Order of Reference dated Tuesday, June 12, 1984, relating to Unemployment Insurance Inequalities (*See Minutes of Proceedings, Tuesday, June 26, 1984, Issue No. 1*).

On motion of Mr. Breau:—*Ordered*,—That the telex dated June 27, 1984 submitted by Mr. Earle McCurdy, Secretary-Treasurer of the Newfoundland Fishermen, Food and Allied Workers Union be printed as an appendix to this day's Minutes of Proceedings and Evidence (*See Appendix "INSU-1"*).

The witnesses made a statement and answered questions.

At 4:44 o'clock p.m., the Sub-committee adjourned to the call of the Chair.

FRIDAY, JUNE 29, 1984

(3)

The Sub-committee on Unemployment Insurance Inequalities of the Standing Committee on Labour, Manpower and Immigration met *in camera* at 9:45 o'clock a.m., this day, the Chairman, Miss Campbell (*South West Nova*), presiding

Members of the Sub-committee present: Mr. Breau, Miss Campbell (*South West Nova*).

Other Member present: Mr. McGrath.

In attendance: From the Research Branch, Library of Parliament: Mr. Jeffrey Lawrence, Research Adviser; Ms. Margaret Young, Researcher.

The Sub-committee resumed consideration of its Order of Reference dated Tuesday, June 12, 1984, relating to Unemployment Insurance Inequalities (*See Minutes of Proceedings, Tuesday, June 26, 1984, Issue No. 1*).

The Sub-committee began consideration of a draft report.

It was agreed,—That the report of the Sub-committee, as amended, be adopted.

PROCÈS-VERBAL

LE MERCREDI 27 JUIN 1984

(2)

[Traduction]

Le Sous-comité chargé d'étudier les inégalités en matière d'assurance-chômage du Comité permanent du travail, de la main-d'oeuvre et de l'immigration se réunit, ce jour à 15 h 45, sous la présidence de M^{lle} Campbell (*South West Nova*) (*président*).

Membres du Sous-comité présents: M. Breau, M^{lle} Campbell (*South West Nova*), M. St. Germain.

Témoins: De l'Union canadienne de l'industrie des pêches et travailleurs affiliés: M. Jean-Marie Gionet, agent d'affaires; M. Florent Larocque, vice-président régional; M^{me} Stella Cormier, vice-président régional. *Du ministère de l'Emploi et de l'Immigration:* M. J.J. Verbruggen, directeur général, Politique d'assurance; M^{me} M. Filiatrault, directeur, Élaboration de la politique et de la législation; M. Marcel Nouvet, chef des divisions des arrêts et des appels, Assurance-chômage, Régie des pensions du Canada.

Le Sous-comité reprend l'examen de son ordre de renvoi du mardi 12 juin 1984 touchant les inégalités en matière d'assurance-chômage (*Voir Procès-verbal du mardi 26 juin 1984, fascicule n° 1*).

Sur motion de M. Breau, *il est ordonné*,—Que le télex du 27 juin 1984, soumis par M. Earle McCurdy, secrétaire-trésorier de l'Union terre-neuvienne des pêcheurs, de l'industrie des pêches et travailleurs affiliés, figure en annexe aux *Procès-verbaux et témoignages* de ce jour (*Voir Annexe «INSU-1»*).

Les témoins font une déclaration et répondent aux questions.

A 16 h 44, le Sous-comité suspend les travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

LE VENDREDI 29 JUIN 1984

(3)

Le Sous-comité chargé d'étudier les inégalités en matière d'assurance-chômage du Comité permanent du travail, de la main-d'oeuvre et de l'immigration se réunit à huis clos, ce jour à 9 h 45, sous la présidence de M^{lle} Campbell (*South West Nova*) (*président*).

Membres du Sous-comité présents: M. Breau, M^{lle} Campbell (*South West Nova*).

Autre député présent: M. McGrath.

Aussi présents: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: M. Jeffrey Lawrence, conseiller en matière de recherche, M^{me} Margaret Young, chargée de recherche.

Le Sous-comité reprend l'examen de son ordre de renvoi du mardi 12 juin 1984 touchant les inégalités en matière d'assurance-chômage (*Voir Procès-verbal du mardi 26 juin 1984, fascicule n° 1*).

Le Sous-comité entreprend l'étude d'un projet de rapport.

Il est convenu,—Que le rapport du Sous-comité, sous sa forme modifiée, soit adopté.

At 9:59 o'clock a.m., the Sub-committee adjourned to the call of the Chair.

A 9 h 59, le Sous-comité suspend les travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Sous-comité

William C. Corbett

Clerk of the Sub-committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

[Texte]

Wednesday, June 27, 1984

• 1544

The Chairman: Today we will resume consideration of our Order of Reference from the Standing Committee on Labour, Manpower and Immigration, dated Tuesday, June 12, 1984, relating to unemployment insurance inequalities.

We have today, as witnesses,

les représentants de l'Union canadienne de l'industrie des pêches et des travailleurs affiliés. Ce sont MM. Jean-Marie Gionet, agent d'affaires, et Florent Laroque, vice-président régional, et M^{me} Stella Cormier, également vice-président régional.

• 1545

J'aurais une chose à dire aux membres du Comité.

Our second witnesses were supposed to be representatives of the Newfoundland Fishermen, Food and Allied Workers Union. They have telexed to us their regrets at not being able to attend today, and I do not know if the clerk circulated or not. I would ask that perhaps the telex be appended to today's minutes of proceedings, unless you want me to read it.

Mr. Breau: No, I would make the motion.

Je propose que le télex du *Newfoundland Fishermen, Food and Allied Workers Union* soit annexé au compte rendu de la séance d'aujourd'hui.

Des voix: D'accord.

Le président: Et la déclaration de...

M. Breau: Madame le président, avant de passer à la déclaration...

Le président: Parfois on demande un résumé aux témoins.

M. Breau: Avant de passer aux témoignages, il y a un groupe de l'Association professionnelle des pêcheurs acadiens...

Le président: M. Gastien Godin?

M. Breau: Oui. Eh bien, c'est M. Jean St-Cyr qui avait envoyé la lettre au début et demandait à venir témoigner. En fait, je ne sais si c'était pour témoigner ou seulement pour appuyer le mémoire. On a reçu un appel téléphonique à mon bureau; on disait que M. Godin était en ville ou qu'il s'en venait. Je ne sais pas s'il est à Ottawa ou s'il est en route. On disait qu'il aurait aimé participer à la réunion. A-t-on communiqué avec vous?

Le président: Je pense que le greffier pourrait vous en dire davantage.

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

[Traduction]

Le mercredi 27 juin 1984

Le président: Aujourd'hui, nous reprenons l'examen de la question figurant à notre ordre de renvoi du Comité permanent du travail, de la main-d'oeuvre et de l'immigration en date du mardi 12 juin 1984, à savoir les inégalités du régime d'assurance-chômage.

Nous avons comme témoins

representatives of the Canadian Seafood and Allied Workers' Union, namely Messrs. Jean-Marie Gionet, Business Agent, and Florent Laroque, Regional Vice-President, and Mrs. Stella Cormier, also Regional Vice-President.

I would like to draw something to the attention of committee members.

Nous devons entendre un deuxième groupe de témoins, les représentants du *Newfoundland Fishermen, Food and Allied Workers Union*. Nous avons reçu un télex nous informant qu'ils ne pourront pas venir aujourd'hui, je ne sais pas si le greffier l'a fait diffuser ou non. Je suggère que le télex soit joint en annexe au compte rendu de nos délibérations d'aujourd'hui, à moins que vous ne préfériez que je le lise.

M. Breau: Non, je propose la motion.

I move that the telex from the Newfoundland Fishermen, Food and Allied Workers' Union be appended to today's minutes of proceedings.

Some hon. Members: Agreed.

The Chairman: And the presentation from...

Mr. Breau: Madam Chairman, before we begin with the presentation...

The Chairman: We sometimes ask the witnesses to sum up their brief.

Mr. Breau: Before we begin hearing testimony, there is a group from the Association of Acadian Professional Fishermen...

The Chairman: Gastien Godin.

Mr. Breau: Yes. We initially received a letter from Jean St-Cyr who wanted to appear. I do not know whether it was to give evidence or only to support the brief. A telephone call was made to my office informing us that Mr. Godin was in town or that he was coming. I do not know whether he is already in Ottawa or on the way. It seems he would have liked to take part in the meeting. Did he get in touch with you?

The Chairman: I think the clerk would be in a better position to give you information on this.

[Text]

The Clerk of the Committee: Mr. Godin called me this morning at my office and I said it was my understanding that the steering committee when it had first met did not want to hear from the APPNE at this time but that if he wanted to let the members of the subcommittee know he could get in touch with them and that the subcommittee was meeting this afternoon at 3.30. That is all the contact I had with him.

The Chairman: I think the clerk was talking in light of this particular week.

Mr. Breau: Yes, but I think if the subcommittee continues to sit at least they should send us a written brief. So can you have somebody call them now and say if they have a written brief . . . ? At least the letter they had at first could be sent to the committee for the record.

The Chairman: I will instruct the clerk to do that.

Si vous êtes d'accord, monsieur Gionet, on peut annexer votre déclaration au compte rendu de la séance d'aujourd'hui. Vous pouvez, si vous le voulez, en faire un petit résumé pour nous préparer aux questions sur votre mémoire. C'est à votre choix.

M. Jean-Marie Gionet (agent d'affaires, Union canadienne de l'industrie des pêches et des travailleurs affiliés): La déclaration est un résumé d'un résumé résumant la situation. En fait, pour expliquer l'état actuel des choses, il faudrait y consacrer le reste du mois et tout le mois prochain, et on n'aurait pas encore examiné tous les aspects de la situation, tellement elle est complexe.

Le président: Donc, il vaudrait peut-être mieux la lire. Je veux vous faire remarquer qu'il y a ici des représentants de la Commission d'assurance-chômage, et c'est peut-être la première fois qu'ils vont entendre cette déclaration. Disons qu'on va vous demander de la lire.

M. Gionet: Très bien. Merci.

En tant que porte-parole des travailleurs d'usine de l'industrie des pêches du comté de Gloucester, syndiqués et non syndiqués, je tiens à remercier les membres de ce Sous-comité pour l'attention et l'intérêt qu'ils portent aux problèmes particuliers des travailleurs de l'industrie des pêches.

Précisons tout de suite que je représente 5,500 employés d'usines de traitement de poisson du comté de Gloucester de la province du Nouveau-Brunswick, plus précisément de la région connue comme étant la Péninsule acadienne située au nord-est de la province.

Il sévit actuellement une crise grave dans l'industrie du crabe chez nous qui affecte sérieusement les employés occupés à la transformation de ce produit. Bien que cette crise soit grave, elle ne représente qu'un symptôme du malaise général qui touche tous les travailleurs d'usine de l'industrie des pêches.

• 1550

Les membres de ce Sous-comité savent sûrement jusqu'à quel point cette industrie des pêches est soumise aux caprices de la nature.

[Translation]

Le greffier du Comité: M. Godin m'a appelé ce matin à mon bureau et je lui ai dit que, d'après ce que j'en savais, le comité directeur avait décidé lors de sa première réunion qu'il ne voulait pas entendre l'APPNE pour le moment mais qu'il pouvait toujours contacter les membres du sous-comité qui allaient se réunir cet après-midi à 15h30. C'est tout ce que nous nous sommes dit.

Le président: Je crois que le greffier parlait de la décision prise pour cette semaine-ci.

M. Breau: Oui, mais si le sous-comité continue à siéger, je crois que cette association devrait nous envoyer un mémoire écrit. On peut donc l'informer que si l'association a un mémoire écrit . . . Ou bien elle pourrait du moins nous envoyer la première lettre pour qu'elle soit versée au dossier.

Le président: Je vais en charger le greffier.

If you are willing, Mr. Gionet, we can append your presentation to today's minutes of proceedings. If you prefer, you may sum it up so that we have more time for questions. It is your choice.

Mr. Jean-Marie Gionet (Business Agent, Canadian Seafood and Allied Workers' Union): This brief already sums up a summary of the situation. If we wanted to do justice to the present situation, we would have to take the rest of the month and all next month and we still would not have dealt with all the complexities.

The Chairman: In that case, it might be better to read the brief. I should point out that we have representatives of the Unemployment Insurance Commission attending and it may be the first time that they will be hearing this presentation. Please proceed then.

Mr. Gionet: Very well. Thank you.

As spokesman for the fish plant workers in Gloucester county, both unionized and non-unionized, I would like to thank the members of this subcommittee for their attention and interest in the particular problems of the workers in the fishing industry.

Let me state at the outset that I represent 5,500 fish processing plant workers in Gloucester county, New Brunswick, that is the area known as the Acadian Peninsula in the north-east of the province.

At the present time the crab industry in our area is going through a serious crisis with grave consequences for the employees involved in processing this product. Although serious, this crisis is only a symptom of the general malaise affecting all fish plant workers.

I am sure the members of the subcommittee realize the extent to which the fishing industry depends on the quirks of nature.

[Texte]

Le régime de l'assurance-chômage a été ajusté pour les pêcheurs canadiens afin qu'il corresponde à la nature particulière des activités des pêcheurs.

Notre mémoire vise à informer le Sous-comité sur la réalité quotidienne des travailleurs d'usine afin de suggérer des changements au régime d'assurance-chômage qui transformeraient ce régime de façon à ce qu'il soit mieux adapté à la situation réelle des travailleurs de l'industrie des pêches de notre région.

D'ailleurs, nous avons déjà manifesté notre désir de voir le régime d'assurance-chômage changé lors de la présentation d'un exposé l'an dernier devant le Comité permanent de la Chambre des communes sur les pêches et les forêts, au moment où ce dernier étudiait les conséquences du projet de loi C-170 sur la restructuration de l'industrie des pêches de l'Atlantique.

Je pense que deux des membres du Sous-comité ont déjà obtenu des copies de cet exposé. M. St. Germain aimerait-il en avoir une?

M. St. Germain: Oui. En avez-vous une?

Le président: Il parle du projet de loi sur la restructuration. The restructuring Bill is what he is talking about.

Mr. St. Germain: Are we going to get a presentation?

The Chairman: They appeared before the Fisheries committee.

J'oublie que vous parlez français aussi, monsieur St. Germain.

M. St. Germain: Ecoutez, je viens de la Colombie-Britannique.

M. Gionet: Nous désirons donc vous dresser un tableau succinct de l'industrie de la transformation du poisson chez nous, de manière à ce que les membres de ce Sous-comité puissent apprécier l'importance des changements mineurs que nous désirons voir apporter au régime d'assurance-chômage.

Tableau de l'industrie de la transformation du poisson: Pour l'année 1982, selon les chiffres officiels, l'industrie de transformation du poisson emploie 10,965 ouvriers dans 122 usines, au Nouveau-Brunswick seulement.

De ce nombre, 5,295 sont employés dans 36 usines du nord-est de la province, qui est sans aucun doute la région la plus importante de la province au niveau de sa participation à l'industrie provinciale des pêches du Nouveau-Brunswick.

Ces 5,295 ouvriers ont travaillé à transformer plus de 53,000 tonnes des espèces débarquées par les pêcheurs du nord-est de la province. Ces débarquements représentent près de la moitié des déchargements de toutes les espèces de poisson du Nouveau-Brunswick.

Le travail des pêcheurs et des ouvriers a contribué à donner à ces déchargements une valeur marchande évaluée à 135 millions de dollars, selon les recherches faites à ce sujet par l'Association des pêcheurs professionnels acadiens.

[Traduction]

The unemployment insurance system has been adjusted for Canadian fishermen to take into account the particular nature of their activities.

We wish to inform the subcommittee about the actual conditions faced by the plant workers and suggest changes to the unemployment insurance system which would make it more responsive to the particular circumstances of the fish plant workers in our area.

We might point out that we have already expressed our desire for changes to the unemployment insurance system in a presentation made last year to the Standing Committee of the House of Commons on Fisheries and Forestry at a time when it was studying the implications of Bill C-170 on the restructuring of the Atlantic fishing industry.

I believe that two members of the subcommittee have already received copies of that brief. Would Mr. St. Germain like to have a copy of the presentation we made last year?

Mr. St. Germain: Yes. Do you have one?

The Chairman: He is talking about the restructuring Bill.

Il parle du projet de loi sur la restructuration.

M. St. Germain: Allons-nous recevoir un exemplaire de ce mémoire?

Le président: Ils ont comparu devant le Comité des pêches.

I forgot that you also spoke French, Mr. St. Germain.

Mr. St. Germain: After all, I come from British Columbia.

Mr. Gionet: We would like to give you a brief survey of the fish processing industry in our region so that the committee members can appreciate the importance of the minor changes which we are suggesting to the unemployment insurance system.

Present state of the fish processing industry: For the year 1982, official figures note that the fish processing industry employs 10,965 workers in 122 plants in New Brunswick alone.

5,295 of these persons are employed in 36 plants in the northeastern part of the province, which is undoubtedly the most important region as far as its participation in the provincial fishing industry is concerned.

These 5,295 workers have processed more than 53,000 tonnes of species landed by fishermen in the northeastern part of the province. These landings account for almost half of the total quantity of fish landed in New Brunswick.

The estimated market value of this product is \$135 million based on research done by the Association of Acadian Professional Fishermen.

[Text]

Nature des activités: Plusieurs facteurs imprévus affectent l'approvisionnement des usines de transformation du poisson.

Cet approvisionnement est d'abord sujet aux contingents accordés aux différents segments de la flotte de pêche par le ministère des Pêches et des Océans.

Ensuite, l'approvisionnement des usines dépend des conditions climatiques qui prévalent d'une année à l'autre pour le début et la fin de la saison, et d'une semaine à l'autre durant la saison. Ce que nous voulons dire, c'est que la durée de la saison dépend énormément de la rigueur de l'hiver qui précède chaque saison et de la condition des glaces qui prévaut au printemps. Entre parenthèses, je pourrais vous mentionner qu'à l'heure actuelle, il y a de nos bateaux qui viennent du nord-est du Nouveau-Brunswick et qui n'ont pas encore débuté la pêche dans la région du Labrador, du Groenland, parce qu'il y a trop de glace; ils n'ont pas encore débuté la saison de pêche. Si c'était une année normale, ils auraient commencé depuis un mois ou un mois et demi.

Le président: Bénéficient-ils de l'assurance-chômage, ou du plan d'aide de Terre-Neuve?

M. Gionet: Non.

Le président: Peut-être qu'ils ne savent pas . . .

Une voix: Au Nouveau-Brunswick, on n'a pas de . . .

Le président: En tout cas, on pourra en discuter après la séance.

M. Gionet: Durant la saison, l'approvisionnement aux usines variera aussi selon les conditions climatiques. Ainsi, durant une période de grands vents, les ouvriers d'usine peuvent se trouver sans travail pour une bonne partie de la semaine parce que les bateaux sont tous amarrés aux quais. Par contre, s'il fait beau et que les débarquements de poisson sont abondants, les ouvriers sont souvent appelés à travailler durant des heures supplémentaires pour arriver à transformer le poisson dans des délais raisonnables.

La nature même de la matière première influence ainsi les périodes de travail des ouvriers. Le poisson du golfe Saint-Laurent est la propriété collective des pêcheurs de cinq provinces de l'Est du Canada. Pour la plupart des espèces, les pêcheurs de notre région sont en concurrence avec les pêcheurs des quatre autres provinces afin de prendre une partie raisonnable des contingents imposés.

• 1555

Le comportement de chaque espèce de poisson détermine aussi la période de travail des ouvriers et, par conséquent, leurs revenus. Par exemple, si les bancs de morue tardent à venir sur les bancs de pêche exploités par les pêcheurs de notre région, la saison de travail des ouvriers est retardée en conséquence. Si le crabe mue plus tôt, la saison de travail des ouvriers se trouve écourtée de manière imprévisible, de même que si les contingents sont pris plus tôt que prévu, comme c'est le cas cette année dans l'industrie du crabe.

Au moment où le hareng était pêché en quantités abondantes, plusieurs milliers de travailleurs y trouvaient un gagne-

[Translation]

Type of activities: Several unforeseen factors affect the supply of the fish processing plants.

First of all, this supply is subject to the quotas allotted to the different segments of the fishing fleet by the Ministry of Fisheries and Oceans.

In addition, the supplying of the plants also depends on weather conditions from one year to another at the beginning and end of the season and from one week to another during the season. In other words, the length of the season depends to a large extent on the harshness of the winter preceding each season and the ice conditions during the spring. By the way, I might mention that at the present time some of our boats in northeastern New Brunswick have not yet begun the fishing season off Labrador and Greenland because there is too much ice; they have not yet begun their fishing. If it was a normal year, they would have begun a month or a month and a half ago.

The Chairman: Are they able to obtain unemployment insurance benefits or assistance under the plan for Newfoundland?

Mr. Gionet: No.

The Chairman: They may not be aware of . . .

An hon. Member: In New Brunswick we do not have any . . .

The Chairman: In any case, we can discuss this after the meeting.

Mr. Gionet: During the season, the supply for the plants varies depending on weather conditions. Thus, when it is very windy, plant workers may find themselves without work for a good part of the week since the boats have not gone out to sea. However, during good weather, and in times when large quantities are being landed, workers are often asked to do overtime so that the fish can be processed within reasonable periods.

The nature of the raw material itself also has an influence on the amount of time worked. The fish in the Gulf of St. Lawrence is the collective property of the fishermen of the five eastern provinces of Canada. For most species, the fishermen in our region are in competition with the fishermen of the four other provinces, so that they can land a reasonable part of the quotas allotted.

The behaviour of each species of fish also determines the number of hours worked in the plants and consequently the workers' incomes. For example, if the schools of cod are late in coming to the banks fished by our fishermen, the working season of the workers is correspondingly delayed. If the crab molts its shell earlier than usual, the working season is unpredictably shortened in the same way as if the quotas are caught earlier than expected, as is the case this year in the crab industry.

At the time when herring was fished in large quantities, several thousand workers were able to earn their livelihood

[Texte]

pain pour une période de 10 à 15 semaines. Cette année, à cause de la condition des stocks de hareng, nous serons chanceux de voir quelques centaines d'ouvriers travailler à la transformation du hareng pour plus de deux ou trois semaines. La disponibilité réduite de la ressource ainsi que les conditions actuelles du marché ont détourné plusieurs usines de transformation de ce poisson.

Au niveau de la transformation du poisson de fond, la saison varie de 25 à 35 semaines de travail, ce qui semble encourageant à première vue. Cependant, en y regardant de plus près, on se rend compte que plus on avance dans la saison, plus les prises diminuent. Cette réalité se traduit par le fait que les travailleurs affectés à la transformation de poisson de fond se retrouvent, durant une saison de travail de 35 semaines par exemple, à voir la Commission d'assurance-chômage établir le taux des prestations en se fondant sur les 20 dernières semaines de travail, c'est-à-dire précisément les semaines de travail où les gains des ouvriers sont les plus bas.

Tous ces facteurs font que les conditions de travail des ouvriers d'usine de l'industrie des pêches sont inhabituelles si on les compare aux conditions de travail dans les autres secteurs industriels au pays. Les conséquences de ces facteurs sur le revenu des travailleurs sont tout aussi inhabituelles.

Effets sur le revenu des ouvriers: Il devrait être maintenant évident aux membres de ce Sous-comité que beaucoup de facteurs incontrôlables influencent le niveau de revenu et la période d'activité dans ce métier. De semaine en semaine, le niveau de ce revenu change. D'année en année, la durée de travail change.

En ce qui concerne le niveau de revenu, les premières semaines de travail sont généralement satisfaisantes parce que les prises de poisson de fond et de crabe sont généralement bonnes. Durant ces quelques premières semaines de travail, il n'est pas rare de voir certains ouvriers dépasser le maximum des gains assurables en vertu du régime d'assurance-chômage. Mais au début du premier mois de travail, les quantités de poisson à débarquer diminuent sensiblement et les heures de travail des ouvriers dans une semaine diminuent en conséquence. Si, de plus, la température n'est pas assez clémente pour permettre un approvisionnement constant durant ce premier mois de travail, la saison du travailleur est tout aussi compromise que celle du pêcheur.

Conséquences sur les prestations d'assurance-chômage: En résumé, le travailleur d'usine a la possibilité de travailler de longues heures au début de la saison et de s'assurer des revenus raisonnables. Cependant, le plafond des gains assurables n'assure au travailleur que trois ou quatre "gros timbres", comme on dit chez nous. Par la suite, le revenu du travailleur baisse et il ne devient admissible qu'à de "petits timbres".

C'est ainsi que nous comptons parmi les ouvriers d'usine chez nous plusieurs travailleurs qui doivent dépendre, pour leur survie durant l'hiver, seulement de prestations d'assurance-chômage, souvent très basses, parce que le régime est conçu pour les travailleurs à revenu plus ou moins fixe, ce qui n'est évidemment pas le cas des ouvriers de l'industrie des pêches. Parce que le travailleur d'usine de transformation du poisson est assujéti aux mêmes règlements que les travailleurs des

[Traduction]

from this activity for a period of 10 to 15 weeks. Because of the present state of the herring stocks, this year we will be lucky to have a few hundred workers processing herring for more than two or three weeks. The reduced availability of the resource and present market conditions mean that several plants have stopped processing this fish.

With respect to the processing of ground fish, the season varies from 25 to 35 weeks of work, which may seem encouraging at first glance. However, when we take a closer look at the situation, we note that as the season advances, there is an increasing reduction in the catch. For the workers who process ground fish during a 35-week season, for example, the Unemployment Insurance Commission sets benefit rates based on the last 20 weeks of work, that is the very weeks during which the workers' earnings are the lowest.

Owing to all these factors, the working conditions of fish processing plant workers are unusual in comparison to those of workers in other industrial sectors. The consequences of these factors on the workers' income are likewise just as unusual.

Effects on workers' income: It should now be clear to the members of the subcommittee that many uncontrollable factors influence the level of revenue and the period of activity in this sector. From week to week, the level of income changes and from year to year, the amount of time worked varies.

With respect to income level, the first weeks of work are usually satisfactory since the ground fish and crab catches are usually good. During these first few weeks of work, it is not uncommon for some workers to exceed the maximum insurable earnings for unemployment insurance. But at the beginning of the first month of work, there is a significant drop in the quantity of fish landed and a corresponding reduction in the amount of time worked during a week. Should weather conditions also be unfavourable and not allow a regular supply during this first month of work, the consequences are just as serious for the plant workers as for the fishermen.

Effects on unemployment insurance benefits: To sum it up, the plant workers are able to work for long hours at the beginning of the season and obtain a reasonable income. However, the ceiling set on insurable earnings means that workers can have only three or four "big stamps", as we call them. Afterwards, there is a drop in workers' incomes and they are eligible only for "small stamps".

There are many of our plant workers whose only income during the winter derives from unemployment insurance benefits, often at a very low level because the system is designed for workers with a more or less fixed income, which is obviously not the case for fish plant workers. Because the fish plant worker is subject to the same regulations as workers in other industrial sectors, he is penalized by factors which are entirely outside of his control.

[Text]

autres secteurs industriels, il se trouve pénalisé par des facteurs qui sont réellement hors de son contrôle.

L'industrie du crabe au nord-est du Nouveau-Brunswick en est un exemple frappant cette année. L'imposition pour la première fois dans l'histoire de cette pêche d'un contingentement global sur les prises a réduit la saison de pêche de douze à quinze semaines à environ six ou sept semaines. Le ministère des Pêches et des Océans a imposé un contingent hebdomadaire et a alloué une augmentation de 2,000 tonnes au contingent global, ce qui permettra peut-être d'étendre la saison jusqu'à dix semaines de travail en usine. Malgré ces mesures, des centaines d'employés qui ont travaillé l'an dernier n'ont pas encore été appelés au travail, et des centaines d'autres ont terminé avec seulement quatre ou cinq semaines de gains assurables. Ceux qui ont travaillé pendant dix semaines seront cependant admissibles à des prestations bien inférieures à celles des saisons précédentes si la Commission de l'emploi et de l'immigration n'intervient pas.

• 1600

Cependant, nous sommes d'avis que la ressource ne devrait pas être gérée en fonction des semaines nécessaires pour être admissible aux prestations d'assurance-chômage, mais que ce sont les règlements de l'assurance-chômage qui devraient être changés pour s'adapter à la réalité particulière des conditions de travail des ouvriers d'usine de transformation de poisson.

Recommandations: Étant donné la nature particulière de l'industrie des pêches, nous recommandons que la Commission d'assurance-chômage change les règlements du régime afin de mieux répondre aux exigences imposées par les conditions de travail de ce groupe de travailleurs qui se distinguent sans aucun doute des autres travailleurs canadiens. Cette réalité fondamentale doit être reconnue par la Commission d'assurance-chômage.

De manière plus précise, voici les changements que nous recommandons:

—Comme pour les pêcheurs, si la durée de travail est supérieure à 15 semaines, le taux des prestations devrait être calculé en fonction des dix meilleures semaines de gains.

—Si la période de travail est inférieure à 15 semaines, que la semaine comptant moins de 20 heures de travail soit couplée à d'autres semaines de même type afin que le calcul des prestations soit normalisé; ou

—Que le total intégral des gains soit considéré comme assurable et que l'on divise le total des gains par le nombre des semaines travaillées pour établir le salaire moyen, dont 60 p. 100 représenteraient le montant des prestations.

Ces mesures, une fois appliquées, seraient plus équitables pour les ouvriers d'usine, et le régime d'assurance-chômage répondrait ainsi de manière plus réaliste aux besoins des travailleurs d'usine de transformation de poisson.

En terminant, il faut préciser que dans ce dossier, l'UCIPTA bénéficie de l'appui de la Fédération des travailleurs des provinces des Maritimes, du Congrès du travail du Canada, de l'Association des empaqueteurs du Nouveau-

[Translation]

The crab industry in northeastern New Brunswick is a striking example of this year. The setting of an overall quota on catches for the first time in the history of this fishery has reduced the fishing season from between 12 and 15 weeks to approximately 6 or 7 weeks. The Ministry of Fisheries and Oceans has set a weekly quota and allotted an increase of 2,000 tonnes to the overall quota, which will make it possible to extend the season for up to 10 weeks of work in the plants. In spite of these measures, hundreds of employees who worked last year have not yet been called to work and hundreds of others have finished with only 4 or 5 weeks of insurable earnings. Those who have worked for 10 weeks will be eligible for benefits much lower than those of previous years if the Employment and Immigration Commission does not intervene.

However, the resource should not be managed in relation to the qualifying period required for entitlement to unemployment insurance benefits, but rather, the UIC regulations should be changed in order to respond more realistically to the working conditions of workers in fish processing plants.

Recommendations: In view of the particular nature of the fishing industry, we recommend that the Unemployment Insurance Commission modify the plan regulations so as to better respond to the requirements of work of this group of workers which are indubitably different than those of other Canadian workers. This basic reality must be recognized by the Unemployment Insurance Commission.

More specifically, we recommend the following changes:

—As in the case of fishermen, if the period of insurable employment exceeds 15 weeks, the rate of benefits should be calculated on the average of the highest 10 weeks of insurable earnings.

—If the period of insurable employment is less than 15 weeks, weeks of less than 20 hours worked should be added to other similar weeks of work, so that the benefit calculation is standardized; or

—The total earnings should be considered as insurable, and should be divided by the number of weeks worked in order to establish an average salary, of which 60% would be paid in benefits.

Such measures, if applied, will be fairer for processing plant employees, and indeed, the unemployment insurance plan would respond more realistically to the needs of fish processing plant workers.

In closing, I must stress that our brief has the support of the Maritime Federation of Labour, the Canadian Labour Congress, the New Brunswick Fish Packers Association, the Association of Acadian Professional Fishermen, the *Union*

[Texte]

Brunswick, de l'Association des pêcheurs professionnels acadiens et de l'Union des pêcheurs maritimes, et il y en a quelques autres qui s'ajoutent à ceux-là.

Je remercie les membres du Sous-comité de leur attention, et je suis à leur entière disposition pour discuter des points soulevés dans ce mémoire.

On a essayé à travers le mémoire d'exposer autant que possible les points majeurs qui affectent directement les travailleurs d'usine. C'est sûr qu'il y en a d'autres. Les recommandations que nous faisons n'atteignent pas la perfection, bien sûr; il y a d'autres solutions ou d'autres recommandations qu'on pourra faire. Je pense qu'au cours des discussions, on pourra peut-être élaborer d'autres formules qui pourraient améliorer la situation et qui seraient peut-être plus acceptables au niveau de la Commission d'assurance-chômage.

Le président: Merci.

Monsieur St. Germain.

M. St. Germain: Merci, madame le président. Avez-vous d'autres recommandations?

M. Gionet: On avait aussi pensé revenir à l'ancien régime, alors qu'il fallait huit semaines pour être admissible à l'assurance-chômage. Si le gouvernement pense à exiger 15 semaines pour qu'on soit admissible à l'assurance-chômage, dans un an ou un an et demi, de 80 à 90 p. 100 de notre main-d'oeuvre ne sera plus jamais admissible aux prestations d'assurance-chômage. Donc, il faut absolument réduire.

M. St. Germain: Maintenant, dans cette région-là, c'est dix semaines?

M. Gionet: Dans le moment, oui.

M. St. Germain: Dans le moment.

M. Breau: J'aimerais ouvrir une parenthèse. On ne prévoit pas en ce moment modifier la Loi sur l'assurance-chômage pour augmenter la période d'admissibilité à 15 semaines.

M. Gionet: Eh bien, c'était prévu.

M. Breau: Non. Il y a eu une proposition à cet effet. Un groupe de travail, en 1981, a publié un rapport, mais le gouvernement a décidé de ne pas aller de l'avant avec cela; il n'y a pas eu de projet de loi de préparé.

Le président: Non, je pense que chaque année, il faut qu'il y ait un projet de loi au Parlement qui prolonge les dix semaines, sinon c'est automatique tous les ans.

M. Breau: C'est cela.

Le président: Je ne sais pas si cela a été fait cette année.
Every two years.

Mr. J.J. Verbruggen (Director General, Insurance Policy, Unemployment Insurance Commission): It is two years; it is coming up in 1985.

The Chairman: It was last year that we did it.

M. Breau: Oui, mais cela varie; ce n'est pas permanent dans le système.

[Traduction]

des pêcheurs maritimes, the United Fishermen and Allied Workers Union and a few others.

I thank the members of the subcommittee for listening to our brief, and am now prepared to answer any questions concerning this brief.

In our brief, we have tried to underline the major points which directly affect the processing plant workers. Of course there are others. The recommendations will of course not bring perfection, there are other solutions and other recommendations that we might make. I believe that during these discussions, we might be able to find new ways to improve the situation, which would be acceptable to the Unemployment Insurance Commission.

The Chairman: Thank you.

Mr. St. Germain.

Mr. St. Germain: Thank you, Madam Chairman. Do you have any other recommendations?

Mr. Gionet: We had thought of going back to the old unemployment insurance plan, when the qualifying period was only eight weeks. Should the government raise the qualifying period to 15 weeks, in a year or a year and a half, 80% to 90% of our labour force would no longer qualify for benefits. So we must reduce the qualifying period.

Mr. St. Germain: Now, in your area, the qualifying period is 10 weeks?

Mr. Gionet: Yes, at the moment.

Mr. St. Germain: At the moment.

Mr. Breau: Please allow me a brief remark. There is no plan to amend the Unemployment Insurance Act in order to raise the qualifying period to 15 weeks.

Mr. Gionet: Well, there had been talk of this.

Mr. Breau: No. A proposal had been made in this regard. A working group published a report in 1981 in this regard, but the government decided not to accept the recommendations; no Bill was ever prepared in this regard.

The Chairman: No, and indeed, I believe that each year, Parliament must pass a Bill in order to continue the 10 weeks, otherwise the qualifying period is renewed automatically.

Mr. Breau: That is right.

The Chairman: I do not know if it was done this year.
Tous les deux ans.

M. J.J. Verbruggen (directeur général, Politique sur l'assurance, Commission de l'assurance-chômage): La période est de deux ans. Le renouvellement se fera en 1985.

Le président: Alors c'est l'année dernière que nous l'avons fait.

Mr. Breau: Yes, but the qualifying period is variable. It is not the same throughout the system.

[Text]

M. Gionet: C'est cela.

M. Breau: C'est temporaire.

Le président: Dans le même ordre d'idées, dites-vous que les travailleurs du nord-est du Nouveau-Brunswick, dans votre région, n'arrivent pas à trouver plus de dix semaines de travail?

M. Gionet: Exactement. La seule industrie importante de la péninsule acadienne, c'est celle qui a trait aux pêches. Il n'y a aucune autre industrie importante.

• 1605

Le président: La seule chose qu'ils vont avoir, ce sont les dix semaines de travail.

M. Gionet: De plus, à l'heure actuelle, étant donné les quotas imposés, il est impossible que toute notre main-d'oeuvre puisse atteindre les 10 semaines. Il faut faire des tours d'acrobatie pour en être capable.

M. St. Germain: Et de plus, vous n'avez pas d'autre travail dans ce domaine.

M. Gionet: Il n'y a absolument aucun autre travail!

M. Florent Larocque (vice-président régional, Union canadienne de l'industrie des pêches et des travailleurs affiliés): Moi, j'ai fini de travailler samedi dernier. J'ai eu ma cessation d'emploi pour jusqu'au printemps prochain. Quand la saison de pêche reprendra, je vais retourner au travail, seulement en avril ou mai l'année prochaine.

M. St. Germain: Durant combien de semaines avez-vous travaillé cette année?

M. Larocque: Dix semaines.

M. St. Germain: Vous n'avez travaillé que 10 semaines?

M. Larocque: Dix semaines, et cela c'est mon salaire pour l'année plus l'assurance-chômage. Et l'assurance-chômage... La façon dont elle est calculée présentement... Si tous les gains étaient assurables et qu'on pouvait faire une moyenne, ... disons que j'ai fait 4,100\$ ou 4,200\$ dans dix semaines, mais je n'ai seulement, par exemple, que 3,600\$ qui sont assurables, parce qu'il y a une semaine ou deux où j'ai dépassé mon montant de 425\$, je perds donc les 300\$ ou 400\$ que j'ai de plus. C'est un exemple...

M. St. Germain: Excusez-moi une seconde. Si vous prenez une moyenne de vos gages de 4,200\$, combien d'assurance-chômage...

M. Larocque: Bon, voilà! J'ai calculé cela à 3,833\$ pour 10 semaines, ce qui me donne de l'assurance-chômage de 229.80\$, 230\$ par semaine.

Le président: ... Le maximum, c'est-à-dire 250\$...

M. Larocque: Mais si j'avais les 300\$ que j'ai perdus parce qu'ils ne sont pas assurables, ils dépassent le maximum pour les deux semaines où j'ai gagné un 300\$ de maximum de plus que le maximum, je perds 16\$ par semaine d'assurance-chômage, cela me donnerait une assurance-chômage de 246\$, ce qui veut dire que je perds en salaire 640\$ durant l'hiver. C'est là un exemple que je prends pour montrer ce que cela

[Translation]

Mr. Gionet: That is right.

Mr. Breau: The measure is a temporary one.

The Chairman: In that respect, are you saying that the workers in northeastern New Brunswick, in your area, cannot manage to accumulate 10 weeks of work?

Mr. Gionet: That is right. The only important industry on the Acadian peninsula is fishing. There is no other important industry.

The Chairman: The only thing they can find are those ten weeks of work.

Mr. Gionet: Moreover, in view of the quota system, at the present time it is impossible for all of our labour force to obtain ten weeks. We have to use some real finagling in order to manage it.

Mr. St. Germain: And of course, you have no other work in that field.

Mr. Gionet: There is absolutely no other work.

Mr. Florent Larocque (Regional Vice-President): Personally, I finished working last Saturday. My work was terminated until next spring. When the fishing season opens again, I will go back to work, during April and May of next year.

Mr. St. Germain: How many weeks did you work this year?

Mr. Larocque: Ten weeks.

Mr. St. Germain: You did not work only 10 weeks?

Mr. Larocque: Yes, 10 weeks, and that plus my unemployment insurance, is my salary for this year. And of course the unemployment insurance... the way it is calculated at the moment, ... If all earnings were insurable, and an average could be made ... Say that I earned \$4,100 or \$4,200 over 10 weeks, out of that, there is only \$3,600 that is insurable, since in one week or two weeks I might have exceeded my ceiling of \$425, thus, I lose those \$300 or \$400 more. That is just an example.

Mr. St. Germain: One moment please. If you take an average of your earnings of \$4,200, how much unemployment insurance do you receive...

Mr. Larocque: That is it! I calculated that I had an average earnings of \$3,833 over 10 weeks, which entitles me to \$229.80, or \$230 a week.

The Chairman: The maximum I believe is \$250...

Mr. Larocque: However if I had those \$300 which I lose as uninsurable earnings, because I have gone over the maximum over those two weeks, then I lose \$16 a week in unemployment insurance benefits, which should have been at \$246, and it means that I lose \$630 worth of salary through the winter. That is just to show what can happen. But I set the maximum only at \$240, that is at \$410 per week, but indeed the max-

[Texte]

peut donner. Mais je n'ai mis le maximum qu'à 240\$... à 410\$ par semaine, mais le maximum est de 425\$. Ce qui veut dire que celui qui «fait des tout petits timbres» à la fin de la saison, là... Il y a des compagnies qui ont été obligées de donner des heures à des employés pour qu'ils soient admissibles à l'assurance-chômage; ils les ont payés, ils avaient le droit.

Une voix: Cela est légal.

M. Larocque: C'est légal; ils avaient le droit de le faire; de payer des heures à des employés; ils ont rentré cela sur leurs payes, ils ont été payés pour pouvoir être admissibles à l'assurance-chômage. Ainsi ce monde-là va avoir de l'assurance-chômage cet hiver.

M. Gionet: Il y a là un point que j'aimerais éclaircir. C'est que le phénomène n'est pas seulement sur l'espèce du crabe. Il ne faudrait pas, là, strictement s'arrêter à l'espèce de crabe, parce que, à l'heure actuelle, dans le poisson de fond, la morue, par exemple, la majeure partie des usines n'ont seulement que cinq semaines de faites depuis le début d'avril, depuis qu'ils pêchent. Et les pêcheurs parlent dans le moment d'arrêter de pêcher la morue complètement parce que c'est non rentable. Alors, où ces gens-là vont-ils aller chercher les cinq autres semaines qui leur manquent.

Le président: Cela est grave.

M. Breau: Ce qui arrive, c'est qu'à mesure que l'industrie de la pêche se modernise, devient plus efficace, on prend plus de poisson et plus vite. Alors, eux, doivent travailler avec plus de monde et pour moins de temps.

M. Gionet: De plus, monsieur Breau, si vous me le permettez, c'est que les prises diminuent à mesure que la saison avance. Normalement, les prises de morue commencent à diminuer à la fin de juin et diminuent une partie de l'été et, à l'automne, elles reprennent et augmentent de nouveau. L'an dernier, c'est ce qui s'est produit mais, rendu à l'automne, il n'y a pas eu d'augmentation, comme dans le passé. Cette année, la diminution a eu lieu au début de juin, quatre semaines plus tôt que l'année dernière. On a des usines à l'heure actuelle où il y a 200 employés sur le poisson de fond, il y en a seulement que 100 qui travaillent et ils ont de la misère à se rendre admissibles à l'assurance-chômage, ce qui veut dire que dans leurs semaines de travail, ils peuvent, avec peine et misère, toucher 80 quelques dollars de salaire.

M. St. Germain: J'aurais une question pour M. Larocque, madame le président.

Alors votre salaire c'est 4,200\$, et le chômage 3,600\$?

• 1610

M. Larocque: Trois mille huit cents dollars.

M. St. Germain: Trois mille huit cents dollars.

Une voix: Et ce sont là des chanceux.

M. Larocque: C'est un exemple que j'ai donné, 4,200\$...

M. Breau: C'est ce qu'il a gagné. Mais il ne peut pas faire la moyenne avec cela.

[Traduction]

imum is effectively \$425. So the fellow who has only a few small stamps at the end of the season, ... Certain companies have to give additional hours of work to their employees in order to qualify them for unemployment insurance. They paid them, because they had the right to do so.

An hon. Member: That is legal.

Mr. Larocque: Yes it is legal; they had the right to do so; they paid extra hours to their employees, they registered that into their pay record, in order to allow them to qualify for unemployment insurance. That way, those people will be assured of their unemployment insurance benefits this winter.

Mr. Gionet: There is one point I would like to clear up. This does not occur only for crab fishermen. One should not consider only the case of crab fishermen, because at this time, since in the case of the ground fish fishery, cod, for instance, most plants have only had five weeks of work since the beginning of April, when the season opened. Now the fishermen are talking about stopping fishing cod completely because it is just not viable. Then, where will those processing plant workers find the other five weeks that they require.

The Chairman: That is a very serious situation.

Mr. Breau: Well as the fishing industry modernizes, becomes more efficient, more fish is caught more quickly. So that those people must hire more people, but for a shorter period of time.

Mr. Gionet: Moreover, Mr. Breau, if you will allow me, we must remember that the catches decrease as the season ages. Normally, cod landings start to decrease at the end of June, for part of the summer, and then they increase again in the fall. Last year, the same thing happened, except that in the fall, there was no increase as in the past. This year, the fall in the catch began at the beginning of June, four weeks earlier than last year. Right now, in some plants of 200 employees who normally process ground fish, only 100 employees are working, and they have a hard time managing the qualifying period, which means that in some weeks, they can with difficulty earn maybe \$80 or so.

Mr. St. Germain: I have a question for Mr. Larocque, Madam Chairman.

So your salary was \$4,200, and your unemployment insurance insurable earnings \$3,600?

Mr. Larocque: Three thousand, eight hundred dollars.

Mr. St. Germain: Three thousand, eight hundred dollars.

An hon. Member: And that is for the lucky ones.

Mr. Larocque: It is just the example I used, \$4,200...

Mr. Breau: That is the amount that you earned. But the average is not based on that.

[Text]

M. Larocque: Il peut seulement faire la moyenne sur 3,800\$.

M. Breau: Pendant certaines de ces semaines, il y en a qui dépassent le maximum de 425\$.

M. St. Germain: D'accord. Je comprends.

M. Breau: Alors, il fait sa moyenne avec seulement 3,800\$.

M. St. Germain: La moyenne pour l'assurance-chômage se fait sur 3,800\$ au lieu de 4,800\$.

M. Larocque: Oui.

Mme Stella Cormier (vice-président régional, Union canadienne de l'industrie des pêches et des travailleurs affiliés): Mais remarquez que c'est un des chanceux qui ont touché un bon salaire. Le quart des gens de l'usine n'ont pas eu son salaire, parce qu'il fait tout son ouvrage. Parmi ceux qui travaillent à l'intérieur, dans le domaine du poisson, il n'y en a pas qui ont dépassé 200 dollars par semaine.

M. Larocque: Dans les usines mêmes, il est impossible de toucher 200 dollars par semaine. Ils travaillent de 25 à 30 heures par semaine au maximum, dans le domaine du crabe. Ce printemps, c'est ce qu'ils faisaient.

Pendant deux semaines peut-être, il y a eu du travail, et malgré cela, dans beaucoup d'usines, on ne travaillait pas pendant 40 heures.

M. St. Germain: Sur 3,800\$, combien reçoit-on d'assurance-chômage par mois?

M. Larocque: Cela donne des prestations d'assurance-chômage de 230\$.

M. St. Germain: Et sur 4,200\$, cela donnerait combien?

M. Larocque: Sur 4,100\$, cela donnerait 246\$.

M. St. Germain: Deux cent quarante-six... Seize dollars par mois?

M. Larocque: Par semaine. Cela fait 64\$ par mois.

M. Breau: Pour neuf mois, n'est-ce pas?

M. Larocque: Soixante-quatre dollars par...

Une voix: Par 40 semaines.

M. Larocque: Seize dollars par 40, cela donne 640\$.

M. Breau: Il perd 640\$ le reste de l'année.

M. Larocque: Seulement parce que les gains ne sont pas tous assurables.

M. St. Germain: Et vous avez combien de travailleurs dans cette région-là? Cinq mille cinq cents?

M. Breau: Ce n'est pas pour rien que tous les autres et le syndicat de Terre-Neuve ont fait la même chose. C'est pratiquement le même problème pour ce qui est de toutes les espèces.

M. Gionet: Exactement.

[Translation]

Mr. Larocque: The average comes down to \$3,800.

Mr. Breau: In certain weeks of work, some employees go over the maximum of \$425.

Mr. St. Germain: Yes, I understand.

Mr. Breau: But the average salary for those 10 weeks was only \$3,800.

Mr. St. Germain: So that the average of insured earning is on \$3,800 rather than \$4,800.

Mr. Larocque: Yes.

Mrs. Stella Cormier (Regional vice-president, Canadian Seafood and Allied Workers Union): Please note that that is one of the lucky ones who had a good salary. Not even a quarter of the workers in this plant had such a good salary, because he does all his own work. Among the inside workers, cleaning fish, none had salaries of over \$200 per week.

Mr. Larocque: In the plants themselves, it is impossible to make \$200 per week, in the crab industry, the workers only have 25 to 30 hours per week maximum. That is what they were making this spring.

There was for perhaps two weeks quite a bit of work, but even then, in many plants, workers could not get 40 hours of work.

Mr. St. Germain: For earnings of \$3,800, what is the unemployment insurance benefit per month?

Mr. Larocque: Well the unemployment insurance payment is \$230.

Mr. St. Germain: And for \$4,200 how much would you get?

Mr. Larocque: For \$4100, you get \$246.

Mr. St. Germain: Two hundred and forty-six... that is \$16 per month?

Mr. Larocque: No, per week. That would be \$64 more per month.

Mr. Breau: That is for nine months, is it not?

Mr. Larocque: Sixty-four dollars per...

An hon. Member: For 40 weeks.

Mr. Larocque: Sixteen dollars for 40 weeks, that is \$640.

Mr. Breau: So he loses \$640 over the rest of the year.

Mr. Larocque: But only because all the earnings are not insurable.

Mr. St. Germain: And how many workers are there in that area, 5,500?

Mr. Breau: I can see why all the others and the Newfoundland union all did the same thing. The problem is the same for all different species of fishery.

Mr. Gionet: Exactly.

[Texte]

M. Breau: Je suis d'accord avec M^{me} Cormier que dans le cas du crabe, ce n'est pas parce que la pêche n'est plus efficace maintenant, mais dans d'autres pêches, c'est ce qui arrive. Le pêcheur de poisson de fond, même le petit pêcheur qui pêche au chalut, pêche maintenant de façon beaucoup plus efficace que lorsqu'il pêchait au filet maillant. Pour ce qui est du hareng, il pêche aussi de façon beaucoup plus efficace avec un petit *purse-seine*; il prend le poisson plus rapidement.

M. St. Germain: Je n'ai pas d'autres questions.

Le président: Je comprends bien les difficultés...

M. Breau: Il y a aussi des difficultés dans votre circonscription.

Le président: Eh bien, chez moi, c'est beaucoup plus difficile, parce qu'on ne sait pas quel nombre de semaines il faut travailler. Le minimum, ce n'est pas 10; c'est de 10 à 14, avec le *repeater*.

Vous, vous êtes chanceux. Vous savez au moins au début de l'année combien de semaines il faut travailler. Dans ma région, on ne sait pas à quel niveau ce sera au mois de décembre ou au mois d'octobre. Et encore, les compagnies vont essayer de trouver des semaines pour aider les gens.

M. Gionet: Mais de toute façon, même dans notre région, si on sait à l'avance que c'est dix semaines, il n'en reste pas moins qu'on sait que sur 3,000 employés pour le hareng par exemple, seulement 1,000 pourront travailler, et encore pourront-ils travailler au maximum pendant six semaines. Le quota va être pris dans six semaines.

Le président: Oui, je le sais.

M. Gionet: On sait à l'avance que les gens qui travaillent strictement sur l'espèce du hareng ne seront pas admissibles à l'assurance-chômage. On ne peut pas prendre ces gens-là et leur faire transformer de la morue parce qu'il n'y a même pas assez de travail à l'heure actuelle pour ceux qui travaillent en permanence dans la morue.

Une voix: Dans la morue, cela fait quatre semaines qu'ils n'ont pas travaillé.

M. Gionet: On ne peut les mettre sur la crevette non plus. Anciennement, il y avait six usines qui produisaient de la crevette dans le nord-est du Nouveau-Brunswick; maintenant, il y en a une et demie. Je dis une et demie, parce que... à la Connors Food, vous travaillez... quoi? Huit ou neuf heures par semaine.

Le président: C'est la même chose dans notre région.

Mme Cormier: C'est triste à dire qu'il y a des pères de famille qui touchaient 72\$ d'assurance-chômage par semaine l'an dernier.

• 1615

The Chairman: Mr. Breau.

M. Breau: Vous faites trois recommandations particulières.

M. Gionet: Oui. Ce sont exactement les mêmes que celles que nous avons faites l'hiver dernier devant le Comité permanent des pêches et des forêts.

[Traduction]

Mr. Breau: I agree with Mrs. Cormier, that in the case of the crab fishery, it is not because the fishing is more efficient, although that is the case for other fisheries. The ground fishermen even the small trawler, is more efficient than when they use gillnets. As for the herring fisherman, he does much better more efficiently, with the small purse seine; he catches his fish more quickly.

Mr. St. Germain: I do not have any other questions.

The Chairman: I well understand the difficulties...

Mr. Breau: Because you also have some problems in your riding.

The Chairman: Well in my riding, it is even more difficult, because we cannot even establish how many weeks workers should work. The minimum is 10; but it varies from 10 to 14, because of the repeater clause.

You are lucky. At least at the beginning of the year, you know how many weeks you must work. In our area, we have no idea what the qualifying period will be in December or in October. And even then, the companies will try to find some work in order to help the people.

Mr. Gionet: Yes, but even in our region, although we do know the qualifying period is 10 weeks, out of the 3,000 workers in the herring fishery, only 1,000 will be able to work, and even then they are not sure whether they will work for the maximum of six weeks. The quota is usually caught in six weeks.

The Chairman: Yes, I know.

Mr. Gionet: We know from the outset that people working strictly on herring, will not qualify for unemployment insurance benefits. And we cannot give cod to process to those people, because there is not even enough work at the moment, for those who normally work on cod.

An hon. Member: Cod plants, they have not worked for the last four weeks.

Mr. Gionet: I cannot put them on shrimp either. Before, there were six plants which packed shrimp in the northeast corner of New Brunswick; now there is only one and a half. And I say that, because at Connor's Food you can work what, maybe eight or nine hours a week.

The Chairman: It is the same thing in our area.

Mrs. Cormier: How sad it is that some heads of family last year, were getting \$72 per week in unemployment insurance.

Le président: Monsieur Breau.

Mr. Breau: You make three specific recommendations.

Mr. Gionet: Yes. They are exactly the same recommendations we made last winter to the Fisheries and Forestry Standing Committee.

[Text]

M. Breau: Serait-il possible, madame le président, d'avoir les commentaires des fonctionnaires de la Commission d'assurance-chômage? Je m'explique: à plusieurs reprises, vous dites que la Commission devrait faire ceci, que la Commission devrait faire cela. Je veux simplement dire que d'après la loi actuelle, la Commission d'assurance-chômage ne peut rien faire. C'est à nous de modifier la loi. Ici, nous étudions le problème dans le but de faire un rapport à la Chambre pour faire modifier la loi. Mais la Commission ne peut pas régler ce problème-là parce qu'elle n'a pas le pouvoir de le faire. Serait-ce dans l'ordre des choses de demander...

Le président: Oui. Je vais les présenter aux témoins. On a avec nous aujourd'hui M. Verbruggen, directeur général, (politique d'assurance), M^{me} Filiatrault et M. Marcel Nouvet.

M. Breau: Voici ce que j'aimerais leur demander. Hier soir, ils étaient à une réunion que nous avons tenue avec les représentants de la Commission d'assurance-chômage pour avoir leur point de vue; on voulait seulement discuter du problème. Ils y étaient présents et ils ont entendu la discussion. À la lumière du mémoire de M. Gionet et de ses recommandations, avez-vous des commentaires à faire? Avez-vous eu l'occasion de réfléchir un peu? Quelles seraient les conséquences d'un changement comme celui-là, ou entrevoyez-vous d'autres changements?

Le président: Monsieur Verbruggen.

Mr. Verbruggen: Thank you. Certainly the fish plant workers have lived under these conditions for a good many years. This, after all, goes back to 1971, and I think we have heard many times from these people or their predecessors exactly what the problems are. It is indeed the variations and the slowing down towards the end of the season; and it is precisely for that reason that Mr. Kirby recommended the best 10 weeks on the fishing side of the program, of course.

The Chairman: Who is going to recommend it on the other side?

Mr. Verbruggen: On the other side, it would indeed require a change in legislation, as opposed to the fishing side, again, which can be handled by regulation. So we are talking about legislative change here.

As far as the recommendations themselves are concerned, the first recommendation is of course precisely what is taking place on the fishing side—the best 10. It will also be the most expensive one. The last recommendation, which is the averaging, would be slightly less expensive, because the low weeks would be included in the averaging. They would tend to pull the whole thing down. It is...

The Chairman: I do not see that, if it is the 10 best weeks.

Mr. Breau: With the 10 best you do not count the bad weeks in the averaging.

[Translation]

Mr. Breau: Madam Chairman, would it be possible to hear what the officials from the Unemployment Insurance Commission have to say in this regard? Let me explain. You often say that the Commission should do this or that, but let me tell you, that under the existing Act, the Unemployment Insurance Commission can do absolutely nothing. We are the ones who have to amend the Act. So now what we are doing is looking into this problem, before we report to the House in order to amend the Act. The Commission cannot solve the problem, because it does not have the power to do so. So could we ask...?

The Chairman: Yes. I will introduce the members who are here. We have here today Mr. Verbruggen, the Director General for Insurance Policy, Mrs. Filiatrault, and Mr. Marcel Nouvet.

Mr. Breau: Here is what I would like to know. They attended the meeting last night, because we did have a meeting here last night with the representatives of the Unemployment Insurance Commission in order to obtain its point of view. We merely discussed the problem. The officials here today were here yesterday, and heard the discussion. In the light of Mr. Gionet's brief, and his recommendations, have you any comments? Have you had a chance to think about it? What would be the consequences of changes such as they propose, or do you see other possibilities?

The Chairman: Mr. Verbruggen.

M. Verbruggen: Merci. Bien sûr, les travailleurs des usines de transformation ont dû endurer ces conditions depuis un grand nombre d'années. Tout cela remonte à 1971, et ces gens, comme leurs prédécesseurs, nous ont souvent expliqué exactement quels sont les problèmes. En fait, le problème réside dans les variations de périodes de travail, et la diminution de la charge de travail vers la fin de la saison; et c'est exactement pour cette raison que M. Kirby recommandait qu'on accorde les dix meilleures semaines pour les pêcheurs au moins, bien sûr.

Le président: Alors qui va faire la recommandation concernant l'autre côté de la transformation?

M. Verbruggen: Bien sûr il faudrait là un changement dans la loi, tandis que pour les pêcheurs, on peut faire les changements par règlements, par décret. Or il faut ici un amendement à la loi.

Quant aux recommandations mêmes, la première est identique à celle qui s'applique aux pêcheurs, c'est-à-dire la moyenne des dix meilleures semaines. C'est aussi la plus coûteuse si on l'adoptait. La dernière recommandation, concernant la moyenne du salaire total, serait un peu moins coûteuse, car elle comprendrait aussi les semaines de moindres salaires. Ainsi, on diminuerait légèrement les gains assurables. C'est...

Le président: Je ne comprends pas, s'il s'agit des dix meilleures semaines.

M. Breau: Si on n'utilise que les dix meilleures semaines, on ne compte pas les semaines de salaire moins élevé dans la moyenne.

[Texte]

Mr. Verbruggen: That is right.

Mr. Breau: Here you would count . . .

The Chairman: But you said it would not cost as much.

Mr. Verbruggen: I simply said the first recommendation, which would be like what the fishermen have now, would be the costliest one. The last recommendation, which includes the lesser weeks, would not be as costly, by definition.

What the difference would be, I do not know, Madam Chairman. We did some very quick figuring here as we were finding out how many people were involved, and the additional cost for just the fish plant workers would be around \$70 million, \$75 million, with a corresponding premium effect, of course.

That is really all I wanted to say. Whatever the committee wishes to recommend, that is up to you, of course. I wanted to highlight the consequences.

The Chairman: That would be the cost, but the cost would also have to include the fact that you may have an incentive to work longer. Therefore you would not be paid unemployment insurance for those weeks. So you would have to feed that model into the computer, because the \$75 million were not just for the numbers in New Brunswick; it was all over.

• 1620

Mr. Verbruggen: That would be for the Maritimes, that is right. You are quite correct.

The Chairman: The whole Atlantic.

Mr. Verbruggen: For the whole Atlantic, yes.

The Chairman: Including Quebec.

Mr. Verbruggen: Yes.

The Chairman: Not B.C.

Mr. Verbruggen: Well, I am sorry, no, we did not get the figure . . . Yes, we did, 3,100.

The Chairman: So it would be the whole east coast.

Mr. Breau: How many fish plant workers did you have in your figure?

Mr. Verbruggen: 35,000.

Mr. Breau: You had 35,000 fish plant workers. But I wonder if Mr. Gionet could tell us . . .

. . . des 35,000 travailleurs d'usines de poisson qu'ils ont pour tout l'Est du Canada, combien y en aurait-il qui seraient vraiment aux prises avec cette difficulté-là, car il y a des usines . . .

The Chairman: They now have it.

M. Breau: Bien non. Il y a des usines de crevettes, par exemple, pour certaines espèces, où on travaille à l'année . . . pas à l'année mais plus longtemps.

[Traduction]

M. Verbruggen: C'est juste.

M. Breau: Autrement vous comptez . . .

Le président: Et vous dites que cela coûterait moins cher.

M. Verbruggen: J'ai dit que la première recommandation, qui ressemble à celle qui s'applique aux pêcheurs, serait la plus coûteuse. La dernière recommandation, qui tient compte des semaines moins profitables par définition serait moins coûteuse.

Je ne sais pas quelle serait la différence toutefois, madame le président. Nous avons barbouillé quelques chiffres ici pour établir le nombre de personnes concernées, et le coût additionnel pour les travailleurs d'usines de transformation serait d'environ 70 millions de dollars, 75 millions de dollars peut-être mais bien sûr, les primes aussi augmenteraient légèrement.

Voilà tout ce que je voulais dire. Bien sûr, c'est au Comité de faire des recommandations. Je voulais simplement souligner quel en serait les conséquences.

Le président: Voilà pour ce qui en est du coût, mais ce coût doit tenir compte aussi du fait qu'on peut motiver les employés à travailler plus longtemps. Donc, vous n'auriez pas de prestations d'assurance-chômage pour ces semaines. Il vous faudrait donc mettre ce modèle dans l'ordinateur parce que les 75 millions de dollars n'étaient pas seulement pour les chiffres du Nouveau-Brunswick; c'était partout.

M. Verbruggen: Ce serait pour la région des Maritimes, c'est exact. Vous avez tout à fait raison.

Le président: Toute la région de l'Atlantique.

M. Verbruggen: Oui.

Le président: Y compris le Québec.

M. Verbruggen: Oui.

Le président: Pas la Colombie-Britannique.

M. Verbruggen: C'est-à-dire, je suis désolé, non, nous n'avions pas les chiffres . . . oui, nous avions 3,100.

Le président: Donc ce serait toute la côte est.

M. Breau: Combien vous en avez qui travaillent dans les usines de transformation de poisson, dans ce chiffre?

M. Verbruggen: 35,000.

M. Breau: Vous aviez 35,000 personnes travaillant dans les usines de transformation de poisson. Mais je me demande si M. Gionet pourrait nous dire . . .

Of the 35,000 fish plant workers they have for the whole east of Canada, how many would really have that problem, because there are plants . . . ?

Le président: Ils l'ont maintenant.

Mr. Breau: Well, no. There are shrimp plants, for example, for some species, that work year long . . . well, not year long, but longer.

[Text]

M. Gionet: La proportion serait très dense.

Le président: Non, pas dans ma région.

M. Breau: Sur 35,000, combien de gens pensez-vous devraient faire face à ce problème-là?

Le président: 35,000.

M. Gionet: 34,900.

Le président: Mais vous avez dit, monsieur Gionet...

M. Gionet: Quand on parle de... Vous avez parlé du domaine de la crevette par exemple.

Anciennement, même à venir jusqu'à l'année dernière, *National Sea Products* de Shippegan s'occupait de l'industrie de la crevette. Cette année, cette usine a cessé d'en faire. On a ainsi perdu 20 ou 25 emplois qui dépendaient de cette industrie.

M. Larocque: Une vingtaine d'emplois.

M. Gionet: Une vingtaine d'emplois. Alors ces emplois-là ont été compensés par l'usine Belle Baie qui a toujours produit de la crevette, et la crevette disponible de la National y a été transférée. Mais, eux, c'est par période qu'ils peuvent donner... ils n'ont pas créé 20 emplois à l'autre usine. Cela a complété leur semaine. Mais il reste quand même que la National ne produit plus de crevette, la Coop de l'Île ne produit plus de crevette, la Connors ne produit plus de crevette et la Curadeau en produit très peu.

Ca fait... D'accord, c'est peut-être l'espèce...

M. Breau: Et je veux juste établir...

M. Gionet: Eh bien...

M. Breau: Parce qu'il nous donnait le coût de la recommandation basé sur 35,000 travailleurs d'usine. Peut-être qu'il y en aurait moins afin que le coût ne soit pas aussi élevé et qu'on ait plus de chance de faire changer la loi.

M. Gionet: Bon, il y a une chose qu'il faut préciser là! Le coût—ce ne sera jamais net—c'est que ces fonds-là vont quand même servir à faire rouler l'économie, et à travers le roulement de l'économie, ça va être plus rentable d'investir de l'argent de cette façon-là que d'avoir des gens qui vont ruiner le reste de l'industrie ou les autres commerces qui existent déjà dans les régions.

The Chairman: Mr. Verbruggen.

Mr. Verbruggen: That is very true, of course. What I say here—and it is merely a ballpark figure, you know, on a little piece of paper...

Mr. St. Germain: Could I interrupt? You say a ballpark figure. It was not based on the figures that Mr. Larocque gave us at all, was it, his \$16 a week?

Mr. Verbruggen: No, no. This was based on 35,000 times an average benefit period of 40 weeks... so you multiply that by 40 weeks—plus some estimation of what the difference in weekly benefit rates would be for this number of people.

[Translation]

Mr. Gionet: The proportion would be very high.

The Chairman: No, not in my area.

Mr. Breau: Of those 35,000, how many people do you think have to deal with that problem?

The Chairman: 35,000.

Mr. Gionet: 34,900.

The Chairman: But you said, Mr. Gionet...

Mr. Gionet: When you were talking about... you were talking about shrimps, for example.

In the old days, even up to last year, *National Sea Products* in Shippegan was taking care of the shrimp industry. This year, that plant has stopped doing that. So we lost 20 or 25 jobs which depended on that industry.

Mr. Larocque: About 20 jobs.

Mr. Gionet: Some 20 jobs. So those jobs were compensated with the plant at Belle Baie that has always produced shrimp and the shrimp available from National was transferred there. However, they can only give things by periods... They did not create 20 more jobs in this other plant. That sort of helped them to finish up their week. But the fact remains that National is not doing shrimp anymore, the *Coop de l'Île* is not producing shrimp, the Connors is not producing shrimp and the Curadeau is producing very little.

So... Okay, it is maybe the species...

Mr. Breau: And I just want to establish...

Mr. Gionet: Well...

Mr. Breau: Because we were getting the cost of the recommendation based on 35,000 plant workers: Maybe there might be less so that the cost would not be as high and we would have more of a chance to get the legislation changed.

Mr. Gionet: Well, there is something I have to add here! The cost... it will never be a net one... is that those funds are still going to be used to get the wheels of the economy turning and through this turning wheel, it will be more viable to invest the money in that way rather than having people ruining the rest of the industry or other business that already exist in those areas.

Le président: Monsieur Verbruggen.

M. Verbruggen: C'est très vrai évidemment. Ce que je dis ici, et c'est simplement un chiffre très global, vous savez, sur un petit bout de papier...

M. St. Germain: Puis-je interrompre? Vous dites un chiffre plutôt général. N'est-il pas fondé sur les chiffres que M. Larocque nous a donnés pour, me semble-t-il, ses \$16. par semaine?

M. Verbruggen: Non, non. C'était basé sur 35,000 fois une période de prestations de 40 semaines... multipliez donc par 40 semaines plus une évaluation de ce que serait la différence en taux de prestations hebdomadaires pour ce nombre de gens.

[Texte]

Mr. St. Germain: Because he just pointed out that \$16 a week would have been the difference on his.

Mr. Verbruggen: On his, yes.

Mr. St. Germain: So that would be 16 times 40 times 35,000, which comes out to \$22.4 million, and apparently he... now, I am not sure, I am just asking, because I do not know what is going on at this point...

The Chairman: What does your figure come out to?

Mr. St. Germain: It comes out to \$22.4 million.

Mr. Breau: He is taking the bigger difference.

Mr. Verbruggen: Yes, his personal situation may be lower than the average.

Mr. St. Germain: Oh, because I understood that he was well off compared to most, according to the lady.

The Chairman: Because he could be getting \$72 a week.

M. Gionet: La position de M. Larocque est privilégiée à 16 dollars.

C'est qu'on a, à l'heure actuelle, des travailleurs dans l'industrie du crabe, par exemple. Depuis les cinq dernières semaines, chaque semaine qu'ils travaillent, ils perdent jusqu'à 15\$. Là ils ont travaillé cinq semaines, ils ont perdu près de 100\$ par semaine de prestations d'assurance-chômage pour les 40 prochaines semaines. Au lieu de recevoir 180 à 225\$ comme l'année dernière, ils vont toucher de 80 à 100\$ cette année.

The Chairman: I also want to just clarify yours. You might be able to put the 7,000 that the NFFAW Union, Newfoundland Fishermen, Food and Allied Workers, talked about, because there are 7,000 seasonal fish plant workers. I have a seasonality that is different from theirs, so I do not know whether you could put 35,000 fish plant workers as a number, because we are talking about minimum 10 weeks and I would not have any minimum 10 weeks, so you would have probably 2,000 plant workers there that you would have to take out, and you would have to take them out of most of Nova Scotia. Madam Cormier is right. But I have a seasonality whereby the plant workers find it hard to get 16 weeks or 17 weeks to qualify for UI benefits.

• 1625

Mr. Verbruggen: You would take those off the 35,000, obviously.

The Chairman: Yes. You might have to add it to a 16-week type of thing. They are getting their 16 weeks and that can sometimes give them poor, poor averaging.

Mr. Verbruggen: I am certainly not trying to hold this up as the ultimate. I did want to say though that this would be based on the assumption that legislation, as Mr. Breau was getting at last night, make a specificity for a special category, a special group of people. Whether that is possible under the constitutional amendments, I do not really know. In other words, is it

[Traduction]

M. St-Germain: Parce qu'il a tout simplement souligné que \$16 par semaine auraient constitué la différence pour lui.

M. Verbruggen: Pour lui, oui.

M. St. Germain: Donc ce serait 16 fois 40 fois 35,000 ce qui donne quelque 22.4 millions de dollars et apparemment... écoutez, je ne suis pas sûr, je fais simplement poser la question, parce que je ne sais pas trop qu'est-ce qui se passe maintenant...

Le président: Et à quoi se montre ce chiffre?

M. St-Germain: Cela donne 22.4 millions de dollars.

M. Breau: Il prend la différence la plus importante.

M. Verbruggen: Oui, sa situation personnelle se trouve peut-être être inférieure à la moyenne.

M. St. Germain: Oh, parce que crois comprendre qu'il se trouvait assez bien comparé à la plupart d'après la dame.

Le président: Parce qu'il avait peut-être \$72. par semaine.

Mr. Gionet: Mr. Larocque's position is privileged with \$16.

The thing is that at the present time we have workers in the crab industry, for example. For the last five weeks, every week they are working, they are losing up to \$15. So they worked five weeks and they lost almost \$100 a week in unemployment insurance payments for the next 40 weeks. Instead of getting from \$180 to \$225 like last year, they are going to be getting some \$80 to \$100 this year.

Le président: Je voulais aussi éclaircir votre point. Vous pourriez peut-être mettre les 7,000 dont parlait le syndicat NFFAW, la *Newfoundland Fishermen, Food and Allied Workers* parce qu'il y a 7,000 travailleurs saisonniers dans les usines de poisson. J'ai une saisonnalité différente de la leur alors je ne sais pas si vous pourriez mettre 35,000 travailleurs en usine de transformation de poisson comme chiffre, car il s'agit d'un minimum de 10 semaines et je n'aurais pas de minimum de 10 semaines alors il y aurait peut-être 2,000 travailleurs en usine qu'il vous faudrait enlever de ce nombre et cela toucherait surtout la Nouvelle-Écosse. M^{me} Cormier a raison. Mais j'ai une saisonnalité où les travailleurs en usine trouvent qu'il est difficile de travailler les 16 ou 17 semaines pour être admissible aux prestations d'assurance-chômage.

M. Verbruggen: Vous soustrairiez ce nombre des 35,000, évidemment.

Le président: Oui. Il faudrait peut-être y ajouter un genre de truc à 16 semaines. Ils ont les 16 semaines et cela peut leur donner une moyenne très très basse.

M. Verbruggen: Écoutez, je ne prétends pas que ce soit l'idéal. Je voulais tout simplement dire que ce serait fondé sur l'hypothèse que la loi, comme le disait M. Breau hier soir, prévoit une spécificité pour une catégorie spéciale, un groupe spécial de gens. Que ce soit possible ou non avec les amendements constitutionnels, je ne le sais pas vraiment. En d'autres termes, est-il possible de ne toucher qu'une usine de transfor-

[Text]

possible to zero in on just the fish plant workers and leave the others alone?

The Chairman: Well, we zeroed in on just the fishermen. Do you expect the constitution to be challenged on that? I have to take the reverse of what you are saying, that some day some farm worker is going to challenge it.

Mr. Verbruggen: It is already challenged at the present time. It is under challenge.

The Chairman: Has the decision been rendered?

Mr. Verbruggen: No.

Mrs. Filiatrault: They are considering the matter.

Mr. Breau: It has been taken to court? It has been challenged?

Mrs. Filiatrault: No. It is because Section 15 of the Charter of Rights.

M. Breau: Mais il n'y a pas encore eu de poursuites devant les tribunaux?

Mme Filiatrault: Non. Parce que l'article 15 de la Charte va entrer en vigueur le 17 avril 1985, le Parlement a demandé au ministère de la Justice de réviser toutes les lois fédérales, d'identifier toutes les lois dans lesquelles le même traitement n'est pas accordé aux Canadiens. La Loi sur l'assurance-chômage a fait l'objet du même exercice. L'article 146 qui permet l'existence du programme pour les pêcheurs est identifié.

The Chairman: Talk about Sunday fishing!

Mme Filiatrault: Vous savez, on doit produire les raisons pour lesquelles ce programme existe et il faut prouver, comme la Charte le dit,

"reasonable grounds in a free and democratic society".

M. Breau: Disons que moi, je ne suis pas avocat; je ne suis pas juriste.

Mme Filiatrault: C'est le problème auquel on fait face.

M. Breau: On parle de soutien du revenu. Si les tribunaux arrivaient à dire qu'un groupe de travailleurs ne peut pas toucher un traitement spécial, pas parce que quelqu'un décide tout simplement qu'il touchera un traitement spécial, mais parce qu'il est impliqué ou engagé dans une industrie particulière, à ce moment-là, je pourrais tout aussi bien dire que le travailleur d'usine de transformation de poisson devrait toucher le même salaire que le travailleur d'usine d'automobiles.

M. Gionet: Cela ferait notre affaire.

M. Breau: Evidemment, parce que vous, lorsque vous payez votre automobile, vous payez le gars qui la fabrique à 15\$ l'heure. Mais lui, quand il achète du poisson, il vous paie 300 et quelques dollars par semaine.

M. Gionet: À 5.95\$ l'heure. Le salaire, dans les usines, en moyenne, est de 5.80\$ l'heure. C'est le salaire de base.

[Translation]

mation de poisson sans prévoir les mêmes conditions pour les autres?

Le président: Eh bien, nous avons précisé certaines conditions qui s'appliquent seulement aux pêcheurs. Croyez-vous que l'on pourrait contester cet état de chose en invoquant la constitution? Je dois me faire l'avocat du diable et j'imagine qu'un bon jour certains ouvriers agricoles contesteront la chose devant les tribunaux.

M. Verbruggen: C'est déjà fait. C'est déjà contesté.

Le président: La décision a-t-elle été rendue?

M. Verbruggen: Non.

Mme Filiatrault: C'est à l'étude.

M. Breau: Est-ce que les tribunaux en ont été saisis? Est-ce que cela a été contesté?

Mme Filiatrault: Non. C'est parce que l'article 15 de la Charte des droits . . .

Mr. Breau: But there have not been any court cases yet?

Mrs. Filiatrault: No. Because Section 15 of the Charter of Rights is going to be in force as of 17 April 1985, Parliament asked the Department of Justice to review all federal legislation and identify the legislation in which some Canadians are being discriminated against. The unemployment insurance legislation is also being reviewed. Clause 146, which sets up this program for fishermen, has been identified.

Le président: Il y a des pêcheurs du dimanche.

Mrs. Filiatrault: You know, you have to give the reasons for which this program does exist and you also have to prove, as the Charter says,

"raisonnable . . . dans le cadre d'une société libre et démocratique."

Mr. Breau: Let us say that I am not a lawyer; I have no legal training.

Mrs. Filiatrault: That is the problem we are facing.

Mr. Breau: We are talking about income support. If the courts were to arrive at the conclusion that a group of workers cannot have special treatment, not because somebody simply decides that they will have special treatment, but because they are involved in a particular industry, at that point, I might just as well say that the fish plant worker should get the same salary as the car plant worker.

Mr. Gionet: We would not mind that.

Mr. Breau: Of course, because you, when you are paying for your car, you are paying the guy who is building it \$15 an hour. But him, when he is buying fish, he is paying you some \$300-odd a week.

Mr. Gionet: \$5.95 an hour. The salary, in the plants, is an average of \$5.80 an hour. That is the basic salary.

[Texte]

Mme Cormier: Pour les syndiqués! S'ils ne sont pas syndiqués, c'est 3.80\$.

M. Gionet: Et pour rendre les usines rentables, il faut baisser nos salaires encore plus.

Le président: Vous avez combien d'années d'expérience?

M. Gionet: J'ai 17 ans d'expérience.

M. Breau: Vous devriez expliquer à M^{me} Cormier que si elle veut être...

Madame Cormier, si vous voulez que l'on enregistre ce que vous dites, assurez-vous de parler lorsque le micro est ouvert. Parfois vous dites des choses importantes, mais elles ne sont pas toujours enregistrées.

Mme Cormier: Quand la petite lumière est allumée.

M. Breau: Elle va s'allumer automatiquement. Assurez-vous que vous parlez lorsque la lumière est allumée.

Mme Cormier: Merci.

Le président: ... vous allez être gênée, n'est-ce pas?

Mme Cormier: Je vais passer pour une vieille, si je dis que j'ai 29 ans d'expérience.

M. Breau: De toute façon, à mon avis, on ne devrait pas trop se préoccuper de la question de la Charte des droits, parce que si cela arrive, ce sera un désastre, ce sera un problème tellement sérieux qu'il va falloir que le Parlement s'en préoccupe.

• 1630

Si la Cour suprême du Canada détermine qu'un programme comme celui de l'assurance-chômage doit s'appliquer également à tout le monde, cela veut dire qu'il va falloir complètement abolir ce programme et en faire un autre. C'est un programme de soutien du revenu, un programme d'assurance-revenu. Ce serait un tel désastre sur le plan social et sur le plan économique que quelqu'un devrait s'en préoccuper, soit en changeant la Constitution, soit en changeant la loi. Qu'on le fasse pour un autre ou qu'on le fasse pour les dix autres qui seraient déjà victimes de discrimination, ce ne serait pas un gros problème.

Mme Cormier: La situation ne peut pas être plus désastreuse qu'elle ne l'est actuellement dans le nord-est du Nouveau-Brunswick.

M. Breau: C'est cela!

M. Gionet: On parle de Constitution et vous dites que tous les Canadiens devraient être traités sur un pied d'égalité. Pour cela, il serait nécessaire qu'il y ait un programme spécial pour les travailleurs d'usine, parce que l'on n'est pas traités de la même façon que les autres. Comme le disait M. Breau, la voiture qu'on achète, on la paie aussi cher qu'en Ontario, mais parce que l'économie...

Une voix: Plus cher qu'en Ontario.

[Traduction]

Mrs. Cormier: That is for the people with unions! If they do not have a union, it is \$3.80.

Mr. Gionet: And to make the plants viable, we have to bring the salaries down even more.

The Chairman: How many years experience do you have?

Mr. Gionet: I have 17 years experience.

Mr. Breau: You should explain to Mrs. Cormier that if she wants to be...

Mrs. Cormier, if you want to be recorded, please make sure that your speaking when the microphone is on. Sometimes you are saying important things but they are not always being recorded.

Mrs. Cormier: When the little light is on.

Mr. Breau: It is going to come on automatically. Make sure you speak only when the light is on.

Mrs. Cormier: Thank you.

The Chairman: You are going to be embarrassed, are you not?

Mrs. Cormier: I am going to pass for a little old lady when I say that I have 29 years experience.

Mr. Breau: Anyway, I do not think we should bother too much about this question of the Charter of Rights because if it does happen, it is going to be disastrous; it will be such a grave problem that Parliament will absolutely have to deal with it.

If the Supreme Court of Canada were to determine that a program like the Unemployment Insurance one must apply equally to everyone, that means that we will have to completely abolish that program and set up an entirely new one. It is an income support program, an income insurance program. It would be such a disaster on the social and economic levels that someone would have to be concerned with the whole thing and take care of it either through changing the Constitution or the legislation. Whether it is done for another or whether it is done for the 10 others who are already victims of discrimination, it would not be a big problem.

Mrs. Cormier: It cannot be any more disastrous than it already is in the northeast of New Brunswick.

Mr. Breau: That is it.

Mr. Gionet: You are talking Constitution and you are saying that all Canadians should receive equal treatment. For that, there should be a special program for plant workers, because we are not treated the same way as the others. As Mr. Breau was saying, the car we are buying, we are paying as much for it as they do in Ontario, but because the economy...

An hon. Member: You are paying even more than in Ontario.

[Text]

M. Gionet: Et même plus cher. La situation économique et les marchés sont contre l'industrie des pêches, et on est obligés de subir une baisse de salaire pour garder nos *jobs*. Autrement, ce serait zéro au lieu d'à peu près rien.

Mr. Verbruggen: There are other industries, of course, that are in the same position. That is not to belittle this; it is only to say that . . .

The Chairman: What other industries, in your mind?

Mr. Verbruggen: Farming, construction.

Mr. Gionet: They already have protection through government programs much more than we have in the fish industry.

The Chairman: They have a farm labour pool.

Mr. Verbruggen: The farm workers. The labour pools have just a placement agency. It is like a manpower . . .

The Chairman: Yes, but they can keep coming back to get their . . .

Mr. Verbruggen: But they have no income from that.

M. Breau: Les agriculteurs ont beaucoup d'appui, mais il parle du travailleur agricole qui a le même problème de variation du revenu.

The Chairman: No, I agree. I have to tell you, Mr. Verbruggen, that I had a whole slew of people I wanted to take a look at. Farm labour is one of them because you would probably keep your farm labour a lot longer if there was an averaging.

Une voix: Au Québec, c'est différent.

Une voix: Au Québec, il y a une protection.

M. St. Germain: En Colombie-Britannique, les travailleurs de ferme ont les mêmes problèmes.

M. Larocque: Je ne sais pas ce qu'il en est précisément en Colombie-Britannique, mais je sais que dans les provinces de l'Ouest, ils ont des problèmes; ils en ont eu dans le passé: un de mes frères y est aller travailler et il n'arrivait pratiquement qu'à payer sa nourriture.

M. St. Germain: Dans l'Ouest?

M. Larocque: Oui.

M. Gionet: La différence qui existe entre l'agriculture et les pêches, c'est que dans l'agriculture, il y a un seul facteur, le facteur température, qui peut affecter les récoltes, tandis que dans le domaine des pêches, c'est encore pire: il faut faire affaire avec le marché international, il faut faire affaire avec les quotas, et il faut faire affaire avec les migrations et la température. Les migrations, il n'y en a pas dans l'industrie des forêts, ni dans l'agriculture.

M. St. Germain: On a cela aussi dans l'Ouest, avec la pêche.

Je n'ai pas d'autres questions, madame le président. Je comprends le problème.

[Translation]

Mr. Gionet: And it is even more expensive. The economic situation and the markets are going against the fishing industry and we have to take a drop in salary to keep our jobs. Otherwise, we would be getting absolutely zero instead of close to nothing.

M. Verbruggen: Il y a d'autres industries, évidemment, où les gens se retrouvent dans la même situation. Ce n'est pas pour essayer d'étouffer ce problème; c'est tout simplement pour dire que . . .

Le président: Quelles autres industries, à votre avis?

M. Verbruggen: L'agriculture, la construction.

M. Gionet: Ils ont déjà une protection, grâce aux programmes du gouvernement, qui est de loin supérieure à ce que nous avons dans l'industrie de la pêche.

Le président: Il y a une centrale de main-d'oeuvre agricole.

M. Verbruggen: Les travailleurs agricoles. Les centrales de main-d'oeuvre ne sont qu'une agence de placement. C'est comme une agence de main-d'oeuvre . . .

Le président: Oui, mais ils peuvent toujours revenir pour obtenir leur . . .

M. Verbruggen: Mais cela ne rapporte aucun revenu.

Mr. Breau: The farmers have a lot of support, but he is talking about the farm workers who have the same problems of income variation.

Le président: Non, je suis d'accord. Je dois vous dire, monsieur Verbruggen, qu'il y a toute une liste de catégories que je voulais étudier. La main-d'oeuvre agricole en fait partie, parce que vous garderiez peut-être votre main-d'oeuvre agricole beaucoup plus longtemps si on faisait cette moyenne.

An hon. Member: In Quebec, it is different.

An hon. Member: In Quebec, there is protection.

Mr. St. Germain: In British Columbia, the farm workers have the same problems.

Mr. Larocque: I do not know what the specific situation is in British Columbia, but I do know that in the western provinces, they have problems. They had some in the past, because one of my brothers worked there, and he hardly managed to pay for his food, practically.

Mr. St. Germain: Out west?

Mr. Larocque: Yes.

Mr. Gionet: The difference between agriculture and fishing is that in agriculture, there is only one factor, the weather factor, that can affect the crop, whereas in fishing, it is even worse: you have to deal with international markets, you have to deal with quotas, you have to deal with migrations and weather. You do not have to deal with migrations in forestry or in agriculture.

Mr. St. Germain: We have that out west too, with fishing.

I have no more questions, Madam Chairman. I understand the problem.

[Texte]

M. Breau: Est-ce que les fonctionnaires de l'assurance-chômage ont d'autres commentaires à faire qui pourraient nous aider?

Je vois qu'il pourrait y avoir un problème, non seulement à cause de la Charte des droits; il y aurait aussi un problème d'équité dans la loi. Nous, nous devrions nous préoccuper de cela même si la Charte des droits n'existait pas. Il y aurait un problème d'équité si on mentionnait dans la loi un groupe de travailleurs particulier. Je pense qu'il faudrait qu'on ait un système comme celui que j'ai suggéré hier soir: il y aurait un pouvoir discrétionnaire; c'est-à-dire que lorsqu'un secteur serait aux prises avec un problème, le ministre ou le gouverneur en conseil, c'est-à-dire le Cabinet, pourrait faire des règlements. Je pense qu'il serait difficile de mettre dans la loi une désignation spéciale pour les travailleurs d'usine. À mon avis, il faudrait qu'il y ait dans la loi, de manière générale, un pouvoir discrétionnaire qui permettrait de le faire dans des circonstances où on jugerait qu'il y a un problème.

Mr. St. Germain: You are looking at that problem right now, are you not? We asked you yesterday to look at that problem. Ministerial discretion and costs were the two I particularly asked for.

Mr. Verbruggen: Yes.

The Chairman: I also wanted to know if you have done any study to show any incentive within the system to keep people working rather than to cut off at the 10 best weeks. I am not saying that in relation to this group here where there is no other work; I am saying . . .

Mr. Breau: Maybe we should get them on record . . .

The Chairman: No, but they just told me there are only 10 weeks.

Mr. Breau: Yes, but we should get them on the record.

• 1635

Je voudrais simplement consigner un autre détail au compte rendu. Supposons que l'un de vous puisse travailler une onzième ou une douzième semaine, mais qu'il gagne seulement 75\$: cela ne vous encouragerait pas à retourner au travail. Il n'y a pas d'incitation à y retourner, car cela diminue vos revenus.

M. Gionet: Exactement.

M. Breau: Je pense qu'il serait important que vous en parliez pour que cela soit consigné au compte rendu. Peut-être que M^{me} Cormier . . .

M. Gionet: Eh bien, voici ce qui arrive quand l'employé a déjà dix semaines d'accumulées, avec une moyenne de 200 ou 250\$ par exemple, et que l'employeur l'appelle pour lui dire: Ecoute, on a du poisson qui est arrivé. Dans de petites régions comme les nôtres, on sait exactement combien de livres de poisson sont arrivées au quai. L'employé sait qu'il va travailler sept ou huit heures pendant la semaine et qu'il va toucher seulement 83, 84 ou 90\$ pour être admissible à l'assurance-

[Traduction]

Mr. Breau: Do the officials from Unemployment Insurance have any comments to make that could be helpful to us?

I see that there could be a problem not only because of the Charter of Rights, but there also might be a problem of equity in the legislation. We should have to deal with that even if the Charter of Rights did not exist. There would be an equity problem if we were to mention, in the legislation, one group of workers in particular. I think that we would need a system something like the one I suggested last night: there should be discretionary power; in other words, when a specific sector has problems, the Minister or the Governor in Council, the Cabinet in other words, could see to making regulations. I think it would be difficult to set out in legislation any special designation for workers. I think that, generally speaking, there should be a discretionary power in the legislation which would allow the lawmakers to do that in those circumstances where it is judged there is a problem.

M. St. Germain: Mais vous vous occupez déjà de ce problème à l'heure qu'il est, pas vrai? Nous vous avons demandé hier d'étudier ce problème. Le pouvoir discrétionnaire du ministre et les coûts, c'étaient les deux choses que je vous ai demandées plus précisément.

M. Verbruggen: Oui.

Le président: Je voulais aussi savoir si vous aviez fait une étude pour que le système encourage les gens à continuer de travailler au-delà du cap des 10 semaines plutôt que d'arrêter après les 10 meilleures. Je ne dis pas cela par rapport à ce groupe qui fait face à une situation où il n'y a pas du tout de travail; je dis . . .

M. Breau: Peut-être pourrions-nous avoir leur avis . . .

Le président: Non, mais ils viennent juste de me dire qu'il y a seulement 10 semaines.

M. Breau: Oui, mais on pourrait consigner leurs propos au compte rendu.

I would just like to say something else for the record. Supposing that one of you were able to work an 11th or 12th week, but would only earn \$75: There would be no incentive to go back to work. There is no incentive to go back to work, because it reduces your income.

Mr. Gionet: Exactly.

Mr. Breau: I think that it is important that you talk about it for the record. Perhaps Mrs. Cormier . . .

Mr. Gionet: This is what happens when the employee has accumulated 10 weeks at an average of \$200 or \$250 and the employer calls him to tell him that some fish has come in. In small regions like ours, we know exactly how many pounds of fish have come in and are on the dock. The employee knows that he will work seven or eight hours that week and will get only \$83, \$84 or \$90 to be eligible for unemployment insurance. What does he do? He calls in sick. He lies to the

[Text]

chômage. Que fait alors l'employé? Il se déclare malade. Il fait une fausse déclaration à la compagnie, il fait une fausse déclaration à l'assurance-chômage, ou bien il va travailler et il ne se fait pas payer. Ensuite il dit à l'assurance-chômage: Pour cette semaine-là, je n'étais pas disponible. Il ne fait pas de fausse déclaration: il n'est pas disponible. Il fait cela pour ne pas baisser sa moyenne. Autrement, cela baisse sa moyenne pour le reste de l'année. C'est exactement ce qui arrive...

M. Breau: Il perd une semaine de prestations.

M. Gionet: Oui, il se trouve à perdre une semaine de prestations. Par contre, il ne diminue pas le montant de ses prestations pour les 40 semaines à venir. Ce qui a accentué le phénomène, c'est cette question des dix meilleures semaines et des 15 semaines aux pêcheurs. Cela encourage le pêcheur à continuer à pêcher, mais ses quantités de poisson diminuent. Le travailleur d'usine, lui, doit travailler cinq semaines de plus, avec moins de poisson, pour être admissible à l'assurance-chômage. Donc, l'argent qui est donné aux pêcheurs a été volé dans la poche du travailleur d'usine en réalité.

Mme Cormier: Il m'est arrivé de perdre 103\$ une semaine, mais j'ai gagné 400\$ le reste de l'année.

M. Breau: Oui, mais c'est quand même un programme...

The Chairman: That is why I asked them last night about that.

M. Breau: C'est un système absurde que celui qui force des gens à perdre une semaine de prestations pour se déclarer non disponibles. Une personne devrait être encouragée à retourner au travail en tout temps. On devrait avoir un système...

The Chairman: They are smart enough to know the system, and I do not blame them.

Mr. Breau: We should have a system whereby people would be encouraged to go back to work at any time, for \$10 if they have to.

The Chairman: That is right. At present, if you are on unemployment insurance you may decide to go back to work that week, because you can get part unemployment and the wages. That may not apply in your area, it certainly applies in mine. Once they are on unemployment insurance, they do not mind going to work, because they make up the difference by the UIC that they do not interrupt. But that is another thing.

I would like to know if you have put a model into it. There must be a computer over there, many expensive things over there, that you can put that model into.

Mr. Verbruggen: It is very difficult to speculate, of course, as to human behaviour, which is what incentive is all about. You cannot program the computer, but...

The Chairman: ... honestly told you that it is a very discouraging thing.

Mr. Verbruggen: Yes, I know. I was going to say that we should know what is happening on the fishing side, because it was precisely for that reason of incentive that Kirby made that

[Translation]

company, or he works for no pay. He then tells unemployment insurance that he was not available that week. He is not lying: He is not available. He does it so that his average will not be lowered. If he did not, his average would be lower for the rest of the year. That is exactly what happens.

Mr. Breau: He loses a week's worth of benefits.

Mr. Gionet: Yes, he loses a week's worth of benefits. On the other hand, he is not lowering his benefits for the next 40 weeks. This has been aggravated by the 10 best weeks provision and the 15 weeks for fishermen. It encourages the fisherman to keep fishing, but his catches are smaller. The factory worker has to work five weeks longer, although there is less fish, to be eligible for unemployment insurance. So, in fact, the money that goes to fishermen has come directly out of the pockets of factory workers.

Mrs. Cormier: I lost \$103 one week, but gained \$400 the rest of the year.

Mr. Breau: Yes, but it is still a program...

Le président: C'est pourquoi j'ai posé la question hier soir.

Mr. Breau: A system that forces people to lose a week of benefits in order to be unavailable is absurd. People should always be encouraged to go back to work. We should have a system...

Le président: Ils sont assez intelligents pour connaître le système, et je ne les blâme pas.

M. Breau: Nous devrions avoir un système qui encourage les gens à retourner au travail, même si ce n'est que pour gagner 10 dollars.

Le président: Justement. À présent, un travailleur qui touche des prestations d'assurance-chômage peut décider de retourner au travail pour une semaine, parce qu'on peut toucher et le salaire et un pourcentage des prestations. Cette possibilité n'existe peut-être pas dans votre région, mais je sais qu'elle existe dans la mienne. Ceux qui touchent des prestations d'assurance-chômage veulent bien retourner au travail, parce qu'ils continuent à toucher une part de leurs prestations. Mais c'est une autre chose.

Je voudrais savoir si vous avez un modèle à proposer. Vous avez sûrement accès à un ordinateur, ou à des équipements qui ont coûté très cher. Vous pourriez sûrement vous en servir pour essayer différents modèles.

M. Verbruggen: Il est très difficile de prévoir ce que les gens vont faire, et c'est de cela qu'il s'agit lorsqu'on parle d'encouragement. On ne peut programmer l'ordinateur...

Le président: ... on vous a dit en toute honnêteté que c'était très décourageant.

M. Verbruggen: Oui, je le sais. J'allais dire que nous devrions savoir ce qui se passe dans l'industrie des pêches, car c'était pour encourager les pêcheurs à pêcher pendant les

[Texte]

recommendation, on the grounds that it would encourage fishermen to fish in the . . . seasons when the gains are less. We will know, of course, next year whether fishermen fish more than 10 weeks or just 10 weeks, which would be indicative, with some precision, as to that human factor.

M. Breau: Madame le président, j'aimerais remercier le groupe d'être venu et le féliciter pour sa déclaration. À mon avis, il s'agit d'un exposé clair, qui exprime très bien la situation ainsi que le problème. Leurs recommandations ont du sens. J'espère que le Sous-comité y réagira aussi vite que possible ou essaiera au moins d'en faire rapport. On arrive à la fin de la session, mais on pourrait tout de même présenter un rapport. Les témoignages que nous avons entendus ici pourraient nous aider à faire modifier cette loi le plus rapidement possible.

Le président: Moi aussi, j'aimerais remercier nos témoins de la part de tout le Sous-comité. J'espère qu'on va réussir à faire au moins quelques recommandations à ce niveau-là.

• 1640

M. Gionet: J'aimerais, bien sûr, à ce moment-ci, remercier le Comité. Je suis convaincu qu'il y a des points dont tous les membres du Comité, même toutes les personnes ici présentes, avaient entendu parler et qu'ils savaient plus ou moins quelle était la situation mais, officiellement, il n'y avait jamais eu de déclaration ou de déposition de faite au niveau gouvernemental sur le problème.

J'aimerais ajouter une chose qui a été mentionnée tantôt concernant l'encouragement à travailler. Il est sûr que la personne qui bénéficie de l'assurance-chômage dans le moment et qui touche des prestations de l'ordre de 200 ou 225\$ par semaine n'a aucune misère à aller travailler et à toucher quand même une partie d'assurance-chômage et une partie de salaire. C'est même encourageant de le faire. Cependant, si tu obtiens un «timbre» pour cette semaine-là, c'est encourageant pour cette semaine-là mais décourageant pour les 40 autres semaines de l'année. C'est la raison pour laquelle les gens préfèrent perdre leur semaine de travail et ne rien perdre les 40 autres semaines. De plus, c'est parfaitement légal.

Une voix: Mais c'est absurde!

Le M. Gionet: Mais c'est absurde, c'est complètement aberrant de voir des gens, à cause du système, forcés d'aller travailler gratuitement.

The Chairman: That is right, and the system would be—I have to say it in English because I can say it faster—so much better if there were this averaging of whatever, the 10, or the 12 or the 14 best week's work. There is a disincentive to want to go back to work while collecting unemployment insurance, because you may get a stamp that is a lot lower than what you want anyway.

Mr. St. Germain: I would like to ask the people from the UI department one question. If someone stays on 10 weeks . . . In creating employment, we have a situation of where somebody does not work, somebody else has to work. What ramification does that have economically? Have you ever looked at it from that point of view?

[Traduction]

saisons où c'était moins rentable que Kirby a fait cette recommandation. On saura l'an prochain si les pêcheurs n'ont travaillé que 10 semaines, ou s'ils ont travaillé plus que 10 semaines; cela nous donnerait une assez bonne idée du comportement de ces gens-là.

Mr. Breau: I would like, Madam Chairman, to thank the group for having come and congratulate them on their presentation. I think that the presentation was clear, that it gave an accurate picture of the situation and that it expressed the problem very well. Their recommendations make sense. I hope that the subcommittee will respond to them as quickly as possible, or at least try to report them. The session is ending, but we could table a report. The testimony that we have had here could help us to try to have the Act changed as quickly as possible.

The Chairman: I too would like to thank our witnesses on behalf of the subcommittee. I hope that we will at least manage to make a few recommendations.

Mr. Gionet: I would of course like to take the opportunity to thank the Committee. I am certain that all of the members of the Committee, and even all of those present, had heard of some of these points and that they were more or less aware of the situation, but that there had never been an official statement or presentation on the problem at the government level.

I would like to comment on a point that was made earlier about incentive to work. Certainly a person who is receiving unemployment insurance benefits, in the order of \$200 or \$225 a week, will have no problem going back to work and getting part of his unemployment insurance benefits as well as his wages. It is even encouraging. But if you get a stamp for that week, it is encouraging for that week, but discouraging for the others. That is why people would rather lose their work week and not jeopardize the 40 other weeks. And it is perfectly legal.

An hon. Member: But that is absurd!

Mr. Gionet: It is absurd, it is completely ridiculous that people, because of the system, are forced to work for free.

Le président: Justement, et le système serait—je vais le dire dans l'autre langue officielle, parce que cela ira beaucoup plus vite—beaucoup mieux si l'on prenait la moyenne des 10, 12 ou 14 meilleures semaines. On décourage les prestataires de l'assurance-chômage de retourner au travail, parce qu'une semaine où il y a moins de travail peut faire baisser la moyenne.

M. St. Germain: J'ai une question à poser aux représentants de l'assurance-chômage. Si une personne travaille 10 semaines . . . Pour les fins de la création d'emplois, il y a, pour chaque personne qui ne travaille pas, une personne qui pourra travailler. Quelles sont les répercussions économiques d'une

[Text]

Mr. Breau: Do you mean the spin-off?

Mr. St. Germain: Yes. The spin-off as a result of the fact that ...

The Chairman: Two workforces, two UI ...

Mr. Verbruggen: That is happening quite often in a number of industries, as you know.

The Chairman: And families.

Mr. Verbruggen: And families.

The Chairman: The whole thing has gone out of reality. This idea that you have absolutely no power to ... really, the act should be looked at.

M. St. Germain: Je vous remercie bien, madame. Vous avez bien exprimé cela ... On va faire des études ...

Mme Cormier: Je remercie ceux qui nous ont bien reçus aujourd'hui, j'espère que cela portera fruit.

M. Breau: Madame le président, est-ce l'habitude de payer les dépenses des témoins?

Le greffier: Oui. Il n'y a pas de problèmes.

Le président: Merci! La séance est ajournée *to the call of the Chair*.

[Translation]

telle situation? Est-ce qu'il vous est arrivé d'envisager la question sous cette perspective-là?

M. Breau: Vous parlez des retombées?

M. St. Germain: Oui. Des retombées d'une situation où ...

Le président: Il y a deux populations actives, deux ...

M. Verbruggen: Comme vous le savez, c'est assez courant dans de nombreuses industries.

Le président: Et dans de nombreuses familles.

M. Verbruggen: Et dans de nombreuses familles.

Le président: Cela n'a plus rien à voir avec la réalité. Le fait qu'on ne peut absolument pas ... Vraiment, la loi doit être réexaminée.

Mr. St. Germain: Thank you very much, Madam. You expressed it very well ... We will look into it ...

Mrs. Cormier: I would like to thank those who welcomed us today. I hope that it will be fruitful.

Mr. Breau: Do we usually pay witnesses' expenses, Madam Chairman?

The Clerk: Yes. No problem.

The Chairman: Thank you! The meeting is adjourned to the call of the Chair.

APPENDIX "INSU-1"

JUNE 27, 1984

MR. BILL CORBETT
C/O SUB-COMMITTEE ON UNEMPLOYMENT INSURANCE INEQUALITIES
ROOM 522

REGRET OUR BUSY SCHEDULE PREVENTED OUR ATTENDANCE AT SUB-COMMITTEE MEETING THIS AFTERNOON, WOULD APPRECIATE YOUR FORWARDING OUR REGRETS TO SUB-COMMITTEE AND PASSING ON THE FOLLOWING COMMENTS:

1. OUR UNION REPRESENTS APPROXIMATELY 7,000 SEASONAL FISH PLANT WORKERS IN NEWFOUNDLAND, WHOSE INCOME IS DERIVED FROM A VERY UNPREDICTABLE RESOURCE. AS AN EXAMPLE, LANDINGS IN ONE COMMUNITY LAST WEEK DROPPED FROM 260,000 POUNDS OF FISH ON THURSDAY TO 30,000 POUNDS ON FRIDAY.

THE GENERAL TENDANCY IS FOR A SLOW BUILD-UP IN LANDINGS AND THEREFORE IN EARNINGS OF PLANT WORKERS, HEAVY PRODUCTION FOR A FEW WEEKS IN THE SUMMER, THEN A GRADUAL TAPERING OFF IN THE FALL. AS A RESULT, OUR MEMBERS WILL NORMALLY HAVE A FEW WEEKS OF MINIMAL EARNINGS ON THE ''SHOULDERS'' OF THE SEASON AND FULL WEEKS OF EARNINGS DURING THE PEAK PERIOD.

AS A RESULT OF THIS SITUATION, AVERAGING OF INSURABLE EARNINGS FOR FISH PLANT WORKERS SIGNIFICANTLY REDUCES THEIR U. I. BENEFITS. THIS PROBLEM WAS RECOGNIZED IN RESPECT OF INSHORE FISHERMEN, WHOSE BENEFIT PERIOD AS OF 1983 IS NOW BASED ON THEIR 10 BEST WEEKS OF INSURABLE EARNINGS, PROVIDED THEY HAVE A MINIMUM OF 15 INSURABLE WEEKS. PREVIOUS TO THIS CHANGE, FISHERMEN COULD ACTUALLY LOSE MONEY BY FISHING IN THE FALL BECAUSE THEY WOULD LOSE MORE IN THEIR U. I. BENEFITS THAN THEY MADE FROM FISHING.

THE INSHORE FISHERMEN AND SEASONAL FISH PLANT WORKERS LIVE SIDE BY SIDE IN ATLANTIC CANADA AND DERIVE A LIVING FROM THE SAME RESOURCE. STRONGLY URGE FISH PLANT WORKERS BE TREATED THE SAME AS FISHERMEN IN BASING U. I. BENEFITS ON 10 BEST WEEKS. OTHERWISE THERE WILL BE, AS INDEED THERE IS NOW, A STRONG SENSE OF INJUSTICE BY PLANT WORKERS. THE CAUSE OF THE WIDE FLUCTUATION IN FISH PLANT WORKERS' INCOMES IS BASED ENTIRELY ON THE AVAILABILITY OF RAW MATERIAL AND THEREFORE IS ENTIRELY OUTSIDE THE CONTROL OF EMPLOYERS AND EMPLOYEES.

EARLE MCCURDY
SECRETARY-TREASURER,
NFLD. FISHERMEN, FOOD AND ALLIED WORKERS UNION

APPENDICE « INSU-1 »

(Traduction)

Le 27 juin 1984

Monsieur Bill Corbett

Sous-comité sur les inégalités en matière d'assurance-chômage
Pièce 522

Nous sommes désolés de n'avoir pu, en raison de notre horaire chargé, comparaître devant votre sous-comité cet après-midi; nous vous serions reconnaissants de transmettre aux membres du Comité nos regrets, ainsi que les commentaires suivants:

1. Notre syndicat représente environ 7 000 employés saisonniers des usines de transformation du poisson à Terre-Neuve, dont la source de revenu est très instable. Par exemple, dans une collectivité la semaine dernière, les prises sont tombées de 260 000 livres le jeudi à 30 000 livres le vendredi.

Dans l'ensemble, il se produit une hausse graduelle des prises et partant, du revenu des travailleurs et des activités de transformation pendant quelques semaines durant l'été, laquelle est suivie d'une baisse graduelle à l'automne. Ainsi, nos membres auront quelques semaines de revenu minimal au début et à la fin de la saison de pêche et toucheront un plein revenu au coeur de celle-ci.

Compte tenu de cette situation, l'établissement d'une moyenne pour les gains assurables des travailleurs des usines de transformation du poisson réduit de façon considérable les prestations d'assurance-chômage de ces derniers. On a toutefois pris des mesures pour remédier à ce problème en ce qui a trait aux pêcheurs qui se livrent à la pêche côtière; ainsi, leur période de prestations, depuis 1983, est fondée sur leurs 10 meilleures semaines de gains assurables, si la durée du travail est supérieure à 15 semaines assurables. Avant cette modification, les pêcheurs pouvaient, de fait, perdre de l'argent en pêchant à l'automne parce que les montants auxquels ils avaient droit en prestation d'assurance-chômage étaient plus élevés que les revenus qu'ils tiraient de la pêche pendant cette période.

Les pêcheurs qui se livrent à la pêche côtière ainsi que les travailleurs saisonniers des usines de transformation du poisson vivent côte à côte dans les provinces de l'Atlantique et tirent leur subsistance de la même

ressource. Nous encourageons fortement le gouvernement à traiter les travailleurs des usines de transformation du poisson de la même façon que les pêcheurs en fondant leurs prestations d'assurance-chômage sur les 10 meilleures semaines de gains, à défaut de quoi les travailleurs de ces usines croiront, comme c'est d'ailleurs le cas maintenant, qu'ils sont traités injustement. La fluctuation importante des revenus des travailleurs d'usine est due entièrement au volume des prises, facteur sur lequel employeurs et employés ne peuvent aucunement influencer.

Le secrétaire-trésorier,
Newfoundland Fishermen, Food and Allied Workers Union

Earle McCurdy



*If undelivered, return COVER ONLY to
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

WITNESSES—TÉMOINS

From the Canadian Seafood and Allied Workers Union:

Mr. Jean-Marie Gionet, Business Agent;
Mr. Florent Larocque, Regional Vice-President;
Ms. Stella Cormier, Regional Vice-President.

From the Department of Employment and Immigration:

Mr. J.J. Verbruggen, Director General, Insurance Policy;

Ms. M. Filiatrault, Director, Policy and Legislation
Development;
Mr. Marcel Nouvet, Chief, Unemployment Insurance,
Canada Pension Plan, Determination and Appeals
Division.

De l'Union canadienne de l'industrie des pêches et travailleurs affiliés:

M. Jean-Marie Gionet, Agent d'affaires;
M. Florent Larocque, Vice-président régional;
M^{me} Stella Cormier, Vice-président régional.

Du ministère d'Emploi et Immigration:

M. J.J. Verbruggen, Directeur général, Politique d'assurance;
M^{me} M. Filiatrault, Directeur, Élaboration de la politique et
de la législation;
M. Marcel Nouvet, Chef des divisions des arrêts et des
appels, Assurance-chômage, Régie des pensions du
Canada.



CANADA

INDEX

SUBCOMMITTEE ON

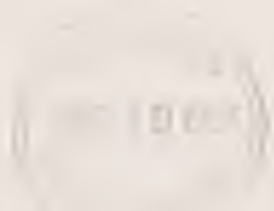
Unemployment Insurance Inequalities

OF STANDING COMMITTEE ON
LABOUR, MANPOWER AND IMMIGRATION

HOUSE OF COMMONS

Issues 1-2 • 1984 • 2nd Session • 32nd Parliament

Chairman: Miss Coline Campbell



Published under authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada

Available from Canadian Government Publishing Center, Supply and Services Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0S9

INDEX

HOUSE OF COMMONS COMMITTEES—OFFICIAL REPORT

SECOND SESSION—THIRTY-SECOND PARLIAMENT

Abbreviations: A.=Appendices. Amdt.=amendment. M.=motion. S.O.=standing order.

DATES AND ISSUES

—1984—

June: 26th, 1; 27th, 29th, 2.

Appendices

Newfoundland Fishermen, Food and Allied Workers Union, 2A:1

Averaging *see* Seasonal employment

Breau, Mr. Herb (L—Gloucester)

Unemployment insurance inequalities, 1:7-12, 15-21, 23-32; 2:5-6, 11-26

Campbell, Miss Coline (L—South West Nova; Chairman)

Unemployment insurance inequalities, 1:7, 16-9, 22-3; 2:8, 12, 15, 17, 19-20, 22-5

Canadian Seafood and Allied Workers Union *see*

Organizations/individuals appearing

Charlebois, Mr. J.C.Y. (Employment and Immigration Department)

Unemployment insurance inequalities, 1:6, 9-32

Cormier, Mrs. Stella (Canadian Seafood and Allied Workers Union)

Unemployment insurance inequalities, 2:14-5, 21, 24

Disincentives *see* Qualifying period; Seasonal employment

Employer-employee relationship *see* Insurable employment

Employment and Immigration Department *see*

Organizations/individuals appearing

Falconbridge mines, Sudbury, Ont., lay-offs, payments to workers, 1:13

Farm workers, 2:22

Filiatrault, Ms. M. (Employment and Immigration Department)

Unemployment insurance inequalities, 1:23; 2:20

Fish plant workers, unemployment insurance regulations effects, 2:6-25

Fishing industry

Kirby report recommendations, 1:16-7; 2:16, 24-5

Self-employed fishermen, exceptions to regulations, 1:10-3

Gionet, Mr. Jean-Marie (Canadian Seafood and Allied Workers Union)

Unemployment insurance inequalities, 2:6-13, 15, 18-20, 22-5

Insurable earnings *see* Seasonal employment

Insurable employment, “contract of or for services”, employer-employee relationship, definition, 1:7, 24-32

Kirby report *see* Fishing industry

Larocque, Mr. Florent (Canadian Seafood and Allied Workers Union)

Unemployment insurance inequalities, 2:12-4, 22

Ministerial discretion *see* Seasonal employment

Newfoundland Fishermen and Allied Workers Union *see* Appendices

Order of reference, 1:3

Organizations/individuals appearing

Canadian Seafood and Allied Workers Union, 2:5-26

Employment and Immigration Department, 1:6-32; 2:5-26

Procedure

Documents, appending, 2:3, 5-6

Election of Chairman, M. (Mr. St. Germain), 1:4, 6, agreed to

Report to Committee, adopting, 2:3

Qualifying period

New entrants, 1:22-3

Variable entrance requirement, 2:11-2

Disincentive factor, 1:17-22; 2:23-6

St. Germain, Mr. Gerry (PC—Mission—Port Moody)

Unemployment insurance inequalities, 1:11, 13-5, 19, 21-3, 31; 2:7, 11-4, 18-9, 22-3, 25-6

Seasonal employment

Averaging of insurable earnings, inequalities, 1:7-9, 16

Cases, 1:9-10, 13-4

Disincentive factor, 1:8

Flexibility, introducing, ministerial discretion, 1:9-11, 14-6,

19-20, 23; 2:23

1971 legislation, provisions, 1:9

Small business, contributions, costs, 1:14

Sutet, Mr. B.P. (Employment and Immigration Department)

Unemployment insurance inequalities, 1:21

Unemployment insurance regulations

Discrimination, 1:11-2; 2:19-21, 23

See also Fish plant workers

Verbruggen, Mr. J.J. (Employment and Immigration Department)

Unemployment insurance inequalities, 2:11, 16-20, 22, 24-6



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

